

Danone : coup de projecteur sur le géant français né à Lyon



Boudier métallerie
 MENUISERIES ALUMINIUM & ACIER
 ALUMINIER TECHNICAL

FENÊTRES - PORTES - VÉRANDAS - ESCALIERS
HALL EXPO
 7 rue des Frères Montgolfier - 21300 CHENÔVE
 boudier-metallerie.com

LE BIEN PUBLIC
ÉCONOMIE
 Côte-d'Or

Ne peut être vendu séparément - Mardi 20 avril 2021



BOURGOGNE

Rocambole : l'appli qui donne envie de lire

Depuis son lancement en 2020, la plateforme Rocambole de séries littéraires co-fondée par Julien Simon, un Bourguignon, est parvenue à fidéliser quelquel 60 000 abonnés. Photo d'illustration LBP/Emma BUONCRISTIANI

PAGE 7



BOURGOGNE

Les transports routiers alertent sur le projet de loi Climat

PAGE 7

Photo d'illustration LBP/Philippe BRUCHOT

AGROALIMENTAIRE

Danone : le géant français né à Lyon reste solide dans la région

Le groupe agroalimentaire français fondé par Antoine Riboud au milieu des années 1990 conserve de solides positions industrielles dans la région, en dépit des secousses du marché.

Fragilisé par le Covid-19, secoué par une crise rare de confiance et de gouvernance qui a provoqué un changement de président en attendant le recrutement d'un directeur général appelé à piloter le groupe, le géant français de l'agroalimentaire, coté au CAC 40, cherche à relancer sa croissance.

Global et local

En attendant, le groupe créé à Lyon par un Lyonnais conserve dans la région de solides positions industrielles. Il y ex-

ploite plusieurs sites, il y détient plusieurs marques emblématiques, comme Badoit ou Blédina. Il y travaille aussi étroitement avec des producteurs de lait, comme dans le Jura et la Saône-et-Loire, sans parler du financement d'actions de mécénat.

« Penser globalement, agir localement ». L'expression, à la limite de la tarte à la crème, pourrait convenir au géant français de l'agroalimentaire, d'autant plus que ce groupe aux activités internationales cultive avec minutie une relation de proximité avec ses territoires et avec ses clients, qui n'est parfois pas éloignée du « soft power ».

Les journalistes de votre supplément Économie s'intéressent cette semaine à l'empreinte de Danone dans la région.



Le groupe contrôle plusieurs sites dans la région, où il détient aussi plusieurs marques emblématiques. Photo d'...

Le Groupe Danone inspiré par des Lyonnais prépare sa nouvelle ère

À peine était-il intronisé président du Groupe Danone que le Lyonnais Gilles Schnepf était, entre autres, félicité, via un tweet, par Emmanuel Imberton, ancien président de la CCI Lyon Métropole Saint-Etienne : « C'est un garçon avec une carrière brillante, c'est mérité. Mais j'ai surtout voulu faire un clin d'œil car les racines de Danone sont à Lyon avec BSN, l'ADN de Danone, et Antoine puis Franck Riboud qui furent à sa tête et sont lyonnais également... »

L'ancien PDG du Groupe Legrand, diplômé d'HEC, 487^e fortune de France selon le magazine *Challenges* avec une fortune estimée à 160 millions d'euros, a pris les rênes du Groupe Danone le 14 mars dernier, avec pour mission principale de redresser la barre d'un Groupe qui a réalisé 23,6 milliards d'euros de CA en 2020 avec plus de 100 000 employés dans le monde.

Un chiffre d'affaires en recul de 6,6 %, un manque à gagner d'environ 1,7 milliard par rapport à 2019, qui a grevé la rentabilité des actionnaires et précipité l'éviction d'Emmanuel Faber, et propulsé ainsi le Lyonnais, peu rompu à l'agroalimentaire, mais dont sont louées entre autres les qualités de gestionnaire, à la tête de la multinationale agroalimentaire.

Un Lyonnais donc pour fortifier cette multinationale inspirée et développée dans ses premiers balbutiements par un

autre Lyonnais, Antoine Riboud, qui créait dans les années 70 que la raison d'être de son Groupe était « d'apporter la santé par l'alimentation au plus grand nombre ».

Du verre avec BSN à l'agroalimentaire avec Danone

Petit-fils de l'un des fondateurs de la Lyonnaise de Banque, Antoine Riboud, ancien élève du lycée Ampère, diplômé d'ESCP Europe, a écrit les premières heures du Groupe Danone dès 1942, où il entre au service commercial des Verreries Souchon-Neuvesel, entreprise familiale produisant du verre dont il prend la présidence en 1965, en même temps qu'il prend les rênes de la Société des eaux minérales d'Évian (détenue alors pour 25 % du capital par Souchon-Neuvesel). Un premier pas avant qu'il ne fusionne, un an plus tard, la Verrerie Souchon-Neuvesel et les Glaces de Boussois (entreprise spécialisée dans les vitrages pour le bâtiment et l'automobile) et donne ainsi naissance au groupe BSN (Boussois-Souchon-Neuvesel), hyperspécialiste du verre. Une hyperspécialité qui l'amène à la fin des années 60 à jeter son dévolu sur l'agroalimentaire au moment où l'emballage plastique explose. En 1972, il prononce d'ailleurs à Marseille, lors des assises du Conseil national du patronat français (CNPF) un discours

pionnier en matière de développement durable : « Conduisons nos entreprises autant avec le cœur qu'avec la tête et n'oublions pas que si les ressources d'énergie de la terre ont des limites, celles de l'homme sont infinies s'il se sent motivé ». Une époque où il acquiert les sociétés Blédina, Evian, Kanterbrau, Kronenbourg, et beaucoup d'autres, et qu'il rencontre Daniel Carasso, à l'époque PDG de Gervais-Danone avec lequel il décide de mettre au monde un géant de l'agroalimentaire en créant BSN-Gervais-Danone devenu en 1994 le Groupe Danone.

Peu d'information sur la stratégie du Groupe

Un Groupe qui sous l'impulsion de Franck Riboud se recentre peu à peu, à partir de 1996, vers la santé et l'alimentation et, surtout, s'internationalise. « À partir de 2007, le Groupe Danone s'est recentré sur les produits laitiers frais et d'origine végétale, les eaux en bouteille, la nutrition médicale et la nutrition infantile », souligne Markus Sandmayr, le directeur général de Blédina. Un pur produit Danone, habilité à parler au nom du Groupe Danone sans trop en dire sur la stratégie réelle du Groupe, qui loue une myriade d'initiatives qui pourraient nous faire penser que Danone est une multinationale de l'agroalimentaire dont les actions, les visées et les



Le Lyonnais Gilles Schnepf, 62 ans, ancien patron du Groupe Legrand, est le nouveau président du Groupe Danone. Photo Progrès/DR

agissements ne seraient que vertueux. Au menu, on retrouve bien sûr, pèle mèle, la sécurité alimentaire, le bio, le vrac, le respect de l'environnement, de la biodiversité, le sauvetage de la poire Williams, la responsabilité sociale de l'entreprise, la certification B Corp qui évalue les performances sociales et environnementales des entreprises, le concept d'entreprise à mission, les belles promesses de Danone de cultiver d'ici 2025 tous les ingrédients en France dans le respect des sols ou encore d'utiliser d'ici 2025 des emballages réutilisables, recyclables, compostables etc. Une litanie de formules, de concepts, de promesses, qui ne nous disent pas grand-chose, à notre grand regret, sur la stratégie économique du Groupe, de ses velléités, de ses projets, ou de ses ambitions.

Franck BENSARD

ION
où il contrôle plusieurs sites et plusieurs marques emblématiques.



Le groupe Danone dans la région

Localisation des cinq sites et leurs spécialités

Villefranche-sur-Saône

Blédina
170 salariés
employés
Production, conditionnement, de céréales instantanées infantiles en poudre conditionnées en dosettes, étuis, sachets, sacs et Big bags.
Septembre 2020, le nombre de références produits finis (SKU) est de **240** issues de **46** recettes et **35** recettes post-différenciées.

Volvic
(Puy de Dôme)
900 salariés

Limonest

Blédina
Siège
200 salariés

Evian

(Haute-Savoie)
1 200 salariés
+600 salariés
pour Evian Resort

St-Just-Chaleyssin

(Isère)
Danette
269 salariés
6 milliards
de pots de yaourts, desserts et fromages frais produits chaque année en moyenne
2 process : yaourt brassés et crèmes desserts
145 millions
de litres de lait traités
7 lignes
de conditionnement thermoformées



FRANCE

+ de **9 000 collaborateurs**
dont **6 500** en région
29 sites
(dont **1** centre de R&D à Palaiseau)
13 sites de production
8 régions françaises
2 300 agriculteurs partenaires

4 Business Unit
produits frais (EDP)
avec les segments
des produits végétaux,
biologiques et laitiers, les eaux,
la nutrition infantile
et la nutrition médicale



MONDE

(Chiffres 2019) :
+ 100 000 employés
+120 pays
67% des ventes
en dehors de l'Europe
54% des ventes
en Europe et US-Canada

Infographie : P. Villard

Illustration ©Vincent Isore/IP3/MAXPPP/

Danone partenaire du Centre des sciences du goût

Janvier 1998 : le Centre européen des sciences du goût est inauguré à Dijon. Cette unité propre du département Sciences de la vie du CNRS aura pour mission de poursuivre le travail déjà entrepris en région parisienne pour expliquer les mécanismes du goût. De nombreux industriels étaient attendus sur ce projet dont L'Oréal et Pernot-Ricard. C'est finalement Danone, alors déjà présent en région via Amora-Maille, qui mettra la main au porte-monnaie en engageant 5 premiers millions de francs sous forme de commandes. Mais les autres promesses budgétaires de la Fondation Danone auraient plus que tardé à venir. Une source proche du dossier se rappelle des « interférences » qu'avait créées l'appui de cet agro-industriel auprès des chercheurs. Aujourd'hui, presque personne, d'ailleurs, ne se rappelle précisément du montage financier. Seule une plaque est encore apposée dans le hall d'entrée du Centre des sciences du goût, au nom de Franck Riboud, alors PDG du Groupe Danone.

CÔTE-D'OR. Sophie Nicklaus intègre le jury du Danone International Prize for Alimentation

C'est un prix des plus prestigieux au monde que la directrice de recherche à l'Inra au Centre européen des sciences du goût et de l'alimentation de Dijon a reçu en juillet 2018. Le Danone International Prize for Alimentation lui a offert, d'abord, une dotation de 100 000€, mais surtout une impulsion dont l'ingénieure agronome et docteure en sciences de l'alimentation ressent toujours les effets. « Diplômée de l'Institut national agronomique Paris-Grignon Agro en 1995, j'ai rejoint en 1998, le Centre européen des sciences et du goût de Dijon pour y passer une thèse sur le comportement alimentaire des enfants. En 2017, j'ai ensuite intégré une équipe de recherche qui travaille sur ces comportements alimentaires tout au cours de la vie, du nourrisson au sénior en Ephad, et les relations à la santé », liste notre ingénieure, qui défend une vision « grand public » et « élar-



Sophie Nicklaus est ingénieure agronome et docteur en sciences de l'alimentation au Centre européen des sciences du goût et de l'alimentation. Photo DR

gie » de l'alimentation.

Messages portés auprès de Santé publique France

« Mes travaux portent sur le fait que l'alimentation revêt plusieurs aspects : celui de la nutrition, du plaisir, de la convivialité et de l'identi-

té. Si je vous dis que je ne mange pas de porc et que je mange halal, cela dit quelque chose de moi. Idem si je vous dis que je suis végétarienne », argumente celle qui a également travaillé sur les textures de l'alimentation pour bébé aux côtés de Blédina. Un « background » qui lui permettra de porter ses

messages jusqu'au plus haut niveau de l'État, auprès du ministère de la Santé afin d'éduquer des campagnes de prévention grand public. C'est cette approche sociétale de l'alimentation qui a plu à Danone il y a 3 ans. « C'est une récompense très enrichissante. C'est une reconnaissance internationale, validée par un comité scientifique », se réjouit-elle. Pourtant, le prix est décerné par un géant de l'agroalimentaire à l'image parfois émaillée. « J'en suis consciente. Mais les relations entre les chercheurs et les industriels sont regardées de près. Et ils ne font pas que de mauvaises choses : ces collaborations sont même indispensables pour les accompagner à aller vers du mieux », concède celle qui a été invitée, la semaine dernière, à participer à la nomination du nouveau lauréat, dont elle taira jusqu'en juin, l'identité.

M.Mo

RHÔNE. Blédina, la marque de nutrition infantile qui continue à couvrir ses produits

Avec les courbes de natalité dans le viseur, le Groupe Blédina continue de fortifier son développement sur la nutrition infantile en essayant d'accompagner les tendances actuelles.

Pour évoquer Blédina, les représentants du Groupe Danone, entreprise agroalimentaire d'envergure mondiale, aiment à rappeler la saga de la Blédine, la bouillie céréalière mise au point en 1906 par Léon Jacquemaire et Maurice Miguet, pharmaciens caladois, qui s'étaient associés quelques années auparavant pour créer un laboratoire de produits alimentaires fortifiants. Une trajectoire entrepreneuriale née il y a 140 ans qui s'est très vite transformée en un succès commercial renforcé par de gros investissements publicitaires et un véritable antidote à l'époque pour lutter contre la mortalité infantile.

200

C'est le nombre de références produites sur le site Blédina de Villefranche-sur-Saône.

Une saga qui a pris un nouveau tournant en 1965 lorsqu'elle est rachetée par la Société des eaux minérales d'Évian (SAEME), dirigée par Antoine Riboud, et intégrée à BSN en 1970. Un tournant décisif pour cette marque deve-

nue iconique, qui réalisait en 2019 près de 70 % de ses 400 millions d'euros de CA sur le seul marché de l'alimentation infantile. Un marché corrélé aux courbes de la natalité. Un marché qu'elle a pénétré avec des céréales infantiles, mais aussi des

plats, des yaourts, des biscuits, autant de produits dédiés à la nutrition infantile « qui fait partie de l'ADN de Blédina », souligne Ez-Eddine Brahimi, directeur de l'usine de Villefranche-sur-Saône, l'usine historique qui em-

ploie 170 collaborateurs sur les 1 500 salariés de Blédina qui a élu son siège social en 2017 à Limonest (lire par ailleurs).

Des velléités dans le bio

Sur le site caladois, qui produit 200 références de céréales infantiles, Blédina a produit l'an dernier 12 000 tonnes de produits



La saga Blédina a démarré il y a 140 ans, avec deux pharmaciens caladois qui ont mis au point la blédine. Photo Le Progrès/Danone

REPÈRE

■ Blédina en France

Blédina qui emploie 1 500 collaborateurs accueille près de 300 collaborateurs à son siège de Limonest. Sur ce même site est implantée la filiale Danone Africa qui emploierait une centaine de collaborateurs.

Outre l'usine de Villefranche-sur-Saône, Blédina compte un site à Steenvorde, près de Lille (340 salariés) spécialisé dans le lait infantile qui exporte 65 % de sa production et un autre à Brive-la-Gaillarde (400 salariés) spécialisé dans l'alimentation diversifiée dont sortent notamment les petits pots.

finis, dont 82 % pour l'international dont la moitié en Afrique. Des références qui épousent la demande émanant d'une trentaine de pays, de leur culture culinaire, en fonction des certifications, des allergènes, de la montée en puissance du bio, « un marché appelé à grandir dans les prochaines années », avance Ez-Eddine Brahimi, qui revendique que 80 % des céréales infantiles produites dans l'usine caladoise proviennent de blés français.

Franck BENSARD

Blédina mise sur le made in France pour ses compotes

Elle le communique, elle le relaie abondamment, Blédina soutient la filière de la poire Williams française qui voit ces volumes se réduire chaque année. Elle promeut des aides à la conversion en bio et ambitionne pour ce faire, par exemple, « d'aider les jeunes agriculteurs à replanter 40 000 poiriers en France pour répondre aux besoins exprimés et s'engage à augmenter de 20 % leur rémunération et à signer des contrats à long terme allant jusqu'à 15 ans », assurait il y a quelques mois Markus Sandmayr, directeur général France de Blédina, qui via l'opération « Sauvez Williams » a choisi d'aider des acteurs à replanter des poiriers, dont les fruits seront transformés en compotes, un produit phare de Blédina. L'entreprise, qui produit 500 000 petits pots par jour sur son site de Brive-la-Gaillarde, fruits et légumes confondus, a pour ambition de continuer à initier le palais des tout-petits avec des fruits cultivés à 80 % dans l'Hexagone.



L'usine Blédina de Villefranche-sur-Saône emploie 170 personnes et a sorti 12 000 tonnes de produits l'an dernier. Photo Progrès/Pierre COMET

LOIRE. Badoit, une réussite locale forte d'une histoire vieille de 200 ans

À Saint-Galmier, Badoit est une institution. Depuis 1837, la marque n'a cessé d'évoluer et d'innover. Mais toujours en préservant son caractère historique et local qui fait son succès dont nous parle Gaetan Moyroud, le nouveau directeur.

Quand la marque Danone a-t-elle racheté Badoit, et dans quel intérêt ?

Badoit est une marque historique et iconique puisqu'elle date de 1778, et je ne connais pas beaucoup d'entreprises avec 200 ans d'histoire. Depuis sa création, elle a évolué, fait varier ses contenus et ses contenants. La marque a été reprise par Danone en 1970. Cela fait également partie de l'histoire puisque Danone était aussi, à l'époque, un verrier. Aujourd'hui, il y a toujours une partie verrerie qui se trouve sur Veauche qui n'appartient plus à Danone mais qui à l'époque, dans le cadre de la diversification des produits, était très importante justement pour avoir

du contenu et du contenant. Intégrer le groupe Danone a permis à la marque d'évoluer et d'avoir une notoriété encore plus forte à partir des années 70.

Comment fait-on alors pour allier histoire et innovation ?

Être rattaché au groupe Danone est une force, puisqu'il est doté d'un centre de recherche qui travaille sur l'ensemble de ses produits. Cela permet d'être devancière sur les attentes et les changements de préférences des consommateurs pour toujours être à la pointe. On a l'exemple type avec la Badoit verte et la Badoit rouge. Ce sont deux mêmes produits sur lesquels nous arrivons à faire une différence grâce au niveau de pétillance. Pour des consommations un peu plus fun, il faut trouver des idées qui nous permettent de nous diversifier tout en gardant cette historique, puisque je pense, justement, que pour opérer des changements, il ne faut pas faire table rase du passé.

Il est possible de visiter l'usine. Est-ce que cela vous tient

à cœur de garder un contact privilégié avec vos consommateurs ?

Quand on est une belle marque comme la nôtre, globalement on n'a rien à cacher, nos portes sont grandes ouvertes, bien qu'elles soient malheureusement fermées depuis maintenant un an. Beaucoup de personnes aiment le tourisme industriel et ils sont ravis.

« À travers l'association La Bulle verte, nous soutenons les agriculteurs »

Localement, quelles sont les actions de la marque ?

On a laissé le kiosque ouvert pour les personnes du coin et quand on est à l'usine on voit qu'il y a du monde. Il y a aussi la partie impluvium avec les communes de Chambœuf et Saint-Médard-en-Forez, avec qui, depuis 2010, nous avons créé une association qui s'appelle La Bulle verte. Par cette dernière,

nous soutenons aussi les agriculteurs puisqu'on les conseille, les aide sur des conversions bio et la réduction d'utilisation des pesticides. Nous sommes engagés justement dans des programmes d'agriculture régénératrice. Ça nous donne l'occasion de se dire que Badoit est une marque engagée sur son territoire, puisque cela permet d'être en complète maîtrise de ce qu'il se passe dans les sols qui nous entourent et de conserver la pureté de la source.

De plus, avant la fin du mois de juin, en association avec des apiculteurs, nous allons mettre en place dans ces communes des ruches test qui vont nous permettre d'observer la biodiversité et de noter les bons points ou d'identifier les manques pour continuer à avancer.

Est-ce que le Covid a impacté votre activité ?

800 000

Chaque jour, 800 000 bouteilles sont produites sur le site de Saint-Galmier, ce qui représente entre 260 et 300 millions d'unités par an.

Sur la partie vente d'eau en bouteille, forcément, comme l'ensemble des acteurs du marché de la restauration, sachant que la partie verre représente 20 % de notre production. Mais, par chance, toute notre partie vente au niveau de la moyenne et de la grande distribution n'a pas été perturbée.

Par rapport à l'utilisation du plastique, où en êtes-vous aujourd'hui ? Quels sont les enjeux pour Badoit ?

Je pense que les enjeux ont été fixés en 2017 avec Danone qui a lancé One Planet, One Health et on est tous derrière cette charte-là. L'ambition de Danone pour sa partie eaux, c'est que l'on soit, en 2025, avec 100 % de nos emballages recyclables et recyclés. Chez Badoit, ça va arriver dans les années qui viennent et tout le monde sera totalement prêt pour 2025.

Notre verre, lui, est déjà recyclé et recyclable mais on continue à travailler avec et puis on réfléchit à des formats différents.

Propos recueillis par Rébecca LAPLAGNE



L'usine Badoit de Saint-Galmier emploie environ 200 salariés. Photo Progrès/Rémy PERRIN



L'histoire de la marque Badoit s'écrit depuis 1778. Elle a intégré le groupe Danone en 1970. Photo Progrès /Danone

REPÈRES

■ La première eau minérale embouteillée

Déjà, en 1778, on conseillait la Fonfort, son nom originel, pour calmer les douleurs rénales, menstruelles et soulager le transit. C'est Auguste Saturnin Badoit qui se jette le premier à l'eau et obtient, en 1837, le fermage de la source. La Badoit est alors la première eau minérale à être mise en bouteille.

En 1858, elle s'écoule à 1,5 million de pièces par an. En rayon dans les épiceries, hôtels, pharmacies, elle se retrouve dans les gondoles des grandes surfaces en 1950. Aujourd'hui, elle est presque sur toutes les tables de France avec près de 300 millions de bouteilles produites par an.

Les seuls à étancher gratuitement leur soif avec elle sont les Baldomériens. Depuis 1896-1897, date de la convention nouée avec la commune, ils ont accès librement à la source.

Une bourse pour soutenir les professionnels derrière le comptoir

Depuis 1981, Badoit finance une bourse pour les jeunes restaurateurs et autres professionnels du secteur. Cette année, en signe de solidarité, une nouvelle bourse a été créée : La Bourse Badoit pour la joie. Depuis le 1^{er} avril et jusqu'au 15 mai, pour tout achat d'une bouteille Badoit, 1 % des ventes sera reversé pour apporter de la visibilité et soutenir 5 bars et restaurants montés en 2018 ou en 2019, avec une faible trésorerie et qui se retrouvent en difficulté suite à la crise sanitaire. Plus d'une centaine de dossiers ont été déposés. 10 seront sélectionnés et 5 lauréats, évalués par un jury, notamment composé de Pierre Gagnaire, Daphné Burki, Anne Etorre et Matthias Giroud, recevront jusqu'à 20 000 euros chacun, en fonction des ventes entre le 1^{er} avril et le 15 mai. À partir du 1^{er} mai, le grand public pourra aussi voter pour ses projets favoris. « Je trouve que c'est une super initiative parce qu'on a besoin d'eux et ils ont besoin de nous pour retrouver un monde normal. C'est un acte de solidarité envers le monde et la scène culinaire française », confie Gaetan Moyroud.

ISÈRE. On se lève toujours tous pour la marque Danette

Produit iconique de la marque Danone, la célèbre crème dessert traverse les générations. Produite exclusivement sur le site de Saint-Just-Chaleyssin, dans l'Isère, elle s'adapte cependant aux nouvelles attentes des consommateurs et ne cesse de se renouveler.

« Nous sommes l'usine Danette. » Directeur du site de Saint-Just-Chaleyssin depuis janvier dernier, Jonathan Longuemare met d'abord en avant la fierté locale et l'attachement à la marque des "Danoneurs" avant de parler du produit.

Créée en 1970 sur le site lyonnais de Pierre-Bénite, la marque Danette a été transférée, en 1986, dans l'Isère, sur le site actuel de Saint-Just-Chaleyssin. « L'usine avait besoin de s'étendre et de se développer. Aujourd'hui, elle produit également les pots de yaourts Taillefine, Velouté et Activia. En produits frais, c'est l'usine de Danone qui sort le plus de volume », explique-t-il.

Une nouvelle saveur à l'automne

Premier employeur de la communauté de communes des Collines du Nord Dau-

EN CHIFFRES

■ 145

C'est, en millions, le volume de litres de lait collectés chaque année par l'usine iséroise.

■ 150 000

Le nombre de tonnes de yaourts (Taillefine, Velouté, Activia et Danette) produits chaque année sur le site.

■ 1

Par an, 1 milliard de pots de yaourts sortent des lignes de production, soit 3 millions de pots par jour.

■ 14

C'est, en millions, le nombre de consommateurs de Danette. En France, plus d'une famille sur deux en a dans son frigo et en achète au moins cinq fois par an.



1.5 million de pots de Danette sont produits chaque jour sur le site isérois. La marque Danette représente plus de 50 % de la production totale de l'usine.

Photo Le Progrès/Danone

dizaine de gammes et une cinquantaine de recettes différentes, le produit phare reste la vanille même si les goûts chocolat, coco, spéculos et liégeois ont aussi conquis le palais des consommateurs. Ces derniers sont d'ailleurs associés aux innovations. En 2006, lors de l'opération « On vote tous pour Danette », 400 000 Français avaient élu la recette qu'ils souhaitaient voir créer. « C'est ainsi qu'est née la saveur crème brûlée ou encore madeleine. Encore aujourd'hui, les collaborateurs proposent des idées. Une nouvelle recette sortira ainsi en octobre 2021 », annonce le directeur.

Pour se diversifier et répondre aux attentes des petits et des plus grands, Danette PoP, alliant la crème dessert à des billes croustillantes chocolatées dans

deux compartiments, a ainsi débarrqué dans les rayons en 2015. Cinq ans avant, c'est le format qui a évolué avec des pots de 500 grammes mais aussi des plus petits pour les enfants à partir de 3 ans. Deux recettes bio pour les jeunes gastronomes ont également vu le jour. 30 % moins sucrés, elles répondent aux exigences des parents. Enfin en 2020, deux recettes crémeuses à base végétale ont été conçues, mais aussi une au lait de coco et une autre au lait de noisette.

Des emballages 100 % recyclés, recyclables ou compostables

Pour suivre ces évolutions, des investissements sont nécessaires. En 2013 et 2015, plusieurs milliers d'euros ont été injectés pour sortir les gammes de liégeois et de mousse et les lignes d'Activia muesli. En 2017, 12 millions d'euros ont été investis pour concevoir la recette liégeoise façon tatin.

L'ambition d'être un incubateur de talents

Entre 2019 et 2020, l'usine a doublé le nombre d'alternants et d'apprentis sur son site. « Nous avons cette ambition de former de jeunes "Danoneurs" à nos métiers », affirme Jonathan Longuemare. Dix alternants ont ainsi été intégrés sur des postes allant de la production à la qualité en passant par l'ingénierie ou encore la recherche et le développement sur des périodes qui s'étalent de 1 à 3 ans.

En lien avec la Maison métropolitaine d'insertion pour l'emploi de Lyon, l'usine adhère au projet Fair [e], un réseau de solidarité pour favoriser l'inclusion professionnelle. « Nous avons une démarche inclusive pour permettre à des jeunes sans qualification de découvrir un métier, d'être formé et de trouver un emploi. » Toujours dans cette approche, l'entreprise a également un partenariat avec les Compagnons du devoir.

Tournée vers l'avenir, l'usine ne pouvait pas ne pas se préoccuper de l'aspect environnemental. Entre 2019 et 2020, elle a réduit de 10 % sa consommation d'énergie. « Nous avons investi 600 000 € dans l'isolation des frigos et 5 millions dans des pompes à chaleur. »

Enfin, l'usine a un engagement fort sur la réduction du plastique dans ses emballages. « D'ici 2025, nous avons pour objectif que nos plastiques soient 100 % recyclés, recyclables ou compostables. »

Karen CHEVALIER

phiné, le site isérois de 13 hectares compte près de 300 personnes qui travaillent sur 26 000 m² de bâtiments. Attachés et fidèles à cette usine, certains salariés étaient présents lors de la pose de la première pierre, d'autres ont leurs enfants qui ont pris la relève.

« Nous sommes l'usine Danette. C'est une marque indétronable. »

Jonathan Longuemare, directeur de l'usine

ve. Ici, le savoir-faire se transmet parfois sur plusieurs générations.

Indémodable, la Danette est décrite comme « très spécifique avec une texture onctueuse unique » par Jonathan Longuemare. « Qui ne connaît pas son slogan "On se lève tous pour Danette" ? Une famille sur deux en consomme. C'est un produit gourmand qui associe la notion de plaisir dans le frigo des ménages aussi bien pour les enfants que pour leurs parents. Ici, nous sommes les gardiens du temple, ce qui nous pousse à innover. »

Si la marque Danette a une

Un partenariat historique avec les producteurs laitiers

Le site de Saint-Just-Chaleyssin entretient une relation historique avec ses producteurs laitiers. Ils sont 370 à collaborer quotidiennement avec l'usine et s'engagent sur un contrat de 5 ans. « Nous partageons avec eux nos projections, nos innovations et nos recettes. Ils sont véritablement associés à la vie de l'entreprise », explique Jonathan Longuemare. Leur exploitation se situe, en moyenne, dans un rayon de 60 kilomètres autour de Danette. « Avec eux, Danone a pris un engagement fort de développer des pratiques agricoles plus respectueuses afin de préserver les sols et la biodiversité mais aussi le bien-être animal. Depuis 2016, le groupe a ainsi investi 40 millions d'euros pour les accompagner dans cette démarche et engagé 44 projets pilotes », ajoute le directeur avant d'annoncer : « Nous avons l'ambition très forte de pouvoir garantir, pour un cheptel, une alimentation 100 % locale et française. Nous venons de signer un accord avec l'association laitière Jura Bresse et nous souhaitons le développer avec d'autres groupements de producteurs. »

BOURGOGNE

Rocambole : le succès fou du « Netflix » de la lecture

Rocambole, la plateforme en ligne, co-fondée par un Bourguignon, édite et produit des séries littéraires à lire sur smartphone. L'application compte déjà 60 000 abonnés et a tapé dans l'œil de plusieurs investisseurs.

N e lui parlez surtout pas de « livre numérique ». Julien Simon, Bourguignon et co-fondateur de la plateforme numérique Rocambole, préfère parler de « série littéraire ».

Lancée, il y a un an seulement, l'entreprise est en train de se faire une place sur le marché de la lecture en France. Et va boucler une deuxième levée de fonds dans quelques semaines.

Des œuvres exclusives sur la plateforme

« Nous sommes partis d'un constat simple : nous passons beaucoup de temps sur les téléphones portables, et notre temps d'attention est capté par les vidéos, les podcasts, les posts. La lecture, elle, est le parent pauvre de cet écosystème du smartphone : soit vous êtes dans le canapé avec un bouquin, soit vous êtes à l'extérieur, démuné », détaille notre interlocuteur, qui affiche dix ans d'expérience en librairie et dans l'édition.

Avec quatre autres associés, il a donc décidé de s'inspirer de l'univers des séries « Netflix », et d'en reprendre les codes et le vocabulaire



Julien Simon réside en Saône-et-Loire, à Tounus. Il a co-fondé Rocambole, une application dédiée à la lecture qui s'inspire des plateformes vidéos à succès. Photo Rocambole

pour créer un nouveau format de lecture adapté aux « usages d'aujourd'hui ». « On est différents des liseuses classiques. On s'est dit que *Guerre et Paix* sur smartphone, par exemple, ça ne fonctionne pas. Nous proposons donc des épisodes littéraires de cinq minutes de lecture, soit environ 6 ou 7 pages, selon la

série. Vous pouvez lire un épisode par jour dans une file d'attente ou les transports, par exemple, ou alors dévorer tous les épisodes d'affilée. Nous avons travaillé sur les formats pour parler aux jeunes, notamment et les ramener vers la lecture », détaille l'entrepreneur qui propose bon nombre d'œuvres exclusives,

Un bon moyen de s'initier à la lecture

Une fois installée, l'application sera très familière à ceux qui naviguent déjà sur « Netflix ». Même fond noir, même catalogue trié par genre et par succès du moment. Point positif, on n'est pas obligé de procéder, tout de suite, à une inscription payante pour démarrer une série littéraire. Certaines sont gratuites, et une offre découverte de 14 jours est disponible. On trouve des grands classiques, comme *Les Fleurs du Mal* de Baudelaire, et aussi des auteurs moins aguerris pour s'initier à la lecture. Un clic et le livre numérique s'ouvre. Il est possible de changer la taille de la police et même la couleur du fond d'écran : il sera blanc, crème ou noir, pour faciliter la lecture de nuit. La mise en page est similaire à celle d'une liseuse, à un détail près : sur smartphone, la petite largeur d'écran oblige à faire des retours à la ligne incessants, ce qui pollue le confort de lecture. D'autant plus avec de gros caractères. Une fois la session de lecture finie, la série se referme et une barre d'avancement indique la progression dans l'ouvrage. Dommage aussi, les placements de produits via des jeux concours ouverts sous certains épisodes.

introuvables en édition papier dans les librairies.

Une levée de fonds de 350 000 €

Les auteurs publiés numériquement sont « des débutants bien sûr », que Rocambole « met sur la voie de la professionnalisation », mais aussi des semi-pro et des professionnels. « Parmi les 130 séries, nous comptons également des grands noms de la littérature que les lecteurs et lectrices sont habitués à trouver sur les tables de leurs librairies, comme Élisabeth Reynaud, Jacques Expert, Sophie Jomain, ou Virginie Girod », glisse notre

interlocuteur qui a lancé officiellement Rocambole en toute discrétion, il y a tout juste un an.

« C'était le bon moment, avec le confinement, nous avons explosé notre objectif et comptons déjà 60 000 abonnés », précise le Bourguignon qui croit « en l'existence en parallèle » du marché du livre papier et numérique. Il a surtout séduit des *business angels* et réalisé une première levée de fonds de 350 000 € en septembre 2020. Une banque d'affaires devrait contribuer dans les semaines qui viennent à boucler une deuxième campagne de financement qui serait « encore plus importante ».

Marie MORLOT

BOURGOGNE

Les transporteurs routiers freinent sur la loi Climat

La Fédération nationale des transports routiers, via sa branche régionale, fait part de sa vive inquiétude face au projet de loi Climat et Résilience actuellement débattu à l'Assemblée nationale. En cause : deux articles qui pourraient impacter leur fiscalité et entamer leur compétitivité.

C e sont deux articles, 30 et 32, du projet de loi Climat et Résilience, issus de la Convention citoyenne pour le climat, qui rendent la Fédération nationale des transports routiers, FNTR, très inquiète.

Le premier, « fixe une cible de suppression progressive, à l'horizon 2030 », de l'avantage fiscal sur la TICPE (Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques)



La Fédération des transports routiers dénonce des articles « punitifs » et qui ne « réduiront pas le nombre de camions sur les routes ». Photo d'illustration Philippe BRUCHOT

dont bénéficie le gazole utilisé par les poids lourds du transport routier de marchandises. Le deuxième, propose « une contribution régionalisée as-

sisée sur le transport routier de marchandises ». « Ce texte se résume à des mesures fiscales sans effet environnemental. Il se traduira par une

hausse sans précédent des prix du transport pour les industriels et producteurs, qui sera répercutée sur les consommateurs », entame la FNTR de Bourgogne qui a fait savoir son mécontentement en fin de semaine dernière. Sur la date de 2030, notamment, les organisations professionnelles du secteur (FNTR - Union TLF, Transport et Logistique de France et OTRE, Organisation des transports routiers européens) dénoncent « une approche fiscale purement punitive ». « Alors même que pour remplacer intégralement les

flottes de véhicules par des motorisations dites propres, il faut se situer dans un calendrier réaliste », renchérit la filière.

La fédération déplore enfin que les hausses de fiscalité votées n'affectent d'abord « les entreprises françaises de transport et de logistique » les rendant encore « moins compétitives face à leurs concurrents étrangers ». « Le Gouvernement tente de ressusciter le dossier de l'écotaxe sous une dimension régionale ; mesure qui ne réduira pas le nombre de camions sur les routes », assure-t-elle. « Même si les discussions ne sont pas terminées, nous ne cachons pas notre vive inquiétude sur l'avenir de nos entreprises, de leurs emplois et du pavillon Français », précise Georges Grenier, président de la FNTR régionale.

M. Mo

COMMERCE

Le bricolage bat des records !

C'est l'un des rares secteurs à avoir connu une progression à deux chiffres (+13 %) l'an dernier : le bricolage cloue la concurrence au mur. Confinement et aides à la rénovation transforment les travaux à domicile, le nouveau loisir à la mode.

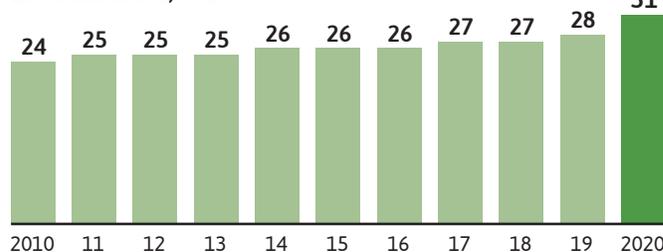
Les Français ont dépensé 3,6 milliards de plus qu'en 2019 dans les magasins de bricolage et sur les sites spécialisés. Outils, peintures, matériaux de rénovation sans oublier le jardinage ont traversé la crise et les différentes périodes de confinement. Sans décrocher, bien au contraire. Le bricolage et le jardinage ont battu tous les records entre 2019 et 2020. Seul secteur (avec l'informatique) à avoir connu une croissance à deux chiffres de ses recettes (+13 %), le bricolage est ainsi passé de 28 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2019 à 31 milliards en 2020. « Cela a été rendu possible en premier lieu par la reconnaissance du caractère essentiel des magasins de bricolage, et par la consolidation réussie de leurs ventes par tous les canaux », analyse Mathieu Pivain, président de la Fédération des magasins de bricolage (FMB).

Ruée dès le 11 mai 2020

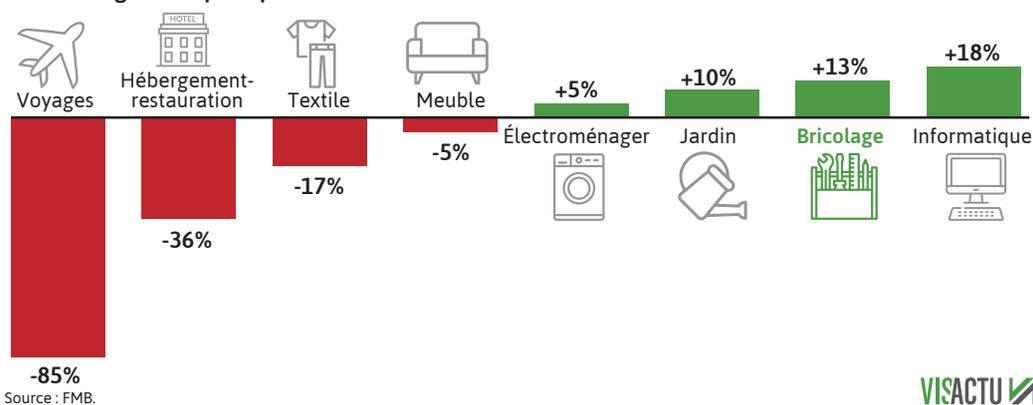
Un essor exceptionnel qui en premier lieu a profité aux sites de vente en ligne (+111 % en l'espace d'une année), mais aussi et surtout à la grande distribution de bricolage. « À en juger par les longues files d'attente devant les magasins, dès le 11 mai 2020 (à l'issue du premier confinement), le bricolage et le jardinage sont essentiels

ÉCONOMIE LE MARCHÉ DU BRICOLAGE RECONSTRUIT PAR LA CRISE

En milliards d'€, TTC



Le bricolage a fait plus que résister en 2020



Source : FMB.

VISACTU

dans la vie des Français », témoigne Mathieu Pivain. Une revanche pour un secteur en relative stagnation depuis 2007. Passer des journées entières chez soi, du fait du confinement et du télétravail a largement favorisé ce regain pour le bricolage.

Mais deux autres facteurs sont également à l'origine de cet essor d'activité économique. Le fait que le bricolage soit considéré comme « essentiel » et soit donc resté ouvert en novembre dernier et les aides multiples à la rénovation. M a P r i m ' R e n o v (j u s q u ' à 10 000 euros alloués par le gouvernement pour mieux isoler son habitation) a ainsi largement con-

tribué à booster le bricolage, selon les professionnels du secteur : « Ce sont les professionnels du bâtiment qui ont profité de cette aide en premier lieu. Mais de nombreux bricoleurs avertis ont franchi le pas pour faire les travaux eux-mêmes », sait Mathieu Pivain.

Bricolage « responsable »

Quant à l'aspect essentiel du bricolage, la FMB se félicite de cette qualification mais ne souhaite bien sûr pas entrer dans le débat avec les autres activités commerciales, comme l'habillement, les chaussures et même les salles de sport qui n'ont pas obtenu le pré-

cieux label.

Quant à savoir si cet essor exceptionnel sera de longue durée, l'envie des Français d'être bien chez soi pourrait porter le secteur durant plusieurs mois encore. Mais un autre enjeu commence à se faire jour : la garantie d'un bricolage responsable. « J'ai confiance en l'avenir car les Français font de leur habitat une valeur refuge, source de leur bien-être », déclare Jean-Luc Guéry, président de l'Union nationale des industriels du bricolage (Inoha).

« Difficile d'établir une prospective, mais il faut regarder du côté du marché immobilier dans l'ancien, qui se porte bien, ce qui veut

EN CHIFFRES

Parts de marché en 2020

- Les grandes surfaces de bricolage et animalière : 21 645 milliards € en 2020, soit 70 % de part de marché.
- Les pure players : 4 447 milliards € en 2020, soit 14 %.
- Les négoce : 4 074 milliards €, soit 13 %.
- Et les sites internet des grandes surfaces de bricolage : 938 milliards €, soit 3 %.

Activité « pro » en baisse

Alors que l'activité des particuliers a été en forte hausse, l'an dernier, celle des « pros » a affiché une baisse de 4,5 % entre 2019 et 2020.

Proximité gagnante

Ce sont les enseignes de proximité qui ont profité de l'essor (32 % de la croissance de 13 %) notamment dans les petites villes.

LE CHIFFRE CLIMAT

68

Intitulée Ambition 4 Climate, une initiative de l'Association française des entreprises privées (Afep) rassemble 68 projets développés par 34 sociétés autour de six thèmes : la décarbonation de l'énergie, de l'amélioration de l'efficacité énergétique, de l'efficacité en ressources non-énergétiques, de la sobriété énergétique, de l'absorption d'émissions et enfin du financement d'activités peu émettrices de carbone et du désinvestissement de celles qui en émettent beaucoup. Les entreprises représentées appartiennent à des secteurs divers.

Hôtellerie-restauration : 100 000 salariés pourraient manquer à l'appel de la réouverture

Selon une étude réalisée par les organismes professionnels, 100 000 salariés pourraient ne pas reprendre leur activité, à la réouverture des 107 000 cafés et restaurants de France, prévue à partir du 15 mai. Fermés administrativement depuis le 30 octobre, les établissements ont aussitôt placé leurs salariés en chômage partiel. Mais en six mois, certains ont disparu des écrans radars de leurs employeurs. « On estime que 100 000 salariés, manquent dans les effectifs », s'inquiète Hervé Becam, vice-président national de l'Umih (Union des métiers et des industries de l'hôtellerie).

Sur les 650 000 salariés que compte la profession, dont 27 % en région Ile-de-France, le chiffre des décrochages est surprenant. Il résulte pourtant d'une étude menée par les quatre organisations patronales représentatives du secteur. Outre l'Umih, le GNC (Groupement national des chaînes hôtelières), le GNI (Groupement national des in-

dépendants hôtellerie et restauration) et le SNRTC (Syndicat national de la restauration thématique et commerciale) ont voulu mesurer « les impacts de la crise sanitaire sur les besoins en emploi et en compétences pour la branche CHR ».

« On ne sait pas ce que nos salariés sont devenus, nous sommes sans nouvelle. Pendant ce dernier confinement, certains sont allés voir ailleurs. Le risque est qu'ils se plaisent dans leur nouvelle activité et qu'ils ne reviennent pas vers nous », observe Franck Trouet, porte-parole du GNI.

La question autour du retour des saisonniers d'été, dont le besoin est estimé à 300 000, inquiète aussi beaucoup la profession. Le feu vert gouvernemental a finalement été donné aux employeurs le 13 avril dernier pour les embaucher et les placer en activité partielle le temps que la saison démarre. « C'est un signal positif », se félicite Thierry Grégoire, président de la branche Umih saisonniers.

ENTREPRISE

Air France-KLM : « succès » de la hausse de capital

Air France-KLM a annoncé lundi le « succès » de son augmentation de capital qui lui a permis de lever 1,036 milliard d'euros, opération au terme de laquelle l'État français doublera sa participation dans le groupe aérien en difficulté, à 28,6 %. Il s'agit d'une étape dans le plan d'aide au groupe franco-néerlandais annoncé le 6 avril. Celui-ci voit également l'État français convertir 3 milliards d'euros de prêts directs en quasi-fonds propres pour aider la société à surmonter la crise du Covid, qui lui a fait perdre 7,1 milliards d'euros en 2020. En revanche, l'État néerlandais, qui détenait 14 % d'Air France-KLM avant l'augmentation de capital, va donc se retrouver à 9,3 % des parts.

Boris IVANOFF

LES ESSENTIELS

Ce qu'il ne fallait pas manquer

AUVERGNE RHÔNE-ALPES

RÉGION

Lyon-Turin : l'UE promet 2,5 milliards d'euros supplémentaires

Dans le cadre de son programme dédié au financement des infrastructures de transport, l'Union Européenne a validé l'augmentation de son financement pour plusieurs liaisons, dont le projet Lyon-Turin. Sur le coût total du chantier, estimé à 8,6 milliards d'euros, l'UE porte son taux de financement de 40 à 55 % avec 2,5 milliards supplémentaires, ce qui représente près d'un milliard d'euros en moins à financer par l'Italie et la France.



Toujours en chantier, le tunnel Lyon-Turin pourrait être mis en service à l'horizon 2030. Photo MJ

Changement de président pour l'U2P

Louis Masson, plombier chauffagiste en Haute-Loire, succède à Pascale Jouvanneau, gérante d'un salon de coiffure à Lyon, à la tête de l'U2P (Union des entreprises de proximité) Auvergne Rhône-Alpes pour un mandat de quatre ans au service des artisans, commerçants et professionnels libéraux.

AIN

Montrevel-en-Bresse : McDonald's va ouvrir un nouveau restaurant

Les travaux du McDonald's, le 14^e du département, ont commencé malgré les oppositions de l'Union des commerçants et Montrevel-en-

Bresse. Placé entre cette commune et celle de Jayat, il ouvrira ses portes fin juillet. Les contestataires menacent de déposer un recours.

Ronalpia et la CA3B s'allient pour financer des projets durables

L'association lyonnaise Ronalpia, qui accompagne les entrepreneurs en situation de fragilité, a annoncé s'allier avec le Grand Bassin de Bourg-en-Bresse (CA3B). La CA3B financera chacune des créations d'entreprises à hauteur de 1500€. Six porteurs de projets seront accompagnés durant neuf mois par Ronalpia, afin de construire leur entreprise sociale.

Le groupe suisse Maxon s'installe à Beynost

Installé à Neyron depuis 2014, le groupe Maxon, spécialisé dans les systèmes mécaniques, s'est implanté début 2021 dans un bâtiment de 4200 m² de la zone des Malettes à Beynost. L'entreprise s'agrandit avec un centre d'innovation et de production ; et va ouvrir d'ici fin 2021 un laboratoire pour former des chercheurs, ingénieurs, technico commerciaux en mécatronique.

LOIRE

Saint-Étienne : ouverture de deux parkings partagés connectés

Zenpark, présent dans 200 villes en France avec plus 1000 parkings partagés connectés en sous-sol, annonce ouvrir deux parkings partagés accessibles à tout moment grâce à son application mobile.

HAUTE-LOIRE

Flambée des prix : le BTP bientôt à l'arrêt ?

Les entreprises du bâtiment de Haute-Loire sont frappées par une pénurie et une envolée des prix des matériaux (+114 % pour le PVC, 106 % pour l'acier...). « C'est la première fois qu'on voit une pénurie de cette ampleur », souffle Thierry Grimaldi, président de la Capeb43.

RHÔNE

AddBike lève 650 000 €

L'entreprise villeurbannaise, qui développe des solutions pour transformer les vélos en vélos-cargo, a réalisé une levée de fonds de 650 000 €, grâce au dispositif de la région AuRA Incit'Financement, auprès de différents réseaux de business angels de Lyon, Grenoble et des pays de Savoie. Ce tour de table doit permettre à AddBike de lancer la production de son propre vélo-cargo.

Potager City veut doubler son chiffre d'affaires et recruter

L'entreprise lyonnaise de livraison de paniers de fruits et légumes veut ouvrir 5 000 points de distribution en 2021, recruter 75 personnes et viser les 30 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Emlyon ouvre un campus en Inde

Emlyon business school (Ecully) et St Xavier's College ont signé une convention pour la création d'un espace aux couleurs d'emlyon sur ce campus de 12 000 m² situé à Bombay en Inde. Les élèves d'emlyon auront accès à l'ensemble des installations. Dans un premier temps, 250 étudiants franco-indiens devraient bénéficier de cette plateforme pédagogique.

BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ

RÉGION

Trois millions d'euros d'aides pour huit abattoirs de la région

Alors que le plan de relance prévoit 130 M€ pour moderniser les entreprises d'abattage-découpe de viande, 3 M€ ont été fléchés vers huit abattoirs de Bourgogne Franche-Comté.

Bilan du plan de relance : 1,3 milliard pour la région

Au niveau national, 100 milliards d'euros sont prévus. La Bourgogne Franche-Comté devrait profiter « de l'ordre de 4 milliards d'euros sur deux ans à deux ans et demi », a indiqué Fabien Sudry, préfet de la Bourgogne Franche-Comté. « Après six mois, nous sommes à environ 1,3 milliard de crédits déployés. »

JURA

Une aide de la Région pour sauver MBF

En marge de la manifestation qui s'est tenue à Saint-Claude le 17 avril, Marie-Guite Dufay, présidente de la Région Bourgogne Franche Comté, a annoncé débloquer une aide exceptionnelle pour la fonderie MBF afin d'offrir du temps aux potentiels repreneurs, en versant les salaires du mois d'avril. L'objectif étant d'éviter la liquidation judiciaire de l'entreprise qui pourrait être prononcée le

27 avril. Cette aide serait d'un million d'euros.

Concours général agricole annulé et reporté à 2022

Les finales du Concours général agricole ont été annulées à leur tour à cause de la situation sanitaire. Les produits jurassiens n'iront donc pas concourir à Châlons-en-Champagne les 15 et 16 mai. Il faudra attendre 2022.

CÔTE-D'OR

OOGarden investit pour déménager à Beauregard

Le leader de la vente en ligne de mobilier de jardin et produits pour l'extérieur, va quitter la ZAE de Longvic pour le parc d'activités Beauregard, en septembre 2022. L'entreprise va investir 2,7 M€ pour édifier un entrepôt de 3 200 m² et un showroom de 300 m².

SAÔNE-ET-LOIRE

Le Creusot : une plateforme de recherche unique pour 2023

Le Creusot accueillera à partir de 2023 une plateforme de recherche dédiée à la compression isostatique à chaud, une alternative à la fonderie et à la forge. L'objectif est d'unir industriels et chercheurs autour de cette technologie. Le projet, porté



Fondateur par Sylvain Legoux, OOGarden.com va quitter la ZAE de Longvic. Photo AD

entre autres par l'université de Bourgogne et Framatome, a été labellisé par l'État.

Un projet d'agrandissement de la Cité de l'entreprise de Mâcon

Mâconnais Beaujolais agglomération va agrandir la Cité de l'entreprise, déjà louée à 98 %, sur l'ancien site de la Seita. Un septième bâtiment de 800 m² va faire à son tour l'objet d'une réhabilitation, à partir de février 2022, pour 1,1 M€ afin d'accueillir deux entreprises et 60 emplois.

Charolles : le siège d'Ingepro va sortir de terre rue de Pretin

Le bureau d'études d'ingénierie urbaine Ingepro va quitter l'hôtel d'entreprises de Vendenesse-lès-Charolles. Son directeur, Roch Dury, a pris la décision d'acquiescer un terrain à Charolles pour y construire les 200 m² de bureaux qui serviront de siège à son entreprise.

145 000 € collectés en une heure pour la centrale photovoltaïque de Boyer

La campagne de financement participatif lancée le 1^{er} avril pour le projet de centrale photovoltaïque de Boyer, a eu du succès. Ouverte aux habitants de Saône-et-Loire, de l'Ain, de l'Allier, de la Côte-d'Or, du Jura, de la Loire, de la Nièvre et du Rhône, il a fallu moins d'une heure aux 65 investisseurs pour collecter 145 000 €.

Montceau : second feu vert pour la zone Jardiland

La commission nationale d'aménagement commercial a validé le projet de la zone Jardiland qui pourrait voir l'implantation de cinq enseignes : Darty, Schmidt, V and B, Centrakor et la Fnac. Les différents commerces pourraient ouvrir leurs portes en septembre... Sauf si Leclerc, dénonçant une concurrence déloyale, dépose un nouveau recours.

BOURSE

Le bénéfice net de Tessi plonge de 96 %

Malgré un chiffre d'affaires en hausse, Tessi accuse le coup de la session de certaines de ses activités en Espagne. Son bénéfice n'a pas dépassé 1,1 M€ en 2020

Son aventure ibérique lui a coûté cher. La cession au groupe espagnol Servinform de ses participations dans les sociétés Graddo II, BPO Solutions Spain et Diagonal Company Services & Solutions a généré l'an dernier une perte de 19,6 M€ pour Tessi, groupe d'ingénierie informatique basé à Grenoble. Cette moins-value explique en grande partie la chute de 96 % du résultat net consolidé du groupe français spécialisé dans la digitalisation, l'optimisation des processus métiers et l'expérience client des entreprises. Son bénéfice n'a pas dépassé 1,1 M€ en 2020 contre 34,8 M€ lors de son exercice précédent.

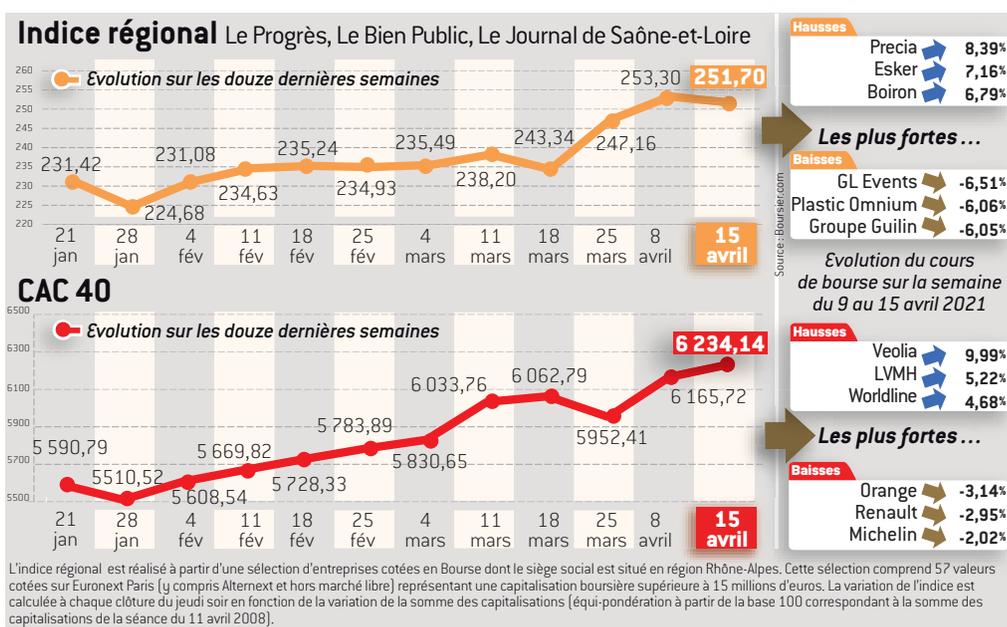
Malgré la crise sanitaire, le groupe, qui compte 11 000 collaborateurs dans 13 pays, a vu son chiffre d'affaires progresser de 11,9 %, à 412,6 M€. Ses dettes financières se sont, quant à elles, réduites à 200,2 M€ contre

235,6 M€ un an plus tôt en raison du cash-flow positif de 74 M€ qui a couvert les investissements nets de l'exercice (22 M€), les décaissements liés aux intérêts financiers (8 M€) et aux paiements des dettes locatives (11 M€).

En cédant ses participations les moins rentables en Espagne, Tessi, qui reste présent sur ce marché avec ses sociétés ISYC et Todo En Cloud, son pôle Consulting & Intégration avec Gdoc España et les activités locales d'ADM Value, se recentre sur ses activités premières en France, en Espagne, en Suisse et en Amérique latine. Pour 2021, le groupe « vise un retour à la croissance organique » et affirme être « prêt à saisir des opportunités de croissance externe ».

Ce message devrait renforcer la confiance des investisseurs, qui semblent approuver la stratégie de cette société fondée en 1971. Lors des douze derniers mois, sa valorisation boursière s'est envolée de plus de 76 %. Cette reprise ne lui a toutefois pas permis de retrouver les sommets atteints il y a trois ans lorsque son cours était 30 % supérieur à sa valeur actuelle.

Patrick Berthier



INDICE RÉGIONAL : 251,70 POINTS

Un léger fléchissement après plusieurs semaines de flambée. Notre indice régional a reculé cette semaine de 1,6 point, à 251,70 points. Parmi les bonnes nouvelles, Precia a continué sa rapide progression dans la foulée de ses résultats annuels qui ont été marqués par un maintien du chiffre d'affaires et une hausse de la rentabilité. En un mois, le cours de l'action du fabricant de systèmes de pesage s'est envolé de près de 28 %. La diversification dans l'emballage papier et carton de Guillin, qui est un spécialiste de la barquette plastique alimentaire, ne semble par contre pas avoir convaincu les analystes. À Paris, le CAC 40 a gagné 1,11 %, à 6 234,14 points. LVMH a pris, à lui seul, plus de 5 % grâce à des ventes qui dépassent les niveaux atteints avant la pandémie. La fin du combat avec Suez a pour sa part permis à Veolia de retrouver des couleurs sur les marchés boursiers.

PATRIMOINE

Souscrire au capital d'une PME

Selon la Banque de France, les Français ont épargné 2 fois plus en 2020 qu'en 2019, soit 200 milliards. L'épargne de précaution liée à la crise sanitaire fait florès, les livrets A ou livrets de développement durable sont pleins à craquer ! Le gouvernement souhaiterait pouvoir « déconfiner » cette épargne en faveur de l'économie, particulièrement les entreprises. C'est dans cette optique qu'a été créé l'année dernière un fonds d'investissement spécifique, « BPI France Entreprises 1 », qui permet d'investir jusqu'à 5 000 € bloqués pendant 6 ans, dispositif peu suivi et pas assez incitatif. Il rappelle étrangement la loi Monory de 1978 sur la détaxation de l'épargne en faveur des entreprises, 5 000 francs à l'époque, qui avait été un vrai succès car autrement plus incitatif. Autre solution : l'allègement des conditions de do-



Pierre Fromental, conseiller en gestion de patrimoine. Photo Progrès/DR

nation aux enfants ou petits-enfants pouvant aller jusqu'à 100 000 € avant le 30 juin 2021, sous réserve d'un projet bien défini.

Parallèlement à ces incitations à dépenser, il est toujours possible d'utiliser le dispositif de souscription au capital des PME (dispositif Madelin) procurant une réduction d'impôt portée à 25 % des sommes

investies lors de la constitution d'une société ou d'une augmentation de capital. La société doit remplir les conditions d'éligibilité à la réduction d'impôt : répondre à la définition européenne des PME (moins de 250 salariés, un CA inférieur à 50 millions €...), avoir son siège social dans l'Union européenne, ne pas être cotée en bourse et exercer une activité industrielle, commerciale, artisanale, libérale ou agricole.

Le montant de l'investissement ne doit pas dépasser le plafond annuel de 50 000 € pour une personne seule et de 100 000 € pour un couple marié ou pacsé. En cas de dépassement, le surplus est perdu. Il est possible d'investir via des fonds FPI ou FCPI. Attention toutefois aux frais et au risque élevés. Les performances passées ne sont pas très favorables.

VEILLE DES ENTREPRISES | infolegale

Le baromètre industrie

Du 12 au 17 avril 2021 comparé à la même période en 2020

En Côte-d'Or	Nombre d'entreprises	2021: 2 931	2020: 2 885
	Créations	2021: 185	2020: 176
	Cessions	2021: 26	2020: 30
	Défaillances	2021: 13	2020: 18

Prix moyen d'une cession

Dans l'Ain	2021: 3 579 161 €	2020: 834 870 €
Dans le Jura	2021: 129 807 €	2020: 279 901 €
Dans le Rhône	2021: 3 490 807 €	2020: 756 697 €
En Côte-d'Or	2021: 99 579 €	2020: 403 221 €
Dans la Loire	2021: 93 311 €	2020: 709 025 €
En Saône-Loire	2021: 118 783 €	2020: 480 037 €

Infographie : P. Villard

CÔTE-D'OR Avocats

Un pôle régional spécialisé dans les atteintes à l'environnement va être créé

UN PARTENARIAT
LE BIEN PUBLIC

En 2021, un pôle régional spécialisé va être créé au tribunal judiciaire de Dijon. Il sera chargé de traiter les dossiers liés aux atteintes à l'environnement au niveau pénal. Une très bonne nouvelle pour les avocats dijonnais qui œuvrent dans ce domaine.

Le 3 février 2021, le tribunal administratif de Paris a prononcé la condamnation de l'État pour « ses carences fautives dans le respect de ses engagements en matière de lutte contre le réchauffement climatique » et reconnaissait l'existence d'un « préjudice écologique ».

Des contentieux complexes et techniques

Pour les avocats qui pratiquent le droit de l'environnement, à l'image de M^e Laure Abramowitch à Dijon, le jugement rendu dans ce procès intenté par un collectif d'associations connu sous le nom d'*Affaire du siècle* est un pas en avant important dans la construction d'un droit à l'environnement relativement récent. « Cette décision est socialement intéressante, car comme la plupart de la jurisprudence dans le domaine, elle est liée à la mobilisation d'associations, y compris au niveau local à Dijon », explique l'avocate cofondatrice du cabinet Legiplanet.

Dans le cas de l'*Affaire du siècle*, le collectif associatif a su également mobiliser la population, en lançant une pétition signée par 2,3 millions de personnes, un record.



Pour les deux avocats dijonnais, Laure Abramowitch et Alexis Faivre, le jugement rendu dans l'*Affaire du siècle* est un pas important dans la construction d'un droit à l'environnement. Photo DR

« Nous constatons, et pas seulement pour l'*Affaire du siècle* que, de plus en plus, les associations sont suivies par les juges », reprend M^e Abramowitch. Son confrère,

M^e Alexis Faivre, note pour sa part que « la jeune génération s'est appropriée l'*Affaire du siècle* », ce qui est plutôt de bon augure pour la suite de la lutte contre le réchauffe-

ENVIRONNEMENT ET CRIME ORGANISÉ

Les atteintes à l'environnement sont parfois le fait de mafias : « Le trafic d'espèces sauvages, animaux ou plantes, est le quatrième au niveau mondial, après la drogue, les armes et les êtres humains », alerte M^e Abramowitch. « Ce trafic concerne, par exemple, des bébés fauves et singes qui apparaissent dans les clips ou dans les bras de personnalités influentes, la consommation d'anguilles très prisée sur le marché asiatique et présente sur notre côte Atlantique ou encore les flamants roses appréciés pour leur chair ou en trophée au Proche-Orient. »

Les trafiquants utilisent les mêmes méthodes : constitution de réseau, de route d'acheminement. Il y a même des *go-fast* avec voitures ouvrières. Et ces trafics, insiste l'avocate dijonnaise, « peuvent passer par notre région ». D'où l'importance d'une réponse pénale forte et d'une mobilisation de tous.

« La création de ce pôle va permettre de prendre conscience des enjeux de l'atteinte à l'environnement. »
Laure Abramowitch, avocate

ment climatique et, au-delà contre les atteintes à l'environnement.

« Nous assistons à des mobilisations associatives qui s'alimentent aussi par des mouvements de désobéissance civile, comme nous l'avons vu récemment à Dijon avec les plantations sauvages d'arbres, ou avec les "Faucheurs volontaires", par exemple », fait remarquer M^e Abramowitch.

Dans ce contexte, les deux avocats se réjouissent que Dijon accueille prochainement une nouvelle juridiction, le pôle régional spécialisé environnemental.

« Pour l'instant, seulement Marseille et Paris sont dotées d'une juridiction pénale spécialisée dans les atteintes à l'environnement, explique l'avocate dijonnaise. Ces contentieux sont complexes et techniques, et il a été décidé de créer des pôles spécialisés dans toute la France. Cela signifie que désormais, à Dijon, des magistrats seront spécialement formés pour traiter ces dossiers. » Pour l'avocate, « la création de ce pôle va permettre de prendre conscience des enjeux de l'atteinte à l'environnement et donc d'accompagner le mouvement associatif ». Un mouvement qui a plus que jamais besoin d'être conseillé et accompagné juridiquement par des avocats.

Bruno WALTER

La très clivante 5G

Mettre le sujet de la 5G sur la table est toujours hautement réactif mais c'est justement ce qui intéresse M^e Alexis Faivre : « c'est un sujet très clivant, qui touche à la fois à l'environnement, à la santé et aux choix de société ».

Au niveau local, la question des antennes-relais fait débat. Un certain nombre de maires – dont celle de Besançon – ont proposé un moratoire ; des associations ont déposé des recours. Dans le Jura, deux militants ont été condamnés à de la prison ferme après la destruction d'antennes-relais 5G en juillet 2020. Sur le terrain légal, depuis le 1^{er} janvier 2021, il est plus difficile aux associations de combattre le déploiement de la 5G en se prévalant du principe de précaution, inscrit dans la charte de l'Environnement.

« C'est un principe phare, basé sur les incertitudes scientifiques : "si l'on ne sait pas, on ne fait pas" », résume M^e Faivre. Mais pour la 5G, le Conseil d'État s'est prononcé le 31 décembre : elle ne porte pas atteinte au principe de précaution. « C'est une décision en demi-teinte, car le Conseil d'État suit un rapport de l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) qui parle d'incertitudes mais non de crainte », précise M^e Abramowitch. Et dans sa décision, le Conseil d'État rejette l'idée d'une évaluation environnementale préalable. « Les maires ne peuvent plus refuser l'implantation d'un pylône sur ce fondement-là », conclut M^e Faivre.

OFFRE RÉSERVÉE
aux entreprises et aux collectivités

**RESTEZ CONNECTÉ À L'ACTU
AVEC LE PACK PRO WEB**

199€^{TTC}
POUR 12 MOIS
D'ABONNEMENT

moins de
17€
par mois

LE BIEN PUBLIC

L'ABONNEMENT PRO WEB C'EST :

- L'accès à tous nos contenus digitaux
- Les archives des 30 derniers jours
- Des services numériques exclusifs (liseuse, publicité limitée)
- Un supplément *Économie* tous les mardis

**POUR VOUS
ABONNER**

Rendez-vous sur www.bienpublic.com/abo-web/abo-pro
ou contactez-nous via LBPventesweb@lebenpublic.com

MARCHÉS PUBLICS ET PRIVÉS

Procédures adaptées (plus de 90000 euros)

COMMUNE DE BINGES

Avis d'appel public à la concurrence

1 - Identification de la personne publique qui passe le marché :

Commune de Binges
33 rue du Val de Saône 21270 BINGES

2 - Mode de passation du marché

La présente consultation concerne un marché à procédure adaptée. Elle est soumise aux dispositions de l'article L2123-1 du code de la commande publique.

3 - Caractéristique du marché

a) Lot 1 marché de travaux pour l'aménagement de la route de Vaux à Binges.

b) Lot 2 marché de travaux pour l'aménagement des trottoirs de la rue du Val de Saône à Binges

b) critères d'attribution

Rang Critère de jugement des offres Pondération (P)

- 1 Prix des prestations 80

- 2 Note technique 20

Un règlement de la consultation est inclus dans le dossier.

4 - Délais maximum d'exécution :

- Lot 1 : 60 jours

- Lot 2 : 70 jours

Date prévisionnelle de début des travaux : Juillet 2021

5 - Forme juridique

Le marché pourra être attribué à une entreprise générale ou à un groupement d'entreprises.

6 - Justifications à produire à l'appui des candidatures quant aux qualités et capacités du candidat

L'ensemble des pièces demandées au règlement de la consultation.

7 - Retrait des dossiers et Réception des candidatures

a) Retrait des dossiers :

- Le dossier de consultation des entreprises est consultable et téléchargeable sur le site : <https://marches.ternum-bfc.fr>

b) Date limite de réception des offres :

lundi 17 mai 2021 à 12h au plus tard.

Les candidats intéressés sont autorisés à remettre un pli par voie électronique à l'adresse : mairie-de-binges@wanadoo.fr

8 - Date d'envoi de l'avis à la publication : 16 avril 2021

9 - Les renseignements d'ordre administratif peuvent être obtenus auprès de :

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, que ce soit des questions techniques ou administratives, les candidats devront passer par le profil acheteur : <https://marches.ternum-bfc.fr>

252173100

VIES DES SOCIÉTÉS

Constitutions de sociétés

CPLUSNET

Avis est donné de la constitution au RCS de DIJON de la société CplusNet, SASU au capital de 1 000 euros, **Durée** : 99 ans, **Siège social** : 15 route de Chazeuil 21610 BOURBERAIN, **Objet social** : Tous travaux de nettoyage de tous types de bâtiments. **Admissions aux assemblées et droit de vote** : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. **Agrément** : Les cessions d'actions sont soumises à l'agrément. Le Président est Monsieur Patrice CRUSSON demeurant 15 route de Chazeuil 21610 BOURBERAIN.

Pour avis, le Président

252060000

VOTRE CONTACT

APPELS D'OFFRES
AVIS ADMINISTRATIFS
ET ANNONCES LEGALES

04 72 22 24 25

legale@bjpmedia.fr



POUR TOUTES VOS ANNONCES OFFICIELLES

- Annonces légales
- Ventes aux enchères
- Appels d'offres

- ➔ Un conseil
- ➔ Une équipe spécialisée et en permanence à votre service
- ➔ 330 000 lecteurs / semaine
- ➔ Une assistance pour tous devis, toutes parutions à l'extérieur du département avec choix du titre le plus pertinent
- ➔ Un relationnel suivi et à votre écoute

Ayez le déclic eurolegales.com

Tél. : 03 85 90 68 25
Fax : 03 85 90 68 30
E-mail : jslbpb-legales@lejssl.fr

lejournal
DE SAÔNE-ET-LOIRE**LE BIEN PUBLIC**

Le plus grand choix de la région

VOTRE CONTACT

03 85 90 68 25**jslbpb-legales@lejssl.fr**



Photo LBP/Rémy DISSOUBRAY

VITICULTURE

PAGE 15

Du vin rouge sera produit à Talant

VENTE AUX ENCHÈRES

Plus de 8,6 M€ pour 1 926 bouteilles de La Romanée

PAGE 6

LE BIEN PUBLIC

Édition Dijon 21D

Mardi 20 avril 2021 - 1,20 €



GEVREY-CHAMBERTIN

Leurs animaux volés et mutilés

En quelques jours, un couple de Gevrey a constaté la disparition de huit poules, quatre coqs et quatre lapins. Des morceaux de pattes ou de têtes de leurs animaux ont été retrouvés dans les environs. Photo LBP/Fabrice SIRLIN **PAGE 16**

CÔTE-D'OR

Les soins palliatifs manquent de moyens

PAGES 2 ET 3

DIJON

Bientôt deux nouvelles résidences étudiantes



Visuel Architecte R. FROMION **PAGE 10**

CÔTE-D'OR

La crise profite au secteur du bricolage

PAGE 4

168 pages SEULEMENT 12€90

Secrets de jardinier
conseils, trucs & astuces

Tous les conseils et astuces pour votre jardin, votre potager et vos plantes d'intérieur !

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX **LE PROGRES** **lejournal** **LE BIEN PUBLIC**

IMPRIM'VERT®



PEFC 31-3546



CÔTE-D'OR

Comment développer

Jeudi 11 mars, au Sénat, le ministre de la Santé, Olivier Véran, a annoncé un nouveau plan national de développement des soins palliatifs et d'accompagnement de la fin de vie. Le Dr Christophe Devaux, médecin de l'équipe mobile de soins palliatifs de Dijon, évoque les besoins de ce service.

Les soins palliatifs en Côte-d'Or rassemblent trois équipes mobiles (Dijon, Beaune, et Châtillon-Montbard) ainsi qu'un service fixe, appelé La Mirandière, à Quetigny, qui regroupe quinze lits. « C'est souvent complet », reconnaît le Dr Christophe Devaux, médecin référent de l'équipe mobile de soins palliatifs à Dijon. Il ajoute : « C'est assez variable dans le temps. Ce n'est pas si simple. Ce qui a été identifié dans les enquêtes il y a quelques années, c'est que les besoins pour développer les soins palliatifs ne sont, en effet, pas tous couverts. Les chiffres des associations savantes qui ont mesuré de manière assez précise les choses avancent qu'il y a un patient sur deux qui potentiellement pourrait relever de soins palliatifs et pour lequel nos équipes n'ont pas été sollicitées ». Christophe Devaux modère son propos : « Cela ne veut pas dire qu'ils sont mal pris en charge ». Mais comme les critères sont multiples, cela dépend de la pathologie, de son évolution. Ce n'est pas toujours si simple d'identifier les malades qui re-



« L'équipe mobile voit à peu près 800 patients par année. »

Dr Christophe Devaux, médecin de l'équipe mobile de soins palliatifs de Dijon

quièrent ce genre de service. Par ailleurs, le médecin développe : « Ça dépend aussi de l'acceptation avec laquelle les malades intègrent cette dimension. Il faut bien comprendre que certains d'entre eux ne veulent surtout pas voir d'équipes de soins palliatifs. [...] On ne peut pas non plus forcer les portes ».

Cela passe aussi par la formation des soignants

Pour Christophe Devaux, il faut donc être prudent avec les chiffres et avec ces besoins. « On ne peut pas brandir une pancarte : il faut des soins palliatifs. En même temps, je dis que oui, c'est insuffisant. » Il



Les soins palliatifs en Côte-d'Or rassemblent trois équipes mobiles (Dijon, Beaune, et Châtillon-Montbard) ainsi qu'un service fixe, appelé La Mirandière, à Quetigny, qui regroupe quinze lits. Photo LBP/A.-L. B.

affirme que s'ils étaient davantage de soignants, ils pourraient faire encore mieux. « Mais j'appuie sur le fait qu'il y a eu un gros effort de fait et qu'on peut se rendre disponible pour beaucoup de situations dans une population donnée. »

Pour lui, ce développement doit se faire par étapes. « Sans doute que quinze lits à la Mirandière, c'est insuffisant. Mais, je ne suis pas sûr que le gouvernement et l'ARS (Agence régionale de santé,

ndlr) soient en faveur de recréer des unités. » Christophe Devaux pense que cela passe aussi par la formation des soignants. « L'équipe mobile voit à peu près 800 patients par année, environ. C'est une moyenne. On peut difficilement assurer cet objectif de visites et de conseils auprès des patients et en même temps former tous les soignants qui ne le sont pas encore. »

Dossier réalisé par Anne-Lise BERTIN

Suicide assisté : « La loi ne pourra jamais donner un cadrage assez propre à toutes les situations »

Jeudi 8 avril, l'Assemblée nationale a examiné une proposition de projet de loi d'Olivier Falorni (PRG) concernant l'aide active à mourir lors de la fin de vie. Un projet de loi rejeté par l'Assemblée nationale. Le Dr Christophe Devaux, médecin référent de l'équipe mobile de soins palliatifs à Dijon, ne croit pas à une législation qui autorise l'euthanasie ou le suicide assisté. « La démarche des soins palliatifs ne peut pas intégrer une pratique qui serait de provoquer de manière intentionnelle la mort d'une personne. Ça, ce n'est pas possible sur le plan éthique pour moi en tant que soignant. Pour autant, l'exigence elle est dans une orientation de soulagement. Donc il s'agit évidemment de prendre en compte de manière essentielle, prioritaire, toutes les souffrances. C'est notre travail. » Il rapporte que le suicide assisté soulève le débat même dans les pays qui l'approuvent. « La question n'est pas close du tout, même dans les pays où il y a une législation qui autorise le suicide assisté. » Christophe Devaux n'est pas favorable à une législation car « la loi ne pourra jamais donner un cadrage qui sera assez fin et

assez propre, assez singulier à toutes les situations de vie complexes auxquelles nous sommes confrontés ». Le médecin plaide pour « le maintien de cette complexité ». « Si nous avons une loi, je crains que les équipes ne se posent plus trop de questions car il y a une loi qui l'autorise. C'est le risque de dérive. [...] Ce serait une glissade vers une irresponsabilité du corps médical qui, je pense, mérite mieux que ça. » Parfois, derrière la souffrance, il s'agit plutôt d'angoisse, d'appréhension. « Les choses sont complexes, il faut les appréhender assez finement et il faut avoir du temps pour cela. Et on manque de temps. [...] Souvent, on rend visite au patient une fois, deux fois, mais il faudrait que l'on puisse passer plusieurs fois. De fait, on revient à la question du besoin d'être plus nombreux. » Pour Christophe Devaux, les malades méritent une approche qui est à la fois, « plus humaine », mais aussi « plus technique ».

► Lire aussi notre dossier paru le 26 mars sur le suicide assisté

les soins palliatifs ?



maune, et Châtillon-Montbard) ainsi qu'un service fixe, appelé La Mirandière,

À partir de quand on intègre ce type de service ?

Pour intégrer un service de soins palliatifs, il y a deux grands critères. Il faut que le patient soit atteint d'une maladie grave évoluant de manière négative. Et il faut que le malade souffre de symptômes nécessitant d'être soulagés. Les personnes peuvent être transférées de services du CHU, mais également de leur domicile, d'Ehpad (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) ou d'autres structures. « Autant, on peut comprendre aisément quand on arrive à identifier clairement la toute fin de vie, mais l'historique des soins palliatifs a été tel qu'on s'est rendu compte qu'il y avait lieu de mettre en œuvre cette pratique parfois assez précocement. Pas au tout début de la maladie bien sûr, mais quand elle s'aggrave et se complique », détaille le Dr Christophe Devaux, médecin de l'équipe mobile de soins palliatifs de Dijon.

« Notre démarche est à la fois médicale, technique, mais elle est aussi, tout simplement humaine [...] »

Dr Christophe Devaux

des efforts énormes pour les prendre en charge. Certaines maladies comme le cancer ou d'autres génèrent encore beaucoup de douleur. Donc on se doit, évidemment, avec les connaissances que l'on a, de les prendre en charge de manière optimale. » Il précise que cette douleur revêt différentes réalités. « Cela peut être d'autres symptômes psychiques, de l'angoisse, par exemple, des troubles digestifs, neurologiques, cardiaques, etc. Bref, tout ce qui peut être identifié et repéré comme inconfort, comme gêne, etc. [...] À ce moment-là, il y a lieu, en plus de cette maladie évoluée d'admettre le patient à la Mirandière pour renforcer et pour améliorer cette prise en charge symptomatique, afin de soulager. » Selon Christophe Devaux, entre 25 % et 30 % des patients pour lesquels l'équipe mobile intervient, « il est question à ce moment-là de préparer l'admission à l'uni-

té ». Le médecin insiste sur le fait que ces malades ne sont pas « abandonnés ». « C'est un des axes très important de ne pas abandonner les gens, de ne pas fuir. Parce que, dans ce genre de situation, l'entourage peut avoir peur. [...] Pourtant notre démarche est à la fois médicale, technique pour lutter contre la douleur, mais elle est aussi, j'ai envie de dire, tout simplement humaine, d'accompagnement et de redonner, au fond, un sens à ce que ces personnes sont en train de vivre. »

Des symptômes d'inconfort

Le passage entre une orientation strictement curative et une orientation strictement palliative se déroule sur la durée. « Cela peut être pendant plusieurs semaines. Ça demande une évaluation qui essaie de prendre en compte tous les aspects de la prise en charge à la fois physique, psychologique, relationnelle, affective et spirituelle. »

Pour le médecin, c'est le « symptôme d'inconfort qui est le plus marquant ». « On a fait

« La démarche des soins palliatifs ne peut pas intégrer une pratique qui serait de provoquer de manière intentionnelle la mort d'une personne. »

Dr Christophe Devaux, médecin de l'équipe mobile de soins palliatifs de Dijon

Témoignage : « Il fallait gérer la douleur et l'angoisse »

Axelle Moulin, une ostéopathe dijonnaise de 25 ans, accompagne sa mère, Florence, actuellement prise en charge à la Mirandière, à Quetigny. Depuis deux ans, elle la suit dans tous ses rendez-vous médicaux car sa mère est atteinte d'un glioblastome, une tumeur au cerveau.

Sa maman est suivie à l'hôpital neurologique de Lyon. Depuis quelques semaines, les médecins ont décidé d'arrêter les traitements.

« Ce sont les montagnes russes »

« Elle était éligible aux soins palliatifs. Je l'ai fait venir à Dijon parce que je vis ici. C'est beaucoup plus simple parce que sinon elle vit dans le Jura, donc c'est un peu compliqué. Il y avait de nombreuses choses à prendre en compte, c'est pour cela qu'elle est venue en soins palliatifs. Il fallait gérer la douleur et l'angoisse car, à cause de ses traitements, elle a des fractures vertébrales. Là, cela s'est



La maman d'Axelle Moulin est hospitalisée à la Mirandière depuis un mois. Photo LBP/A.-L. B.

bien apaisé », raconte Axelle Moulin. Dans le cas de sa maman, les traitements curatifs ne suffisent pas à stabiliser l'évolution. Et ces derniers ont fragilisé ses os qui se sont fracturés spontanément. Il est difficile d'estimer le temps qu'il lui reste à vivre. « Cela dépend beaucoup des pathologies. Et dans la sienne, c'est très aléa-

toire. Puisque ça dépend de la localisation de la tumeur et donc de ce qu'elle atteint au niveau neurologique. C'est une maladie où c'est très difficile puisque ça change d'une heure à l'autre, d'un jour à l'autre. Et là, par exemple, ça fait trois jours que ça va plutôt bien. L'oncologue parlait de semaines, mais elle ne peut pas du

tout dire combien de semaines », détaille la jeune femme.

Cela fait trois semaines que la maman d'Axelle est en soins palliatifs, et elle se sent mieux.

« On pensait que c'était la fin, il y a trois semaines. Ce sont les montagnes russes. On a dit on arrête le traitement et elle part en soins palliatifs. On s'est dit que c'était son dernier lieu de vie. Et puis finalement, comme elle ne va pas trop mal, on va changer. En sachant que si ça se dégrade, elle reviendra ici. » Quand Florence est arrivée à la Mirandière, elle ne pouvait même pas se tenir assise et aujourd'hui elle marche.

« Pas de structure adaptée à son âge »

La difficulté, c'est que la malade est âgée de 54 ans. Elle n'est donc pas éligible pour rentrer dans un Ehpad (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes). Pourtant, elle ne peut plus vivre seule. «

Dans son cas, la maladie crée une dépendance et il n'y a pas de structure adaptée parce qu'elle est trop jeune. »

Axelle Moulin attend la réponse pour que sa mère intègre un appartement de coordination thérapeutique à Dijon.

« Il y a six places. Sinon, il faut faire les démarches pour des dérogations afin d'aller en Ehpad, avec toute l'angoisse que cela implique pour une personne de 54 ans. » Et de poursuivre : « Le fait qu'il n'y ait pas de structures adaptées à son âge, ça donne un peu l'impression qu'il ne faut pas être malade trop jeune. [...] Il n'y a pas de juste milieu entre chez soi et l'hospitalisation. »

Axelle rend visite à sa maman quasiment quotidiennement à la Mirandière. Elle l'a accompagnée dans tous ses rendez-vous médicaux depuis deux ans. Ce n'est pas été simple pour la jeune femme qui, cela fait trois mois est en arrêt, épuisée de gérer tout cela. Mais comme il y a du mieux, elle s'apprête à reprendre le travail.

CÔTE-D'OR

Le bricolage désormais chevillé au corps des confinés

Selon un rapport de la Fédération des magasins de bricolage, la filière connaît un essor sans équivalent depuis le début de la crise sanitaire. Les rayons décoration et aménagement sont les plus plébiscités par les consommateurs.

Un marché qui s'élève à 34 milliards d'euros en 2020, une progression de 13 % sur un an et des ventes en ligne qui explosent de 111 %. Voilà les chiffres fous de la filière du bricolage, révélés il y a quelques jours par l'Inoha (industriels du secteur) et la FMB (Fédération des magasins de bricolage). Une nouvelle demande surtout de la part des jeunes consommateurs « dans la tranche 18-30 ans », « tournés vers l'économie circulaire et la réparation, plutôt que d'acheter », détaille la Fédération. Un tour dans de grandes enseignes de l'agglomération confirme cet engouement.

Parking plein à craquer et équipes au complet dans les rayons. « C'est la fréquentation d'un samedi normal. C'est surtout l'après-midi que c'est le *rush* », confie un hôte de caisse. Pourtant, les consommateurs sont privés d'une bonne partie de l'offre, avec des linéaires entiers fermés puisque jugés « non essentiels » par le gouvernement.

S'équiper comme un pro

Raté donc pour cette maman qui avait promis à sa fille « de refaire entièrement sa chambre ». « Avec les confinements, passer la journée dans la maison, quand on a 9 ans, ce n'est pas facile. On essaie de faire en sorte qu'elle aime passer du temps dans son espace », confie Ludivi-



Les magasins de bricolage ont enregistré une progression de 13 % de leur chiffre d'affaires en un an. Photo archives Benoit HAMOT

« On a optimisé chaque centimètre carré de l'appartement »

Marie et Sébastien habitent un bel appartement du quartier Montchapet à Dijon. Et depuis un an, ils sont devenus des pros du *home staging*. « On s'y est mis parce qu'on reste tout le temps à la maison, avec ces confinements. Même si nous ne sommes que locataires, on s'est dit qu'il fallait optimiser chaque centimètre carré de l'appartement pour y être bien », confie Marie, experte en déco.

Bureau de télétravail « fait maison », réaménagement de la cuisine et de la salle de bains, vernissage du parquet : le jeune couple a dépensé plusieurs centaines d'euros et s'est équipé en outillage professionnel, pour se fabriquer un foyer « *cosy* ». Sébastien, lui, a passé une



Marie et son conjoint Sébastien ont aménagé un bureau de télétravail dans un coin de leur salon. Photo LBP/M. Mo.

bonne partie de son temps enfermé à bricoler son vélo électrique. En quelques mois, il en a fait un vrai bolide qui lui permet d'effectuer tous ses déplacements.

ne, une Fontenoise « pro du *home staging* ». Pour l'instant, l'enfant se contentera donc d'un nouveau papier peint.

Dans un autre magasin d'outillage, Christian, un trentenaire bientôt papa, bave devant les perceuses visseuses professionnelles. « Nous avons plein de nouveaux meubles à monter », confie le Dijonnais, désormais habitué à se débrouiller seul. « Et après avoir emprunté les outils de mes voisins, j'ai décidé de m'équiper. Je suis prêt à mettre 150 € dans une jolie mallette », assure-t-il.

Problème d'approvisionnement

« Nos clients ont, en effet, un panier moyen plus élevé, notamment sur trois catégories d'achat : la décoration d'intérieur, avec des ventes spectaculaires des peintures, l'aménagement et le confort », confirme Paolo De Sousa, directeur du magasin Weldom, à Genlis. « Nous ne sommes pas sur des achats correspondants à de gros travaux. Nous avons surtout capté des achats plaisir, au moment où nous faisons partie des rares magasins d'ouverts. Au premier confinement, nous avons effectivement fait énormément de *click and collect*, puisque les clients voulaient faire du stock tout en se rassurant », analyse le directeur.

Les stocks, d'ailleurs, c'est ce qui l'inquiète aujourd'hui. Avec des soucis d'approvisionnement de certains matériaux, comme le métal, Paolo De Sousa craint une pénurie, « jusqu'à la fin de l'année minimum », sur certains produits manufacturés comme le mobilier de jardin ou les tondeuses.

Marie MORLOT

CÔTE-D'OR

Covid-19 : la tension ne faiblit pas sur les hôpitaux

D'ici deux semaines, la France pourrait être déconfinée, si l'on se fie aux annonces faites par le président de la République le 30 mars. Mais en Côte-d'Or, on constate difficilement une évolution favorable de l'épidémie de Covid-19. Alors que certains indicateurs diminuent, d'autres continuent de pro-

gresser.

Le taux d'incidence, soit le premier indicateur de l'épidémie, est de 234,2 cas positifs pour 100 000 habitants entre le 10 et le 16 avril. Il est donc en dessous du seuil d'alerte (250 pour 100 000). À noter que le taux d'incidence du département est le plus bas de toute la région. Dans la

métropole dijonnaise, pour la période du 10 au 16 avril, ce taux d'incidence se situe à 237 pour 100 000.

En Côte-d'Or, le nombre de patients dans les hôpitaux est en hausse. Dimanche, on comptait 241 personnes hospitalisées, dont 51 dans des services de soins critiques ou de réanimation. Lundi, il y

avait 249 patients admis dans les services hospitaliers, dont 55 dans des unités de soins critiques ou de réanimation.

Lundi, on comptait par ailleurs quatre nouveaux décès dans les hôpitaux de la Côte-d'Or. Le bilan provisoire pour ce seul segment (c'est-à-dire hors Ehpad) est de 868 décès depuis mars 2020, soit

le début de l'épidémie. En région, le bilan est nettement plus lourd pour la journée de lundi, même s'il faut prendre en compte d'éventuels reports de chiffres du week-end. On dénombrait 31 décès. Le bilan provisoire régional est de 4 395 décès dans les hôpitaux seulement.

Ax. Ma.

E.Leclerc

DU 20 AU
30 AVRIL 2021



**VOS SUPER
POUVOIRS!
D'ACHAT**

1^{ER} PRODUIT

**3€
,06**

2^È PRODUIT

**1€
,53**

-50%
SUR LE 2^È PRODUIT
ACHETÉ



**6 CHIPOLATAS
SUPÉRIEURES
« FÉRIAL »**

330 g. Le kg : 9,27 €.
Par 2 (660 g) : 4,59 € au lieu
de 6,12 €. Le kg : 6,95 €.

ORIGINE

FRANCE



**LES SUPER
BONNES AFFAIRES
À PRIX E.LECLERC**

1^{ER} PRODUIT

**0€
,99**

2^È PRODUIT

**0€
,49**

-50%
SUR LE 2^È PRODUIT
ACHETÉ

**RICHE EN
OMÉGA 3**



**FILETS DE MAQUEREAUX AROMATES
MUSCADET « PÊCHE OcéAN »**

176 g. Le kg : 5,63 €. Par 2 (352 g) : 1,48 €
au lieu de 1,98 €. Le kg : 4,21 €.



1^{ER} PRODUIT

**3€
,34**

2^È PRODUIT

**1€
,67**

-50%
SUR LE 2^È PRODUIT
ACHETÉ

**0,42 €
LE LITRE**

**EAU MINÉRALE
NATURELLE GAZEUSE
« SAN PELLEGRINO »**

6 x 1 L (6 L).
Le L : 0,56 €.
Par 2 (12 L) : 5,01 €
au lieu de 6,68 €.
Le L : 0,42 €.



TOUT CE QUI COMPTE POUR VOUS EXISTE À PRIX E.LECLERC

Les produits bénéficiant d'une offre « 50% sur le 2^e produit acheté » sont limités à 10 produits par foyer pour cette opération. Offres réservées à une consommation personnelle. Le magasin se réserve le droit de refuser toute demande d'une quantité supérieure aux besoins habituels généralement constatés pour une consommation personnelle. Offres interdites à la revente. Pour connaître la liste des magasins et Drive participants, les dates et les modalités, appelez : 09 69 32 42 52. Du lundi au samedi de 8 h 30 à 19 h sauf les jours fériés et de 8 h 30 à 18 h les veilles de jours fériés.

POUR VOTRE SANTÉ, ÉVITEZ DE GRIGNOTER ENTRE LES REPAS. WWW.MANGERBOUGER.FR

BEAUNE

La vente aux enchères de La Romanée a atteint des sommets

Les 1 926 bouteilles de La Romanée grand cru, propriété de Bouchard père & fils à Beaune, se sont envolées à 8,639 millions d'euros dimanche lors d'une vente aux enchères à Genève.

8, 639 millions d'euros. Le résultat de la vente aux enchères d'exception, menée par Baghera/wines, maison de vente suisse, dédiée aux grands vins, a atteint des sommets, dimanche après-midi à l'hôtel de luxe *Beau-Rivage* à Genève. « L'estimation haute a été doublée », indique Baghera/wines dans un communiqué de presse. « Les résultats de cette première vente 2021 confirment la solidité de la réputation et de l'expertise de Baghera/wines ainsi que

« Ce résultat extraordinaire exprime l'enthousiasme non démenti des amateurs de grands vins pour la Bourgogne. »

Gilles de Larouzière-Henriot, président de la maison Bouchard père & fils

l'enthousiasme des collectionneurs et amateurs avertis. Les acheteurs en ligne ont été particulièrement présents et actifs, remportant 52 % de lots vendus. »

Le millésime 1865 s'envole

Les 1 926 bouteilles, réparties en 33 millésimes allant de 1862 à 2005, étaient les toutes dernières en possession de Bouchard père & fils. Elles étaient toutes issues du climat mythique La Romanée grand cru à Vosne-Romanée. La Romanée, le plus petit des climats de Bourgogne (0,85 hectare), est située juste au-dessus du climat de La Romanée-Conti.

Si toutes les bouteilles ont été acquises, le lot phare de la vente "La Romanée Memories" a été très disputé. Il s'agissait d'un ensemble de douze bouteilles de La Romanée 1865, les dernières en circulation au monde. Cet ensemble a été adjugé à 1,774 M€, soit plus de quatre fois son estimation haute. Second lot par ordre d'importance : un ensemble de six bouteilles La Romanée 1865 a quant à lui été vendu pour 964 678 €, soit plus de quatre fois son estimation haute. « Nous avons été ho-



Les 1 926 bouteilles étaient réparties en 33 millésimes allant de 1862 à 2005. Photo Baghera/wines

norés de la confiance que nous a accordée la Maison Bouchard père & fils », commente Michael Ganne, directeur exécutif de Baghera/wines. « L'irréprochable savoir-faire de cette dernière, la qualité proche de la perfection des lots proposés ainsi que l'enthousiasme des collectionneurs et aficionados

du monde entier, ont fait de la vente La Romanée Memories 1865-2005, un vrai moment de communion autour de l'amour du vin. L'engagement de nos équipes auprès des clients à l'international a, quant à lui, été le témoin d'une participation en ligne dynamique et sans précédent. » Gilles de La-

8, 639 M€

C'est, en millions d'euros, le résultat de la vente aux enchères d'exception, menée par Baghera/wines, dimanche.

rouzière-Henriot, président de la maison Bouchard père & fils, déclare : « Ce résultat extraordinaire exprime l'enthousiasme non démenti des amateurs de grands vins pour la Bourgogne. Il consacre aussi de manière éclatante la reconnaissance du savoir-faire inégalé de Bouchard père & fils, grand domaine historique et emblématique de la Bourgogne viticole. Nul autre partenaire que Baghera/wines ne pouvait nous conduire à un résultat aussi remarquable ».

Si les sommes atteintes dimanche sont impressionnantes, elles restent néanmoins très éloignées de la vente historique de la cave personnelle d'Henri Mayer, qui demeure, à ce jour, la vente aux enchères la plus importante au monde jamais réalisée (34,5 millions de francs suisses).

Thibault SIMONNET

SPÉCIAL AUTOCONSOMMATION

LES SOLUTIONS POUR PRODUIRE SOI-MÊME SON ÉNERGIE

MERCREDI

21 AVRIL

Retrouvez notre supplément mensuel



ICI ON AGIT !

L'autre moyen de moins émettre de polluants :

- ✓ Côte d'Or : il a restauré un moulin à eau pour produire son électricité.
- ✓ Ce village des Monts du Lyonnais s'est lancé dans le photovoltaïque depuis 2013.
- ✓ Saône-et-Loire : ce particulier a testé l'éolienne individuelle, il partage son expérience avec nous.
- ✓ Dans la Loire, le parking du cinéma de Feurs récupère la chaleur du soleil au profit de la piscine municipale.
- ✓ A Bourg-en-Bresse, un cadastre solaire pour connaître le potentiel solaire de sa toiture.
- ✓ Notre « Grand Témoin » : Yannick Monget, écrivain et spécialiste de la crise bioclimatique.
- ✓ Notre infographie : comment produire soi-même son énergie.

LE BIEN PUBLIC

LAPERRIÈRE-SUR-SAÔNE**Gravement blessée, une personne hélicoptérée après un accident**

La victime a été désincarcérée par les pompiers avant d'être évacuée par hélicoptère vers l'hôpital de Dijon. Photo LBP/Bruno THIEBERGIEN

Un accident s'est produit lundi aux alentours de 8 heures entre Laperrière-sur-Saône et Saint-Symphorien-sur-Saône, sur la RD 24. Une seule voiture qui, pour une raison indéterminée, a fait une sortie de route avant de se retrouver sur le toit, est impliquée dans cet accident. À son bord, la victime, gravement blessée, a dû être désincarcérée avant d'être hélicoptérée vers l'hôpital de Dijon. Onze sapeurs-pompiers des centres d'intervention de Saint-Jean-de-Losne et Brazey-en-Plaine ont été déployés sur les lieux ainsi que le Smur de Beaune. Les gendarmes de la communauté de brigade de Saint-Jean-de-Losne étaient également sur place.

J.-L. D. avec B. T. (CLP)

SAINT-AUBIN**Une fête d'anniversaire stoppée par les gendarmes**

Une fête sur les hauteurs de Saint-Aubin a eu lieu dimanche en fin d'après-midi sur un terrain de la commune. Environ vingt-cinq jeunes des environs étaient rassemblés pour fêter un anniversaire, mais, en cette période de confinement, les rassemblements de plus de six personnes sur la voie publique sont interdits. La compagnie de gendarmerie de Beaune est intervenue. Une dizaine de militaires étaient présents et ont stoppé la fête. Il n'y a eu aucun débordement et les jeunes ont été contraints de ranger leurs instruments de musique et leur sono. Chaque participant a été verbalisé par une contravention de quatrième classe, avec une amende forfaitaire de 135 €.

CÔTE-D'OR**La circonscription de Dijon va accueillir 22 policiers supplémentaires cette année**

Le secteur de Dijon aura sa part des 10 000 effectifs supplémentaires des forces de l'ordre annoncés dimanche par Emmanuel Macron. Dans un communiqué de presse, publié lundi, la préfecture de Côte-d'Or confirme que le département accueillera 22 nouveaux postes de police pour l'année 2021. Ils seront tous affectés à la circonscription de sécurité publique de Dijon.

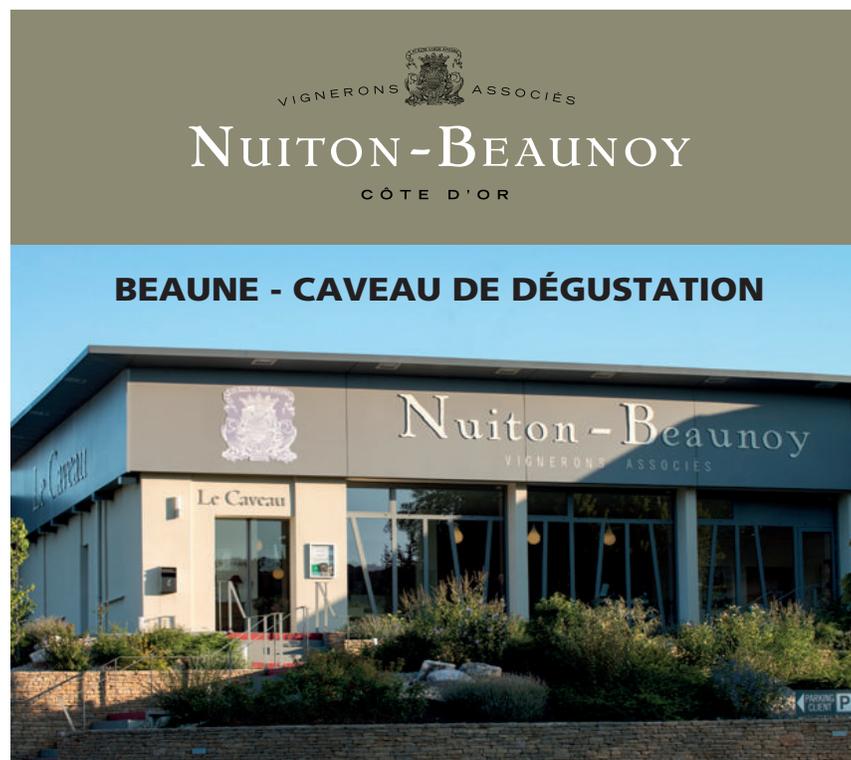


Macron a promis 10 000 policiers et gendarmes supplémentaires d'ici la fin du quinquennat. Photo d'illustration LBP

LE CHIFFRE
CÔTE-D'OR**15,5 M€**

Lundi matin, François Sauvadet, président du Département, a reçu une délégation de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Côte-d'Or. Photo archives LBP/Bertrand LHOTE

C'est le montant qui sera attribué aux agriculteurs, dans le cadre d'un accord-cadre, entre 2021 et 2025, selon le Département de la Côte-d'Or. Le président du conseil départemental, François Sauvadet, ne cesse de le marteler : il ne lâchera pas les agriculteurs. Lundi matin, il recevait une délégation de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Côte-d'Or. Dans un communiqué de presse, publié lundi, François Sauvadet a également détaillé d'autres mesures comme l'organisation à l'automne d'un "Forum des opportunités agricoles" pour favoriser « la rencontre entre les entreprises et les agriculteurs en quête de nouveaux marchés », la création du conseil départemental de l'alimentation, coprésidée avec la chambre de l'agriculture, ou encore une bonification de 20 à 40 % des aides pour la récupération des eaux. Cette aide est majorée de 10 % supplémentaires pour les jeunes agriculteurs. De plus, le Département a posé sa candidature pour la reconnaissance au niveau national du Plan alimentaire territorial départemental, qui permettra d'accéder à de nouveaux financements dont jusqu'à 80 000 € de l'État pour financer un poste d'ingénieur.



Caveau OUVERT pendant la période de restriction.
Accueil dans le strict respect des règles sanitaires.

> **DU LUNDI AU SAMEDI,**
de 9H30 à 12H30 et de 13H30 à 18H30

www.nuiton-beaunoy.fr

97 ROUTE DE POMMARD - 21200 BEAUNE - ☎ 03 80 25 01 03



235917200

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

Élections régionales : en attendant Dufay...

élections
RÉGIONALES 2021

La campagne des régionales en Bourgogne-Franche-Comté a débuté, mais sans la sortante. La socialiste Marie-Guite Dufay devrait encore attendre quelques jours avant de se lancer.

Les prochaines élections ont certes été repoussées d'une semaine. Mais la date du premier tour, le 20 juin, commence à se rapprocher.

Certains candidats aux régionales l'ont d'ailleurs bien en tête et ont activement lancé, malgré la situation sanitaire, leur campagne. C'est notamment le cas de Julien Odoul (RN) ou de Gilles Platret (LR) qui multiplient les déplacements.



Marie-Guite Dufay, présidente socialiste du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté. Photo archives JSL/B. M.

Mais ce début de campagne se déroule pour le moment sans la titulaire actuelle du fauteuil de président de Bourgogne-Franche-Comté. Ce qui donne à la situation de furieux airs d'*En at-*

tendant Godot : celui (celle en l'occurrence) dont tout le monde parle reste désespérément absent(e). Ce qui pose une difficulté aux candidats de gauche comme de droite : comment fai-

re campagne contre une candidate qui ne l'est pas encore ?

« Sous huit jours »

Personne n'est pourtant dupe : la socialiste Marie-Guite Dufay sera bien candidate à un nouveau mandat. Dans les huit départements de Bourgogne-Franche-Comté, ses listes sont presque bouclées et il se murmure que la sortante pourrait se déclarer « sous huit jours ». Mais pourquoi, alors qu'ailleurs des Valérie Pécresse ou des Xavier Bertrand sont déjà en campagne, la présidente de Bourgogne-Franche-Comté fait tant traîner les choses ? Déjà, la socialiste de 71 ans, à la différence d'autres présidents de Région sortants, n'a pas d'autre élection à son calendrier. Marie-Guite Dufay ne voit pas les régionales comme un tremplin vers la présidentielle. Ensuite, parce que la socialiste – à la tête durant cinq ans

d'une majorité hétéroclite (des « Macron-compatibles » aux amis de Mélenchon) – a eu besoin de temps pour savoir quel couloir politique elle voulait occuper (et surtout avec qui).

Ne surtout pas bouger

Ensuite, les premiers sondages parus lui sont favorables, ce qui n'incite pas à bouger trop d'oreilles. D'autant que la position de présidente en exercice est pratique. Elle permet de se faire voir sans même être candidate et ainsi de pouvoir vanter son travail au profit de l'intérêt général. D'autant plus pratique quand la situation sanitaire complique tout pour les challengers.

C'est bien ce contexte qui incite la sortante à sortir du bois le plus tard possible. Pas la peine d'être pressée, d'autant que les électeurs, eux, ne le sont pas du tout.

Benoît MONTAGGIONI (JSL)

À PARTIR DE
60
ANS

LES ATELIERS
BONS
JOURS
VIVEZ INTENSÉMENT
VOTRE RETRAITE

Des activités santé gratuites
pour améliorer votre quotidien

accessibles sur internet
depuis chez vous

Pour en savoir plus, contactez :



FAPA SENIORS 21
Tel. 03 80 30 07 81
contact@fapaseniors21.fr
www.ateliersbonsjours.fr

Nutrition • Sommeil • Équilibre • Mémoire • Habitat



251144300

LA FRENCH TOUCH TOUR

SKIP THE USE

EN CONCERT LIVESTREAM JEUDI 22 AVRIL 21H

À VOIR SUR LE SITE CANAL VOD & MY CANAL

bpifrance LIVE NATION pass Culture ville de Cambrai 366 CANAL+ rji

Credit: Opaz - FCS 507 523 678

DIJON

En six ans, le “petit” promoteur a construit dix résidences étudiantes

Installé au sein d'une de ses résidences, Alexandre Basson a fait des logements étudiants dans le secteur des facultés sa spécialité. Sa particularité, des « petits » immeubles d'une vingtaine d'appartements qui reprennent les codes des appartements de *standing*. Également bailleur, sa société loue deux cents logements étudiants à Dijon.

En 2015, Alexandre Basson, gérant d'ABI (Alexandre Basson Immobilier) inaugure sa première résidence étudiante dans le quartier des facultés. Six ans plus tard, il s'apprête à accueillir sa onzième construction de ce type, tandis que le permis de construire de la douzième vient d'être validé. Au total, deux cent trente-neuf logements étudiants ont été créés entre 2015 et 2022 dans ce seul secteur par le promoteur.



La future résidence de la rue Louis-Boulangier (à droite) va s'installer juste en face de la toute première résidence signée Alexandre Basson immobilier. Photo-montage architecte Éric POILLOT

« Plus on construit, plus on réduit les prix »

Sa recette reste toujours la même, des petits immeubles d'une vingtaine de logements avec des prestations soignées et une signature visuelle. Des balcons, des petits murets en pierre, un retrait par rapport à la rue. L'idée, qu'on ne voit pas que ses résidences s'adressent aux étudiants. « Habituellement, ce qu'on voit, ce sont des cubes. Je défie quiconque de dire qu'ici c'est une résidence étudiante », lance Alexandre Basson depuis son bureau installé au troisième et

dernier étage d'une résidence construite boulevard de la Défense. Ici, on trouve un cabinet de cardiologie au rez-de-chaussée, les bureaux d'ABI où l'équipe ne se compose que de deux personnes, et dix-sept logements destinés à des étudiants. Des prestations de *standing* pour des étudiants qui n'enflent pas les prix pour autant. « Avec la loi Pinel, pour un studio de 23,9 mètres carrés, on tombe à un loyer de 335 € par mois maximum hors charges », note-t-il.

Fils et petit-fils d'agriculteurs de la Marne, Alexandre Basson est arrivé à 19 ans à Dijon. À cette époque, ils sont trois à être étudiants dans la famille. « Il faut se rendre compte du coût que ça représente. Je me suis toujours dit que je voulais participer à la réduction du coût du logement étudiant. Plus on construit, plus on réduit les prix », remarque le promoteur.

Vingt-cinq nouveaux logements, rue des Péjoces

La dernière construction en train de sortir de terre porte le nom de Villa Campus. Elle comportera vingt-cinq logements et se situera rue des Péjoces. Si la livraison est prévue pour le premier trimestre 2022, l'intégralité des logements est déjà commercialisée. « Sur 800 mètres carrés habitables, le chiffre d'affaires est de 3 700 000 €. Cela reste moins rentable que les gros ensembles immobiliers, mais ce sont les petites résidences qui me plaisent et que les investisseurs recherchent », précise-t-il. Pour la future construction de la rue Louis-

« Je me suis toujours dit que je voulais participer à la réduction du coût du logement étudiant. »

Alexandre Basson, promoteur et bailleur immobilier



Boulangier, dont le permis vient d'être obtenu, Alexandre Basson prévoit de conserver les vingt-deux logements répartis dans la résidence. « Avant de construire les résidences étudiantes, j'avais déjà acheté ailleurs. D'ici la fin de l'année, ma société va louer deux cents logements étudiants à Dijon », compte-t-il.

« En marge de la grosse machine immobilière de Dijon »

Pour ces deux dernières constructions, trois dépôts de permis de construire ont dû être nécessaires. « J'espère qu'on me laissera encore la

possibilité de continuer à construire des petites résidences qui correspondent au mieux à la demande, mais j'ai peur qu'on ne nous autorise plus à le faire. J'ai l'impression d'être en marge de la grosse machine immobilière de Dijon », explique-t-il, notamment en référence à la modification du PLUi-HD (plan local d'urbanisme intercommunal - habitat et déplacements) qui ne lui permet plus de dépasser du R+1 dans le quartier de l'Université. Pourtant, pour lui, construire des logements étudiants au pied des facultés, « il n'y a pas plus écologique ».

Inès de la GRANGE

De l'habitat pour étudiants... à de l'habitat pour seniors

ABI (Alexandre Basson Immobilier), ce n'est pas seulement des constructions étudiantes. Alexandre Basson s'est intéressé aux stations de lavage depuis six ans et en possède onze entre la Côte-d'Or et la Saône-et-Loire. Pour l'avenir, ce n'est plus vers la métropole qu'il se tourne, mais vers les territoires ruraux. Aux étudiants vont succéder les seniors. Et c'est à Arc-sur-Tille qu'un projet d'ampleur verra prochainement le jour. Le village seniors d'ABI prévoit la construction d'un immeuble collectif de vingt-sept logements, huit maisons jumelées et deux bâtiments collectifs de six logements chacun. Le tout agrémenté d'un verger, d'un potager et d'un terrain avec des animaux. « Ça ressemblera à tout sauf à une maison de retraite », insiste le promoteur immobilier. Un chantier qui se chiffre à 10M€.

VIVASON FAIT MIEUX QUE LE 100% SANTÉ

EXCLUSIVITÉ VIVASON

**LES APPAREILS AUDITIFS
HAUT DE GAMME AU PRIX
DU 100% SANTÉ !**

**ACCÉDEZ AU RECHARGEABLE
ET À LA CONNECTIVITÉ !**



VALABLE JUSQU'AU 30 AVRIL

GRÂCE À LA BAISSÉ DES PRIX SUR LES APPAREILS DE CLASSE 2

Réservez votre bilan auditif gratuit sur vivason.fr ou par téléphone :

VIVASON DIJON



03 52 79 00 69



33 place Bossuet - 21000 Dijon



NOS CENTRES RESTENT OUVERTS MÊME EN PÉRIODE DE CONFINEMENT



794.785.741 VivaSon avril 2021. Ce dispositif médical est un produit de santé réglementé qui porte, au titre de la réglementation, le marquage CE. Lire attentivement les instructions figurant dans la notice. Nous vous renvoyons aux conseils de notre audioprothésiste.

VIVASON
L'AUDITION POUR TOUS

DIJON

Un sapeur-pompier tué : retour sur l'affaire des « amants diaboliques »

Le 12 mars 1971, le corps sans vie de Gérard Dubois, 25 ans, sapeur-pompier, est retrouvé à son domicile à Dijon. Sa femme passe rapidement aux aveux, reconnaissant l'avoir assassiné avec l'aide de son amant. Retour sur une affaire tumultueuse, commencée il y a cinquante ans et qui, en pleine cour d'assises, a ouvert un débat sur la peine de mort.

Mars 1971. Dans le cimetière de Lantenay, la tombe est aisément reconnaissable : c'est la plus fleurie de toutes. L'on vient s'y recueillir et soutenir la famille Dubois qui, depuis 1951, ne cesse de pleurer la disparition de ses membres. Jean, d'abord, l'un des six enfants de la fratrie, tué dans un accident de la route en Allemagne. Puis Jeanne, la mère, morte d'un cancer imprévisible en juin 1966, bientôt rejointe par un autre de ses fils, Daniel, après un accident de la route. Et la mort frappe encore, dans la nuit du 11 au 12 mars 1971.

Le 12 mars, Gian-Paola Bicelli, 21 ans, épouse de Gérard Dubois, rentre chez elle en fin de matinée avec un collègue et son épouse à qui elle propose de prendre l'apéritif. Ces derniers s'étonnent : Gérard dort toujours. « Veux-tu te lever, fainéant », dit le collègue en franchissant le seuil de la porte de sa chambre. Pas de réponse de l'homme de 25 ans, ni de son poul. À ses côtés, son fils de 27 mois qui ne comprend pas pourquoi son père ne se réveille pas. L'enfant est loin de s'imaginer ce qui s'est tramé au sein même du domicile familial, au 8 bis, rue Pierre-Curie à Dijon. Il n'aperçoit pas non plus les rougeurs sous le nez de son père, ni les traces de griffures sous sa gorge.



Le verdict de cette affaire de meurtre a été rendu le 1^{er} mars à 19 h 15. Montage et photos LBP

Une mort « suspecte »

La mort de Gérard Dubois, sapeur-pompier dijonnais, est rapidement présentée comme suspecte. Une autopsie doit être réalisée et l'enquête conduite à l'arrestation, le 22 avril, de Gian-Paola Bicelli, mais aussi de Bernard Brunet, 21 ans également et amant de cette dernière. Le soir même, tard dans la nuit, pressée par la police, Gian-Paola passe aux aveux, reconnaît le meurtre prémédité et livre le nom de son amant. Elle est inculpée pour assassinat, Bernard Brunet pour complicité.

L'enquête avance et les amants se rejettent la responsabilité du meurtre.

La préméditation a été assurée par les suspects eux-mêmes, puisque Gian-Paola a indiqué avoir appliqué, début janvier 1971, un tampon de chloroforme sur la bouche de son mari. Une dose trop faible. « Tu étais agité et j'ai voulu te faire dormir », lui a-t-elle expliqué. Mais, dans la nuit du 11 au 12 mars, la dose a suffi à endormir pour toujours Gérard Dubois.

Un rebondissement survient au cours du mois d'avril : Bernard Brunet aurait chloroformé le sapeur-pompier après l'avoir neutralisé au cours d'une lutte sévère. Il aurait falsifié une ordonnance vétérinaire pour se procurer une quantité suffisante de chloroforme.

Un mariage, trois protagonistes

Le 21 mars 1971, *Le Bien public* revient sur le mariage tumultueux de Gérard Dubois et Gian-Paola Bicelli. « Quand Gérard épouse, le 22 juillet 1967, Gian-Paola Bicelli (à Chaux, ndlr), c'est presque encore un adolescent. Il croit épouser une fille "intelligente ayant du caractère et du tempérament". Le 14 décembre 1968 naissait un fils. C'était le jour de la Saint-Nicolas, et l'enfant allait porter ce nom. » Mais deux ans plus tard, Gian-Paola, aide-soignante au centre hospitalier de La Chartreuse, rencontre Bernard Brunet, son aîné de quelques mois. Elle fugue une première fois avec son amant, puis s'installe avec lui pendant six mois dans un appartement meublé de l'avenue Gounod à Dijon. Gérard laisse son frère Michel s'occuper de son fils de 10 mois et entame une procédure de divorce... avant de pardonner à sa femme. Elle rejoint le domicile familial, mais fréquente toujours Bernard Brunet. Dans le voisinage, la présence de la Simca 110 grenat à bandes blanches de Brunet, devant le 8 bis, rue Pierre-Curie, est désormais habituelle.

Ainsi accusé par Gian-Paola, l'amant est sur le point de devenir le principal acteur de l'assassinat et elle, la complice. Une version confirmée au cours de la reconstitution, le 6 mai 1971.

Jean-Lou DAUVERGNE

La peine de mort requise par l'avocat général

Le procès démarre le 29 février 1972. Gian-Paola, jeune femme originaire de Chaux, revient sur son « coup de foudre » avec Gérard Dubois, ce pompier porté aux nues par son entourage. « Mon mari me forçait à avoir des rapports fréquents et brutaux dont je n'avais aucun plaisir », détaille Gian-Paola, qui évoque des violences. Mme Lévêque, un témoin, confirme : « J'en ai marre, me disait Gian, et je suis prête à partir avec n'importe quel homme ».

L'accusée explique son retour au domicile familial après son installation avec Bernard Brunet (*lire par ailleurs*), par le besoin de revoir son fils Nicolas. « J'ai dit à mon mari que je voulais bien être fidèle et j'ai pensé qu'il changerait un peu. » Mais au cours du procès, les amants évoquent le projet d'assassinat. Des « paroles en l'air » dans un premier temps, devenues finalement de plus en plus con-



Archives LBP/dessin DIAZ

crètes, en témoignent une première tentative échouée en janvier 1971, puis une seconde, fatale, dans la nuit du 11 au 12 mars.

« Ni regret ni remords »

Le 1^{er} mars 1972, la foule attend depuis le début de la matinée derrière les grilles du palais de justice, désireuse de connaître l'épilogue de l'affaire des « amants diaboliques ». Mais avant, la parole est donnée au directeur Bigot, qui décrit une Gian-Paola « comédienne » qui « ne manifeste ni regret ni remords quant au crime, affabule beaucoup, est privée de toute affectivité », et un Bernard Brunet « vaniteux, imbu de sa personne », « nonchalant, à l'intelligence supérieure, à l'affectivité infantile, au jugement désordonné », se considérant comme un homme « trompé » face au mari. Sur le plan psychiatrique, le professeur Marin ne relève

aucun trouble, aucune perturbation, et donc aucune circonstance atténuante. Des portraits sombres auxquels succède celui, élogieux, de Gérard Dubois.

Pendant trois heures, l'avocat général Cuinat se lance dans un réquisitoire redouté, demandant la peine de mort à l'encontre des coupables. Une peine prononcée pour la dernière fois par une cour d'assises, en Côte-d'Or, dans les années 1930. Du côté de la défense, le bâtonnier Berland et M^e Pollak dénoncent la « monstruosité » de la loi du talion « dans un pays civilisé ».

Le verdict est rendu à 19 h 15. Gian-Paola Bicelli et Bernard Brunet bénéficient de circonstances atténuantes et sont condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité. « Prostrés, blancs, ils ont accueilli le verdict dans le silence pesant du prétoire » (*Le Bien public*, 2 mars 1972).

DIJON ET SAINT-APOLLINAIRE

L'entreprise Pagot-Savoie en route pour la zone Capnord

Depuis quelques temps, la société Pagot-Savoie, dont le siège se situe dans la commune de Chenôve, souhaitait s'implanter dans le nord de Dijon. Ce sera bientôt chose faite si l'on se fie au permis de construire délivré le 12 février.

Installée depuis de nombreuses années dans la commune de Chenôve, l'entreprise Pagot-Savoie est spécialisée dans les matériaux du type carrelage, salles de bains et chauffage. Cette implantation lui permet de drainer une clientèle de particuliers et de professionnels venant du sud. Avec la nouvelle localisation, elle accentuera prochainement son rayonnement vers le nord.

Au sein de la ZAE Capnord, sur une parcelle située au 8, rue de l'Yser, à cheval sur la



L'installation de l'entreprise est prévue 8, rue de l'Yser, à cheval sur les communes de Saint-Apollinaire et de Dijon. Photo LBP/M. C.

commune de Dijon et de Saint-Apollinaire, l'enseigne a entrepris depuis le mois de février une phase de travaux de démolition. Cet emplacement était jusqu'alors occupé par l'un des anciens fournisseurs de l'établissement. La superfi-

cie totale du terrain s'élève à 23 650 mètres carrés. À terme, avec une hauteur au sol de 14,40 mètres, un bâtiment d'environ 6 000 mètres carrés seront dédiés à un espace libre-service et bureaux ;

5 000 mètres carrés seront utilisés pour le stockage couvert des marchandises.

Des embauches

Selon les informations publiées dans la revue municipale de la ville de Saint-Apollinaire

Regards croisés, l'ouverture serait prévue au printemps 2022. Grâce à ce site, Pagot-Savoie devrait créer une quinzaine d'emplois, portant ainsi les effectifs du groupe à quelque trois cents salariés.

Martine CLÉMENT (CLP)

DIJON

Bienvenue à Milan

Milan est né mardi 13 avril, à 10 h 24, à la maternité du CHU de Dijon. Avec ses 3,370 kilos, il fait le bonheur de ses parents Tatiana Lazarevic et Josselin Delaunay, de Dijon. Le couple accueille son premier enfant.

Photo LBP/C. F.



DIJON

Bienvenue à Youssef

Youssef est né jeudi 15 avril, à 23 h 01, à la maternité du CHU de Dijon. Avec ses 3,480 kilos, le petit bonhomme fait le bonheur de ses parents Dalel et Mekki Benchadli, de Dijon, qui accueillent leur quatrième enfant.

Photo LBP/C. F.



DIJON

Bienvenue à Malika

Malika est née samedi 17 avril, à 8 heures, à la maternité du CHU de Dijon. Avec ses 4,900 kilos, elle fait la joie de ses parents Angélique Lioret et Houssein Djerroudi, de Dijon, qui accueillent leur cinquième enfant.

Photo LBP/C. F.

ORIENTATION ET INFORMATIONS - INSCRIPTIONS OUVERTES

VISITE VIRTUELLE*

www.spfgray.net



Lycée des Métiers du Commerce et de l'Accueil
10 quinquies, rue des Casernes
BP 78 - 70103 GRAY Cedex
03.84.65.65.20

LYCÉE PROFESSIONNEL

3^e Prépa-métiers

- CAP ÉQUIPIER POLYVALENT DU COMMERCE
- BAC PRO MÉTIERS DU COMMERCE ET DE LA VENTE
- BAC PRO MÉTIERS DE L'ACCUEIL

SECTION EUROPÉENNE

UFA APPRENTISSAGE

COLLÈGE

- CLASSE BILANQUE ANGLAIS/ ALLEMAND dès la 6^e
- LANGUES PROPOSÉES ANGLAIS, ALLEMAND, ESPAGNOL, LATIN
- Internat/Demi-pension Externat

www.lpp-sainte-marie.fr



Lycée des Métiers des Services
13, rue Victor-Hugo - 70100 GRAY
03.84.64.88.59

FORMATIONS APRÈS LA CLASSE DE 3^e

- ✓ SANTÉ
- ✓ ANIMATION
- ✓ SOCIAL
- ✓ VENTE

APRÈS UNE CLASSE DE 3^e

- CAPa SAPVER SERVICES AUX PERSONNES ET VENTE EN ESPACE RURAL
- BAC PRO SAPAT SERVICES AUX PERSONNES ET AUX TERRITOIRES

Pour chaque filière
Accompagnement personnalisé
Aide à l'orientation tout au long
du parcours de formation



VELARS-SUR-OUICHE

Un budget à l'équilibre sans hausse du taux des taxes

Budget prévisionnel, subventions aux associations et vote du taux des taxes locales étaient à l'ordre du jour du conseil municipal de Velars-sur-Ouche, mardi 13 avril.

■ Budget 2021

À la suite de l'avis favorable de la commission des finances, le 30 mars, et après avoir entendu le rapport de l'adjoint en charge du dossier, mardi 13 avril, le conseil municipal de Velars-sur-Ouche a adopté, dans son ensemble, le budget primitif qui s'équilibre en dépenses comme en recettes avec 1 058 650 € en section de fonctionnement et 727 100 € en investissement pour un budget total d'1 785 750 €.

■ Subventions aux associations

Hervé Pointereau, adjoint aux finances, a précisé le versement des subventions octroyées aux associations. La somme totale sera de 24 580 € pour le budget 2021 (+ 2,4 % par rapport à 2020) avec quatre nouveaux bénéficiaires (L'His-tothèque, Team ASS, La Saint-



Les élus ont eu à voter le budget primitif. Photo d'illustration LBP/J.-L. B.

Hubert chasse et Association Prévention routière). La baisse ou l'augmentation pour les coopératives des écoles élémentaire (de 2 045 en 2020 à 1 700 €) et maternelle (de 1 749 à 1 900 €) sont liées exclusivement au nombre d'élèves. Le CCAS (centre communal d'action sociale) et le Foyer

rural ont reçu la même subvention qu'en 2020, soit 7 000 €.

■ Taxes locales

Hervé Pointereau a rappelé aux membres du conseil municipal qu'à la suite de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, les collectivités n'ont plus à délibé-

rer sur ce taux. Ce dernier, fixé en 2019 par les collectivités et figé depuis, continue de s'appliquer pour les résidences secondaires (rappel du taux : 6,20 %).

Afin de compenser intégralement la perte correspondant au produit de la taxe d'habitation, les communes percevront, dès

ET AUSSI...

À compter du 23 avril, un logement T4 situé 9, Grande Rue, sera attribué. Le loyer mensuel de ce logement a subi une augmentation au 1^{er} janvier. Selon l'indice de référence des loyers (fixé par l'Insee), il est passé de 541,91 à 544,41 €, les charges mensuelles étant évaluées à 85 €.

cette année, la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB). Il revient donc aux communes de délibérer sur la base d'un taux de référence de TFPB égal à la somme du taux communal appliqué par l'assemblée délibérante en 2020 (soit 15,05 %) et du taux départemental de TFPB en 2020 (soit 21 %).

L'adjoint aux finances a proposé de reconduire les taux de référence pour 2021, à savoir, 36,05 % pour le bâti et 35,70 % pour le non-bâti. Une proposition acceptée à l'unanimité par le conseil municipal.

Jean-Luc BRETON (CLP)

CHEVIGNY SAINT SAUVEUR

« Après quarante ans dans l'entreprise, j'ai besoin de prendre du temps pour moi »

Le 9 mars, onze salariés de l'entreprise chevignoise Aéraulique Constructions ont reçu la médaille du travail. Parmi eux, Jean-François Serafin, un des plus anciens employés, est sur le point de partir à la retraite après trente-neuf ans passés dans l'entreprise. Retour sur le parcours d'un cuisinier de formation devenu tôlier.

« Un matin, à 4h35, on m'a montré comment fabriquer de la gaine, et ça dure depuis trente-neuf ans », se souvient Jean-François Serafin, entré sans qualification, le 21 juin 1982, chez Aéraulique Constructions à Chevigny-Saint-Sauveur. « Je sortais de l'armée, j'avais un CAP cuisine, mais je voulais faire autre chose de mes mains. »

D'abord manutentionnaire dans la fabrication de gaines de ventilation pour climatiseurs, celui que ses collègues surnomment « lapin » est ensuite deve-



Jean-François Serafin partira en retraite le 1^{er} octobre. Photo LBP/C. R.

nu tôlier, puis agent de maîtrise avant de finir sa carrière au poste actuel de chef d'atelier. « C'est un métier physique, bruyant, mais également gratifiant, parce qu'on produit de belles pièces. D'ailleurs, un de mes deux fils travaille également ici. Comme moi, il avait besoin de travailler avec ses mains. Notre métier est méconnu, il faut que des jeunes s'y intéressent », dit Jean-François Serafin.

■ Rattrapper le temps perdu

Pour sa retraite, ses projets sont à son image : simples. S'occuper d'Érika, sa petite-fille, ou encore finir de rénover sa maison qu'il reconnaît avoir délaissée lorsqu'il encadrait les jeunes et les seniors du club de foot de Cessey-sur-Tille. « Après quarante ans dans l'entreprise, j'ai besoin de prendre du temps pour moi. Je vais également me remettre au vélo et aller davantage en forêt », annonce le futur retraité. « Nous espé-

DES MÉDAILLES DU TRAVAIL

Le 9 mars, Aéraulique a remis onze médailles du travail à ses salariés, dont six grand or, trois or et deux vermeil. La majorité de ses salariés ont passé la quasi-totalité de leur carrière au sein de cette société, une fierté pour l'entreprise chevignoise. Les récipiendaires : Jean-Louis Arzac, Pascal Cottez, Michel Landriot, Jean-François Serafin, Gilles Simonneau et Dominique Sirot (quarante ans) ; Alain Conxicœur, François Cornemillot et Olivier Fouquart (trente-cinq ans) ; Patrick Valtat et Luc Villard (trente ans).

rons qu'il passera nous voir, comme certains de nos retraités qui continuent de venir depuis quinze ans. D'autant qu'il sait faire de bonnes terrines », sourit Pascal Cottez, son responsable.

Cédric ROYER (CLP)

TALANT

Après du vin blanc et du crémant, du rouge



Les parcelles proposées à la location et à la vente sont des terres plus favorables à du pinot noir. Photo LBP/R. D.

Réuni le 30 mars, le conseil municipal de Talant a voté trois délibérations relatives à la viticulture. Des parcelles communales vont être mises en vente et louées, pour notamment produire du vin rouge, ce qui n'était pas le cas sur les 8 hectares aujourd'hui plantés (blanc et crémant).

■ Quatorze parcelles, favorables à du pinot noir, mises en vente

Dans le secteur des Époutières, une partie des parcelles appartenant à la commune ne sont pas plantées en vignes. Les élus ont décidé de confier à la Safer la vente de quatorze d'entre elles, représentant une surface de 3 hectares, 30 ares et 3 centiares. « C'est une terre qui est plus favorable à du pinot noir. Dans

une logique de diversité, il est important que Talant ait aussi du vin rouge de qualité à proposer », a présenté l'adjoint aux travaux Cyril Gaucher (LR). Le prix de vente a été fixé à 16 500 €.

■ Cinq mises en location

Toujours dans le secteur des Époutières, cinq parcelles, d'une superficie totale de 96 ares et 53 centiares, seront proposées en location en vue d'y planter de la vigne en zone AOP Bourgogne, en privilégiant si possible le pinot noir. La location se fera dans des conditions similaires à d'autres parcelles actuellement louées, à travers un bail emphytéotique de quatre-vingt-quinze ans et une redevance de 100 € pendant sept ans, puis de 7,13 hectolitres de vin à l'hectare de vignes louées.

« On récupérerait 700 litres de vin, ce qui n'est pas si mal », a relevé Cyril Gaucher.

■ Deux parcelles plantées cet hiver

Enfin, au lieu dit La Côte-aux-Ails, « deux parcelles vont être plantées dans quelques mois » par le viticulteur de Marsannay-la-Côte Christophe Bouvier, qui exploite déjà des terrains dans cette zone. Les élus talantais ont donc approuvé les termes de l'avenant au bail à conclure avec Christophe Bouvier.

« Étant donné qu'on augmente la surface de 20 ares pour la porter à 88 ares de chardonnay, le fermage annuel payable au bailleur – la Ville de Talant – doit être ajusté et porté à 898 bouteilles de bourgogne blanc », a résumé Cyril Gaucher.

Rémy DISSOUBRAY

CHENÔVE

Bibliothèque : de nouvelles perturbations

La bibliothèque municipale de Chenôve, dont le site Internet avait été hors service il y a quelques semaines (lire notre article du 13 mars), connaîtra dans quelques jours de nouvelles perturbations. Afin de procéder au changement de son système informatique, elle sera fermée mardi 27 avril toute la journée et mercredi 28 avril, le matin. Cependant, dès mercredi 21 avril, et ce, jusqu'au 28 avril, l'emprunteur se verra contraint de se munir de sa carte de lecteur pour retirer des documents, livres, DVD, CD et magazines. Et, du jeudi 22 au vendredi 30 avril, le portail Internet de la bibliothèque, et donc le compte lecteur de l'emprunteur, seront indisponibles. Enfin, quand tout sera terminé, chaque abonné recevra, par courriel, de nouveaux identifiants de connexion.



La bibliothèque de Chenôve va changer de système informatique. Photo LBP/Jacques ÉLISABETH

RUFFEY-LÈS-ECHIREY

Bientôt deux autres caméras de vidéosurveillance



Comme l'école élémentaire, la maternelle va être placée sous vidéosurveillance. Photo LBP/Stéphane TRANNOY

Rappelant que « l'école élémentaire est déjà placée sous vidéosurveillance », le premier adjoint au maire de Ruffey-lès-Echirey Guy Hervieu a, lors du conseil municipal du 1^{er} avril, dévoilé « le projet d'installation de deux nouvelles caméras pour surveiller l'école maternelle ainsi que la médiathèque ».

Avant de présenter les devis, l'élu a précisé que « la mise en place de ces nouveaux équipements peut bénéficier d'une ai-

de de l'État qui peut se monter à 70 %, en sollicitant le FIPDR (fonds interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation) ». Selon le premier adjoint, le coût du dispositif s'élèverait à près de 8 700 €.

C'est à l'unanimité que le conseil municipal a validé l'opération et son plan de financement. Si les subventions sollicitées sont accordées, il resterait environ 2 600 € à la charge de la commune.

LE CHIFFRE

SAVIGNY-LE-SEC

6 300



Le club de football a bénéficié de 1 500 €.

Photo d'illustration LBP/Stéphane TRANNOY

Lors du conseil municipal du 26 mars, les élus de Savigny-le-Sec ont approuvé 6 300 € de subventions aux associations de la commune : 2 000 € pour le comité des fêtes et cérémonies ; 1 500 € pour le club de football (Entente Football Villages) ; 1 200 € pour le Foyer rural ; 400 € pour les 3A (Astronomes Amateurs Associés) ; 300 € pour Les P'tits Secs (association de parents d'élèves des écoles maternelle et élémentaire) ; 300 € pour l'école élémentaire ; 200 € pour la maternelle ; 200 € pour le Club de l'amitié ; et 200 € pour le Savigny Trail-Club. À cette occasion, le maire Jean-Michel Staiger (SE) a rappelé les principes d'attribution : « L'association doit en faire la demande, elle doit présenter un budget et ses dépenses de l'année précédente ».

GEVREY-CHAMBERTIN

Ils se font voler leurs poules et lapins et les retrouvent mutilés

Le 7 avril, Philippe et Stéphanie Leclerc ont constaté la disparition de huit poules, quatre coqs et quatre lapins, chez eux, en plein centre-ville de Gevrey-Chambertin. Depuis, des voisins ont retrouvé des morceaux de pattes, ou de têtes de leurs animaux. Récit d'une sombre histoire qui interroge.

Regardez, elle a été coupée net, comme avec une guillotine. » Philippe Leclerc, viticulteur à Gevrey-Chambertin, montre, indigné, la tête d'un de ses quatre lapins, retrouvée il y a quelques jours par un voisin. « Il n'y a pas de mot pour décrire ça », ajoute sa compagne Stéphanie, dégoûtée par le sort subi par ses animaux.

« On n'imaginait pas la suite »

Tout commence le mercredi 7 avril. Vers 8 heures, le couple remarque que leurs huit poules de Pékin et quatre coqs, « de races non consommables », ont disparu de la cour de leur propriété, au centre-ville de Gevrey-Chambertin, ainsi que sur un autre terrain situé un peu plus loin. « Quelqu'un a pénétré chez nous vers 6 heures », raconte Stéphanie Leclerc. « On a entendu un petit caquètement de poule, mais pas de quoi nous inquiéter, car ça peut arriver. Ce qui est dingue, c'est que nos chiens n'ont pas aboyé, et qu'aucune des poules n'a pu se sauver, ce qui laisse penser qu'ils s'y sont pris à plusieurs. [...] Sur le coup, on était sous le choc, on pensait qu'on nous avait volé les poules et coqs pour les manger, mais on n'imaginait pas la suite. »

La suite, c'est d'abord le constat, le lendemain, que quatre lapins ont également été volés. « Ils étaient sur notre terrasse, qui est difficilement accessible au premier étage, elle donne sur notre chambre. Ça veut dire qu'ils ont escaladé, et on n'a rien entendu », raconte le couple, très inquiet.



Sandrine et Philippe Leclerc ont perdu leurs huit poules et quatre coqs, ainsi que quatre de leurs lapins, dont une tête coupée (que Philippe Leclerc tient dans la main) a été retrouvée par un voisin. Photo LBP/F. S.

« Ça fait peur ! La prochaine fois, ça peut être nous. Quand on voit ce qui est arrivé à Bernard Tapie récemment... », lance Philippe Leclerc.

Des excréments humains à côté d'une tête de lapin

L'histoire ne s'arrête pas là. Le 8 avril, un voisin retrouve dans son parc une tête de poule, coupée net, avant que le reste du corps

« Tous les jours, on a retrouvé des morceaux, qu'on n'avait pas vus la veille aux mêmes endroits. »

Philippe Leclerc, propriétaire des animaux.

ne soit retrouvé enterré un peu plus loin. « Le 12 avril, c'était la tête de lapin, avec des excréments humains à côté, le lendemain, une pat-

te d'une lapine a été retrouvée chez le domaine Traquet, le 14, une aile de poule découverte sur un rocher », détaille le couple.

« Le 15, c'étaient des plumes blanches avec un œuf, et vendredi, le 16, c'était encore une tête de coq. Tous les jours, on a retrouvé des morceaux, qu'on n'avait pas vus la veille aux mêmes endroits », résume Philippe Leclerc.

Le couple a déposé plainte le 15 avril. Une enquête est en cours. Selon les victimes, « c'est forcément quelqu'un qui connaît les lieux, qui sait que notre alarme est généralement désactivée à 6 heures ». Le couple compte immédiatement « ajouter des alarmes partout ». Les victimes du vol espèrent aussi que « si quelqu'un a vu ou entendu quelque chose de particulier ce jour-là, il se manifeste ». De quoi apporter quelques éléments sur cette sordide affaire.

Fabrice SIRLIN

D'autres cas dans le secteur

La gendarmerie de Gevrey-Chambertin parle « d'actes plutôt isolés », et « n'a pas connaissance d'autres cas de ce genre sur son secteur ». Toutefois, d'autres faits auraient eu lieu ces derniers jours, notamment à Semezanges. « Dans la nuit du 9 au 10 avril, quelqu'un m'a volé trois poules et un coq, et la semaine d'après, dans la nuit du 16 au 17, on a essayé de prendre les trois qui me restaient, seule une a réussi à se sauver. Je

suis sûre que c'est bien un vol, et que ce n'est pas dû à un animal : la porte du poulailler est restée ouverte et on n'a pas retrouvé de plumes », raconte une habitante du village, qui n'a pas déposé plainte. « Ce n'est pas un drame, ça peut arriver, poursuit-elle, mais là, ça me fait quand même mal, car ce sont des poules que j'ai élevées moi-même ». Selon elle, des personnes auraient été aperçues récemment en train de rôder dans le village.

NUITS-SAINT-GEORGES

Festival Sons d'une Nuits d'été : le rendez-vous maintenu en juillet

Le 17 avril, les membres du bureau de l'association Sons d'une Nuits d'Été se sont réunis. S'ils n'ont actuellement aucune certitude sur les conditions sanitaires ou sur le feu vert du ministère de la Culture pour l'organisation des festivals d'été, ils veulent y croire et préparent la 16^e édition de l'événement.

« Alors que de nombreux festivals ont été annulés en France, comme les irrésistibles Gaulois, on s'entête à continuer à travailler pour l'organisation du festival et nous croyons fermement que Sons d'une Nuits d'été fera retentir ses notes musicales à Nuits-Saint-Georges du 6 au 10 juillet », annonce Fabrice Bourry, président de l'association organisatrice. « En début d'année, nous avons dressé une feuille de route et chaque membre du bureau avait une mission, cette réunion avait pour but de faire un point à J-3 mois. »

Il est prévu que cette édition se déroule bien dans le parc du domaine du Clos Frantin, propriété de la maison Albert Bichot. Les artistes programmés en 2020 ont tous oralement confirmé leur venue, les contrats ont été rédigés et retournés aux sociétés de production. Les organisateurs sont dans l'attente des retours signés des ar-



Le bureau de l'association Sons d'une Nuits d'été. Photo LBP/F. B.

tistes. « Point positif du côté des partenaires, le monde de la viticulture et du négoce a répondu favorablement à nos sollicitations et sera à nos côtés », confirme Christian Gouges, membre du bureau.

Une jauge de spectateurs réduite de moitié

Certains que cette 16^e édition sera particulière, les organisateurs ont réfléchi à deux nombreuses hypothèses en s'appuyant sur des canevas de protocole sanitaire en-

visageables. La jauge habituelle de 2 000 spectateurs par concert sera ramenée à la moitié, sur la base du remplissage d'un siège sur deux. Pourront-ils mettre en place une buvette ? La question est posée. Si c'est le cas (et ils l'espèrent fortement), un système de file d'attente sera mis en place afin de respecter les gestes barrières et, à la manière des Saint-Vincent, il faudra acheter son verre et son étui sur place, un verre "collector" souvenir d'un festival « pas comme les autres ». Pour limiter au minimum les ma-

nipulations de papiers, la billetterie sera uniquement accessible à la vente sur le site de la Fnac dont les réservations sont possibles dans les supermarchés locaux. « Nous prendrons la décision définitive vers le 15 mai. Nous avons de bonne raison de penser que notre festival se tiendra bien début juillet. Le gouvernement parle d'une réouverture progressive des lieux culturels à partir de la mi-mai. Notre festival a lieu début juillet et n'a pas la vocation d'accueillir des dizaines de milliers de



« Nous prendrons la décision définitive vers le 15 mai. »

Fabrice Bourry, président de l'association organisatrice

spectateurs, c'est un événement à taille humaine avec un public bon enfant, très respectueux des gestes barrières, et n'avons pas de doute que les locaux viendront nombreux à ce rendez-vous, trop longtemps privés de sorties et de festivités », conclut Fabrice Bourry.

Freddy BEZAULT (CLP)

Web Les informations sur le festival sont accessibles sur le site www.festivalnuits.fr ainsi que sur les pages Facebook et Instagram "Sons d'une Nuits d'été".

LE PROGRAMME



Le Mnozil Brass Band.

Photo Daniela Matejscheck



Thomas Fersen. Photo Laurent Seroussi



Chimène Badi. Photo Alain Boddy



Jethro Tull. Photo Latam Windsor



Marc Lavoine. Photo Satoshi Saikusa

■ **Mardi 6 juillet : Mnozil Brass**
Septet de cuivre autrichien évoluant dans le registre clownesque, Mnozil Brass se moque de la musique en tant qu'art sérieux en jouant aussi bien musicalement que théâtralement avec un répertoire de jazz, de reprises de musiques de films et de standards de la pop (en première partie : Simon Goldin).

■ **Mercredi 7 : Thomas Fersen**
Conteur et mélodiste aux allures de dandy, Thomas Fersen a pris le temps

de bâtir une œuvre originale et personnelle qui occupe une place à part dans la chanson française. Il sera sur scène avec ses grands titres *Le bal des oiseaux*, *La chauve-souris* ou *C'est tout qu'il me reste* (en première partie : Aurélien).

■ **Judi 8 : Chimène Badi**
Révélée au grand public en 2002 grâce à sa voix puissante et son authenticité dans l'émission *Popstars* sur M6, Chimène Badi a depuis enchaîné les dis-

ques d'or, de platine et de diamant avec ses plus grands succès comme *Entre nous*, *Je viens du Sud*, *Le jour d'après* ou *Là-Haut* (en première partie : The Boys Friends).

■ **Vendredi 9 : Jethro Tull**
Chanteur et leader mythique du groupe, Ian Anderson, à la flûte traversière, emmène toujours ce célèbre groupe britannique des années 70-80 avec une nouvelle formation. Jethro Tull, c'est de la pure musique pop qui incorpore

des éléments de musique classique et celtique teintée de rock et de blues (en première partie : Moonrock).

■ **Samedi 10 : Marc Lavoine**
Chanteur, auteur, compositeur et acteur, Marc Lavoine est un artiste complet à la carrière couverte de succès. Coach de *The Voice* sur TF1, il sera à Nuits-Saint-Georges avec ses titres emblématiques *Elle a les yeux revolver*, *Pour une biguine avec toi*, *Le parking des anges...* (en première partie : Cala).

SOCIÉTÉ

Sécurité : un chantier

Effectifs policiers, moyens supplémentaires, lutte contre les stupéfiants. À un an de l'élection présidentielle, Emmanuel Macron a profité d'un déplacement à Montpellier pour développer son arsenal sécuritaire et, déjà, défendre son bilan. Mais au-delà des effets d'annonce, les défis restent immenses.

Après (et pendant) « la guerre contre le virus », la guerre contre la délinquance ? À un an de la présidentielle, et après le pilonnage ce week-end de son bilan sécuritaire par les snipers des Républicains (et potentiels candidats Bertrand et Wauquiez), Emmanuel Macron a endossé l'uniforme du Premier flic de France à la place de Gérard Darmanin, cantonné au rôle de subalterne. Le président a fait le tour des « points chauds » de Montpellier comme ce lieu de « deal » ; il a écouté les plaintes des policiers et des habitants.

Un retour au réel nécessaire qui est venu appuyer sa longue interview parue dimanche dans *Le Figaro*, où il redonne les grandes lignes de son quinquennat sur la sécurité : 10 000 policiers et gendarmes supplémentaires, lutte prioritaire contre le trafic de stupéfiants (« matrice économique de la violence » avec 1 000 points de deal démantelés sur 4 000 répertoriés, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur), mais surtout amplification du combat contre la forte augmentation des violences contre les personnes. Au menu aussi, la création de 62 quartiers de reconquête républicaine.

Sur 62 de ces quartiers, le département de l'Essonne en compte trois, dont la fameuse Grande Bor-

ne à Grigny, et cumule même les sujets en lien avec l'actualité sécuritaire : le procès des jeunes qui ont attaqué les policiers à Viry-Châtillon, la succession de rixes entre adolescents soldées par plusieurs morts ces derniers mois, et le trafic de drogues dans les cités comme en zone semi-rurale. « Le confinement a peut-être créé un effet cocotte-minute », décrit Alexandre Touzet, vice-président LR du conseil départemental de l'Essonne en charge de la sécurité. « Mais on a affaire à un basculement, un nihilisme de la violence, même dans des zones plus tranquilles. »

Déséquilibre police gendarmerie

Sur l'offensive sécuritaire du président Macron, il emploie la métaphore du coureur de fond, « déjà parti en retard, qui tente de le combler, mais qui est dépassé par la situation ». Les effectifs ? Ce terme, il l'a entendu « à toutes les sauces », dit-il, depuis des semaines, notamment après les rixes mortelles. Gérard Darmanin a alors annoncé et promis l'envoi de 100 policiers, l'Essonne n'en a vu qu'une dizaine. « Il nous en faudrait au moins 200 », lance Alexandre Touzet, qui trouve les éléments de diagnostic, tout comme ceux de réponses du président, « bons mais insuffisants ». L'élu retient également un « déséquilibre » entre les renforts réalisés au niveau police (6 214 au niveau national) et gendarmerie (1 706), qui risque de pénaliser les zones rurales.

Alors que les violences intra-familiales ont augmenté durant l'année 2020, les cambriolages et vols de tous ordres ont baissé drastiquement, en raison du télétravail et de l'absence de mobilité des Français. « L'enjeu sera de tout faire pour que

10 000

C'est le nombre de policiers et gendarmes supplémentaires promis par Emmanuel Macron d'ici la fin du quinquennat.

la délinquance ne se remette pas à décoller d'ici quelques mois » pronostique Alexandre Touzet.

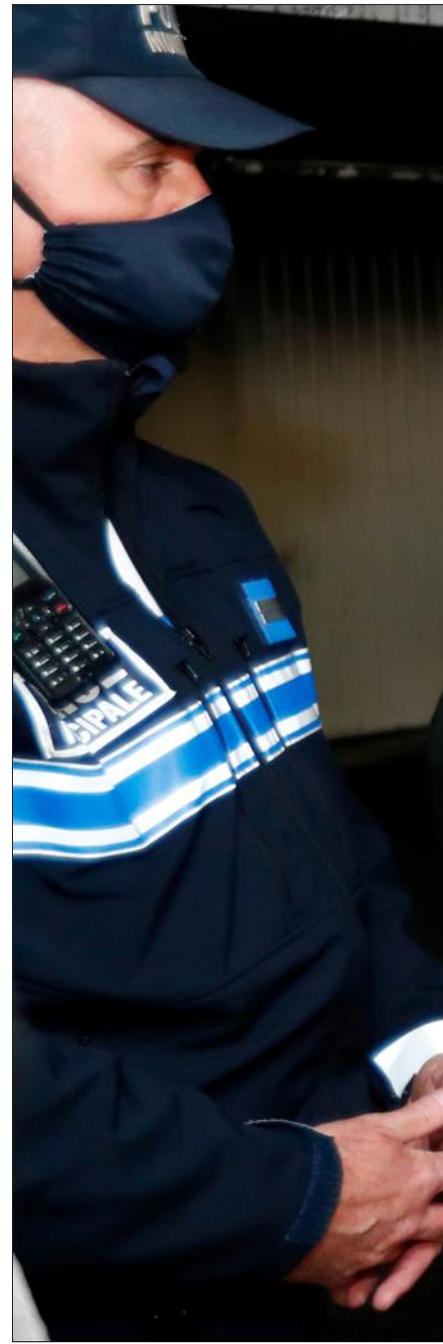
« Ce sera coûteux et long »

La sécurité constituera un enjeu clé de la future élection. Emmanuel Macron promet qu'il tiendra son calendrier, sur les chiffres et sur les moyens. Cette offensive régaliennne suffira-t-elle ? « Aucune vision d'ensemble ne se dégage aujourd'hui pour répondre au fléau de la montée des violences », selon Patrice Bergougnoux, ancien patron de la police nationale qui a signé une tribune dimanche avec les anciens cadres du PS Jean-Christophe Cambadélis et François Rebsamen, dans le *JDD*.

Ce spécialiste estime que ces préoccupations de sécurité valent « aussi bien en ville qu'en milieu rural et que les effets d'annonce ne suffiront pas à répondre aux inquiétudes légitimes des Français ».

Pourra-t-on rattraper le temps perdu, les erreurs stratégiques ? « C'est coûteux et ça prendra du temps », imagine Patrice Bergougnoux, rappelant que la dernière grande loi de modernisation de la police date de 1985, sous François Mitterrand. Il y a 36 ans. Une éternité.

Xavier FRERE



Le président français en déplacement lundi

Macron revient vers le régalienn

« Chaque Français verra plus de « bleu » sur le terrain en 2022 qu'en 2017. Ça rassure les gens, ça dissuade les délinquants. Je me bats pour le droit à la vie paisible. »

Emmanuel Macron dans un entretien au *Figaro*

Emmanuel Macron est intimement convaincu que l'élection présidentielle de 2022 se jouera en partie sur la sécurité et plus largement sur les thèmes régaliens. Les sondages montrent que la sécurité est une attente majeure des Français. À un an tout juste du premier tour de la présidentielle, le chef de l'État s'engage donc fortement sur ce sujet en suivant une règle connue des présidents en campagne. Un : il défend fortement son bilan. Deux : il évoque les contours de ce que seront ses propositions en la matière.

Pour cela, il a d'abord donné un entretien au *Figaro*, quotidien classé à droite, avant un long déplacement sur le terrain, à

Montpellier, notamment dans les quartiers sensibles. Moment très calculé : il n'a pas échappé au président que les sondages marquent une légère érosion en sa défaveur dans l'électorat de droite.

Il soigne sa droite

Or pour l'instant, les principaux rivaux du sortant pour la présidentielle se situent de ce côté de l'échiquier : Marine Le Pen, présidente du Rassemblement national, et Xavier Bertrand, président (ex-LR) de la région Hauts-de-France, soulignent régulièrement les insuffisances supposées des macronistes en matière de sécurité. « Depuis quatre ans, le président de la Ré-

publique n'a jamais compris que son rôle était d'assurer la sécurité des Français », attaque Xavier Bertrand. « Le président du chaos, de la violence partout, tout le temps », moque Marine Le Pen. Et elle a déclaré que les déclarations d'Emmanuel Macron sur la sécurité étaient un « aveu d'impuissance », estimant que les Français avaient une vie plus « pénible » que « paisible ».

Le chef de l'État incarne davantage une politique économique qui correspond aux attentes de l'électorat de droite que la sécurité. Il se recentre sur le régalienn. C'est assumé. Le premier acte de ce virage a eu lieu ce lundi.

Nathalie MAURET

permanent et politique



Emmanuel Macron dans le quartier de la Mosson, à Montpellier Photo by Guillaume HORCAJUELO/AFP

QUESTIONS À

Christophe Rouget Commandant de police, secrétaire général Syndicat des cadres de la sécurité intérieure

« Il faut des réponses rapides et transparentes »

Comment réagissez-vous aux annonces du président de la République ?

« Il est toujours intéressant qu'un chef de l'État se penche sur les questions de sécurité. Au moment où le Beauvau de la sécurité est suspendu en raison de la crise sanitaire, cela correspond toujours aux attentes très fortes de nos concitoyens, mais aussi des policiers. Ce chiffre de 10 000 renforts a déjà été annoncé dans le projet présidentiel du candidat Macron, donc c'est simplement une suite logique. Ce qui a surpris beaucoup de monde, en revanche, c'est la création de cette « école de guerre » : il faudra qu'elle appuie un vrai renforcement des cadres, des hommes de terrain. »



Photo XF

Où est-ce que le bât blesse aujourd'hui au niveau de la sécurité dans l'Hexagone ?

« Il faut une vraie réforme de la police nationale, avec du dialogue social, des moyens budgétaires et beaucoup plus de concret sur les liens entre police et justice. On voit bien que l'insécurité évolue, avec le trafic de stupéfiants devenu un axe majeur du ministère de l'Intérieur. Le profil de ces acteurs est bouleversé : des dealers de rue ont adopté les mêmes méthodes que les barons et les caïds d'avant, avec des assassinats, des enlèvements. Être sur le terrain, c'est bien, mais il faut aussi une réponse plus rapide la justice, avec des moyens d'enquêtes et de procédures. »

D'après vous, la sécurité constituera-t-elle un enjeu majeur de cette dernière année avant l'élection présidentielle ?

« On est effectivement dans un temps politique, avec des échéances locales et présidentielles en vue. La sécurité est un enjeu, et il va falloir des résultats. Concernant les policiers, il y a eu des événements qui ont fait réagir ces derniers temps. On voit que nous sommes attaqués régulièrement. On est dans une période forte, où il faut des réponses rapides et transparentes. Par rapport à ce qu'il avait dit sur les violences policières (sur le média Brut en décembre 2020), le président a affirmé que ce n'était pas une violence « systémique », mais qu'elle était liée à un contexte particulier de successions de manifestations. C'est bien, il a pris de la hauteur sur le sujet. »

Propos recueillis par X.F.

Cannabis : pas de dépénalisation

Le débat sur la dépénalisation aura bien lieu mais on sait déjà ce que le président Macron en pense : du mal. Alors que des députés de tout bord politique travaillent sur des propositions allant vers la dépénalisation et l'encadrement par l'État de la vente du cannabis, le chef de l'État a donné son avis sur le sujet dans un entretien au *Figaro*. « À l'inverse de ceux qui prônent la dépénalisation généralisée, je pense que les stupe ont besoin d'un coup de frein, pas d'un coup de publicité », dit-il.

D'où l'idée du débat sur la consommation de drogue et ses effets délétères. « On se roule un joint dans son salon et à la fin on alimente la plus importante des sources d'insécurité... », déclare le président de la République, qui donne son aval à un débat dont il oriente la teneur.

Ce faisant, il parle encore une fois à l'électorat de droite. Car si la dépénalisation est soutenue par des élus de tous bords, c'est surtout à droite qu'est réclamée une plus grande fermeté envers les drogues dites douces, comme le cannabis. Les écologistes au contraire et d'autres à gauche prônent la légalisation.

N. M.

« À partir du moment où l'on démantèle un point de deal, il y en a un autre, voire deux autres, qui se créent ailleurs. Le réseau devient plus large que ce qu'on pouvait voir par le passé. Avant on avait Marseille point final, maintenant on a le même banditisme à Nîmes et Montpellier. »

Bruno Bartocetti, syndicat SGP-FO

LES INFO EN +

■ Un blessé grave par balles à Montpellier

Un homme a été grièvement blessé par balles lundi matin à Montpellier, pendant la visite d'Emmanuel Macron. Un piéton a été atteint par trois balles, deux à la poitrine et une dans le dos dans le quartier Beaux-Arts, près du centre ancien. Son pronostic vital était engagé lundi soir. Le tireur a pris la fuite et l'arme, dont le type n'a pas été précisé, a été retrouvée sur place. Une enquête a été ouverte pour tentative de meurtre. La police judiciaire a été saisie.

■ Castex en Alsace ce mardi

Après le président, au tour du Premier ministre : Jean Castex doit prolonger ce mardi cette séquence sécuritaire en inaugurant le nouveau centre pénitentiaire de Lutterbach, dans le Haut-Rhin. Accompagné du ministre de la Justice, Eric Dupond-Moretti, il va visiter ce site pilote, l'un des symboles du plan immobilier pénitentiaire. Le Plan prison, lancé en mars 2018, prévoit la création de 15 000 places de prison d'ici à 2027.

Le phasage annoncé était 7 000 places en détention livrées et 8 000 autres lancées d'ici à 2022. Ce plan immobilier prévoyait également la construction de prisons, la création de nouveaux types d'établissements pénitentiaires et de régimes de détention.

ÉPIDÉMIE DE COVID-19

Comment TousAntiCovid devient un pass sanitaire

Conçue pour tracer les cas positifs au coronavirus, l'application TousAntiCovid va intégrer un « carnet ». Un pass sanitaire, pouvant attester que les personnes ont été vaccinées contre le Covid-19, ou qu'elles ont passé un test PCR ou antigénique rapide.

Le gouvernement a préféré le mot de « carnet ». Ce n'est pas officiellement un pass sanitaire, mais c'est tout comme. Depuis lundi, l'application de traçage des malades du Covid-19 TousAntiCovid, téléchargée par près de 14,7 millions de personnes, peut intégrer des données sanitaires relatives aux tests. La vaccination pourra y figurer dès le 29 avril.

Sur l'application ou sur papier

Comment ça marche ? Les résultats de test PCR et antigéniques et les certificats de vaccination sont importés numériquement via un code figurant sur l'attestation papier remise par le centre de vaccination, le médecin, le pharmacien ou encore le laboratoire d'analyses. Ils apparaissent ensuite dans l'application sous la forme d'un code QR sécurisé. Selon Cédric O, secrétaire d'État à la Transition numérique et aux Communications électroniques, ce code « est infalsifiable et offre une rapidité de lecture lors des contrôles ».

Ce pass sanitaire numérique, dont « l'objectif est de faciliter la vie



Ce pass doit permettre la levée progressive des restrictions de déplacements et l'accès à certains lieux, comme les théâtres selon le protocole mis en place en Espagne, ici à San Sebastian... Photo Ander GILLENEA/AFP

des Français », n'est pas obligatoire. Il est toujours possible de présenter des documents au format papier. Question d'égalité pour ceux qui n'ont pas de smartphone. Les personnes ont le choix de charger dans l'application les codes reçus en même temps que les résultats de leurs tests ou que leur certificat de vaccination. À partir de la fin mai, ce certificat vaccinal pourra être téléchargé depuis le site

de l'assurance maladie Ameli et les résultats des tests PCR ou antigéniques des trois derniers mois seront accessibles en ligne sur le site sdep.gouv.fr.

Test pour les déplacements

Le gouvernement débute cette semaine l'expérimentation du pass sanitaire digital pour les déplacements entre la métropole et la Corse ainsi que vers les DOM/TOM,

actuellement soumis à l'obligation de présentation d'un test PCR négatif de moins de 72 heures ou d'un certificat de vaccination. Seules les compagnies Air France et Air Corsica vont tester TousAntiCovid Carnet, dans un premier temps, mais l'exécutif souhaite étendre ensuite la fonctionnalité aux déplacements vers les pays de l'Union européenne.

Le pass sanitaire évoqué depuis

LES CHIFFRES DE L'ÉPIDÉMIE, EN FRANCE AU 19 AVRIL 2021



Tendance sur 24h: ▼ en baisse, ▲ en hausse.
Sources: ministère des Solidarités et de la Santé, Santé publique France. VISACTU

EN BREF DANS LE MONDE

■ Vaccin pour tous aux États-Unis

Tous les citoyens vivant aux États-Unis peuvent se faire vacciner depuis lundi, une étape importante dans l'immense campagne de vaccination en cours dans le pays. Quelque 50,4 % des Américains de plus de 18 ans ont pu bénéficier d'au moins une dose de vaccin, et 32,5 % sont entièrement vaccinés.

■ Tous les adultes auront droit au vaccin en Inde

La vaccination sera ouverte le 1^{er} mai à tous les adultes en Inde, dont les habitants de la capitale New Delhi sont depuis lundi soir confinés une semaine, face à une deuxième vague massive de l'épidémie. Avec 273 810 cas supplémentaires sur 24 heures, l'Inde a enregistré ce même jour un nouveau record. C'est la cinquième journée d'affilée que ce pays d'1,3 milliard d'habitants dépasse les 200 000 nouvelles contaminations – contre 9 000 début février.

■ Grèce : fin de quarantaine pour les Européens

L'aviation civile grecque a annoncé lundi la levée de la quarantaine obligatoire de sept jours en vigueur jusqu'ici en Grèce pour les voyageurs « résidents permanents des pays membres de l'UE, de l'espace Schengen, du Royaume-Uni, des États-Unis, d'Israël,

de Serbie et des Emirats arabes unis ». Cette levée de la quarantaine est appliquée pour les vols concernant les voyageurs qui ont reçu les deux doses du vaccin ou pour ceux qui sont négatifs et disposent d'un test négatif de dépistage de moins de 72 heures.

■ Israël achète des millions de doses de Pfizer

Israël a signé lundi un accord avec le géant pharmaceutique américain Pfizer permettant au pays d'obtenir de nouveau des millions de doses du vaccin. « Cela va nous permettre de continuer à lutter contre le virus jusqu'à la fin 2022 », affirment les autorités. Près de cinq millions d'Israéliens, soit plus de la moitié de la population, ont reçu deux doses de ce vaccin.

■ Covax : soutien financier de Greta Thunberg

La fondation de Greta Thunberg va verser 100 000 euros au système Covax, pour lutter contre « la tragédie qu'est l'inégalité vaccinale » face à la pandémie, dénoncée par la jeune militante écologiste suédoise. La somme qui sera versée à la fondation de l'OMS sera destinée à « acheter des vaccins, dans le cadre de l'effort mondial vers un accès équitable aux vaccins des personnes les plus à risques », a annoncé lundi dans un communiqué l'OMS.

Situation encore fragile sur un « plateau haut »

Un « plateau haut » : au début de la deuxième semaine de vacances unifiées, la situation sur le front épidémique est toujours fragile. Lundi, le nombre de malades du Covid-19 en « soins critiques » (réanimation, soins intensifs et surveillance continue) est repassé au-dessus des 5 900, avec un total de 5 970 personnes présentes dans ces services. Sur le front des hospitalisations, pas de répit non plus avec un nombre total de malades du Covid hospitalisés en hausse : 31 214 patients, contre 30 789 la veille.

Un niveau encore inférieur au pic de la première vague en avril 2020 (7 000), mais tout de même un « plateau haut », mettent en garde les médecins. Et comme les contaminations restent à un niveau élevé, « plus de 30 000 par jour, la France n'est certainement pas dans une situation qui permet d'espérer une embellie proche », estimait l'épidémiologiste Dominique Costagliola lundi sur France Inter. Selon elle, avec la reprise des cours dans les écoles puis les collèges et lycées, il ne faut pas « espérer une baisse massive de la circulation du virus d'ici fin mai ». Et ce alors que le gouvernement espère toujours commencer à desserrer l'étau des restrictions mi-mai, objectif avancé par Emmanuel Macron...

CONSUMMATION

Agriculture bio : le compte n'y est toujours pas

L'agriculture biologique craint d'être un des parents pauvres du volet français de la politique agricole commune (PAC) en cours d'arbitrage au sein du gouvernement. Le secteur reçoit le soutien de plus de 300 élus signataires d'une tribune.

Plus de 300 élus signent une tribune demandant à l'État de soutenir la transition vers une agriculture plus écologique, tout en augmentant la part du bio dans l'alimentation des Français. « L'État doit nous aider à prendre soin de nos concitoyens et de nos territoires », estiment les signataires qui représentent quasiment toutes les sensibilités politiques, du parti Les Républicains à La France insoumise.

Actuellement, le bio ne représente que 9 % des surfaces agricoles, très loin de l'objectif de 15 % annoncé pour 2022 lors des États généraux de l'alimentation. Des efforts importants sont également nécessaires pour augmenter la part de produits bio dans la restauration collective qui stagne à 4,5 %, alors que la loi Egalim promettait de la porter à 20 % dans moins d'un an.

Deux fois plus de soutien en Allemagne

La Fédération nationale d'agriculture biologique (FNAB), à l'initiative de cette tribune, estime que le compte n'y est pas. Les professionnels de la filière s'inquiètent du manque d'ambition du gouvernement au moment où s'engage la dernière ligne droite des discussions sur le volet français de la future politique agricole commune (PAC).

« En Allemagne, l'agriculture bio



Malgré des rayons plus nombreux dans les grandes surfaces, le bio ne représente que 9 % des surfaces agricoles, très loin de l'objectif de 15 % annoncé pour 2022. Photo Julio PELAEZ

est soutenue en moyenne à hauteur de 230 euros par hectare. C'est moitié moins en France », déplore Guillaume Riou, président de la FNAB. « Le gouvernement ne peut pas dire qu'il ne connaît pas l'impact de l'agriculture intensive sur l'eau, les sols, l'air et la santé. »

La FNAB demande que le bio soit l'une des priorités du Plan stratégique national que la France remettra à l'Union européenne d'ici juin mais sans débat préalable au Parlement, contrairement à l'Allemagne.

La Fédération chiffre à 1 milliard d'euros par an l'enveloppe nécessaire pour promouvoir la transition écologique agricole. Soit moins d'un dixième du budget global de la PAC pour la France qui s'élève à 62,4 milliards d'euros pour la période de 2023-2029. « Nos agriculteurs

ont besoin d'être accompagnés sur la transition écologique, c'est un enjeu crucial », affirmait Julien Denormandie en juillet. Le ministre de l'Agriculture promettait alors une PAC à la hauteur des enjeux.

Une pétition #OnVeutLaBioPourTous

La FNAB a lancé une pétition #OnVeutLaBioPourTous et demande au ministre de passer de la parole aux actes. « Une alimentation bonne pour la santé et l'environnement est une des clés pour faire face à la crise sociale et environnementale actuelle », estime Loïc Madeline, secrétaire national de la FNAB en charge de la PAC.

Les arbitrages du gouvernement vont déterminer en partie ce à quoi ressemblera l'agriculture française

Sa consommation a stagné en 2020

L'appel à faire plus pour développer l'agriculture biologique en France arrive alors que le marché du « bio » a stagné pour la première fois en 2020. Il s'est stabilisé à 5,6 % du budget alimentaire des Français, après des années d'augmentations régulières, selon une étude Kantar auprès de 20 000 consommateurs publiée la semaine dernière. Le budget moyen consacré au « bio » a progressé de 20 euros par rapport à 2019 pour atteindre 239 euros par ménage mais c'est une hausse en trompe-l'œil dans un contexte de fort recul de la restauration hors domicile.

à la fin de la décennie. « La PAC ne doit pas être l'occasion ratée d'une vraie transition agricole écologique », martèle la FNAB.

Les agriculteurs sont toutefois très divisés sur ces questions d'avenir. La FNSEA ne cache pas son hostilité envers les « écorégimes », ces aides de la PAC qui seraient conditionnées au respect de normes environnementales.

Créée initialement pour garantir la sécurité alimentaire et le revenu des agriculteurs, la PAC devient aussi désormais un outil pour protéger la santé et l'environnement. Le « Pacte vert » européen conduit à un changement de cap pour l'agriculture. À quel rythme ? C'est une des questions que doit trancher le gouvernement dans les semaines qui viennent.

L. C.

EN BREF DANS LE MONDE

RUSSIE Navalny hospitalisé

La Russie a fait hospitaliser lundi l'opposant en grève de la faim Alexeï Navalny. Le militant anti-corruption, qui a cessé de s'alimenter il y a trois semaines, a été transféré dans une unité carcérale hospitalière située dans la même région que le camp où il est emprisonné depuis début mars.

« L'état de santé de A. Navalny est jugé satisfaisant », ont assuré les services pénitentiaires, ajoutant qu'il a accepté de prendre « une thérapie vitaminée ». Pendant le week-end, ses proches avaient indiqué qu'il risquait la mort à chaque instant.

RWANDA « Responsabilité » de la France dans le génocide

Un rapport rwandais publié lundi par un cabinet d'avocats américain pointe la « lourde responsabilité » de la France dans le génocide rwandais. Cette enquête, commandée par le Rwanda en 2017, estime par ailleurs que la France savait qu'un génocide se préparait mais a continué à apporter « un soutien indéfectible » au régime du président hutu Juvénal Habyarimana. Le rapport n'a pas pu établir de preuves quant à la participation de responsables ou du personnel français aux tueries, entre avril et juillet 1994.

« Un espace politique nouveau » est ouvert pour « se projeter vers un avenir commun », a réagi Paris.

TCHAD Coup de filet anti-rebelles

L'armée tchadienne a affirmé lundi avoir tué plus de 300 rebelles qui mènent une incursion depuis huit jours dans le nord du pays. La situation est sous contrôle, selon le régime de l'indéboulonnable Idriss Déby Itno. Le Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT) a lancé une offensive depuis ses bases arrières en Libye le 11 avril, jour de l'élection présidentielle au Tchad. La Commission nationale électorale indépendante continue d'égrener les résultats partiels du scrutin que le président sortant est assuré de remporter, après avoir écarté, légalement ou par l'intimidation, les rares ténors d'une opposition désunie.

ÉTATS-UNIS Procès Floyd : il a supplié jusqu'à sa mort

George Floyd « a appelé à l'aide dans son dernier souffle » avant de mourir sous le genou de Derek Chauvin, a affirmé lundi au jury le procureur Steve Schleicher dans son réquisitoire contre le policier accusé d'avoir tué le quadragénaire afro-américain le 25 mai 2020 à Minneapolis. « Tout ce qu'il fallait, c'était un peu de compassion, et personne n'en a montré ce jour-là », a ajouté l'accusation. Le policier blanc de 45 ans est jugé pour meurtre.

QUESTIONS À

Marie Fauvet Maire sans étiquette de Cluny en Saône-et-Loire

« S'il est moins aidé, il peine à se développer »

Sur les questions d'agriculture et d'alimentation, rien n'est possible pour les collectivités locales sans une impulsion forte de l'État ?

« L'État n'est pas le seul, tout le monde à son niveau doit s'en emparer. Nous, on a pris le problème localement à travers un Projet alimentaire territorial qui est un outil diffusé par l'État et qui permet de regrouper sur un territoire tous les acteurs de la chaîne alimentaire : producteurs, transformateurs, restaurants collectifs et élus. Chacun à son niveau peut donc agir mais la question des choix d'orientations budgétaires est centrale. Met-on par exemple assez pour le bio dans le plan de relance ? »

La tribune que vous signez estime qu'il faut

1 milliard d'euros par an dans la prochaine PAC pour développer le bio, sans cet argent rien ne bougera ?

« Il est aujourd'hui essentiel d'aider à la consommation en agriculture bio. Et il faudrait aussi que les consommateurs et les élus qui achètent aient conscience du vrai prix des aliments. Le coût de revient des productions est largement distordu par les aides. Si le bio est moins aidé, il peine à se développer. »

Où en êtes-vous du bio dans les cantines scolaires de Cluny ?

« Nous sommes pour le moment sur un modèle de délégation de service public à une société de restauration collective. Mais notre projet c'est de

reprandre tout en régie directe pour être

maître de nos approvisionnements. Car les sociétés privées ont beau dire qu'elles respectent la loi Egalim notre pouvoir de vérification n'est pas évident. Est-ce que le bio servi ne vient pas de l'autre bout de la planète ? En reprenant la main, l'idée est d'embaucher un cuisinier. Localement, nous sommes bien fournis en maraîchers et en production carnée bio, mais on n'est pas autosuffisant en fruits. L'un des enjeux est donc d'aider à s'installer des arboriculteurs tout en prenant en compte le dérèglement climatique, en anticipant sur des variétés qui pourraient mieux y résister. »

Propos recueillis par Benoît MONTAGGIONI



Photo JSL/Adrien WAGNON

FAIT DIVERS

Mia : la maman en prison, la fillette avec sa grand-mère

La mère de Mia et le Français Roméo ont été placés sous « écrou extraditionnel » à la prison du canton de Vaud. La justice suisse doit maintenant statuer sur la demande d'extradition. Le transfert pourrait intervenir d'ici une quinzaine de jours.

Lola Montemaggi est incarcérée depuis lundi à la prison du canton de Vaud. La maman de la petite Mia, 8 ans, enlevée mardi dernier aux Poulières (Vosges), a été placée sous « écrou extraditionnel ». Le Français nommé « Roméo » a également été incarcéré dans cette prison, selon François Pérain, le procureur de la République de Nancy. Il est soupçonné d'avoir accueilli les auteurs de l'enlèvement ainsi que la mère de l'enfant, après leur passage, à pied, en Suisse. Il est soupçonné de les avoir conduits dans un hôtel du canton de Fribourg.

De son côté, Mia a été reconduite auprès de sa grand-mère en un lieu tenu secret pour éviter tout débordement médiatique.



L'usine désaffectée en Suisse, à Sainte-Croix, où Mia et sa mère ont été retrouvées dimanche. Photo ER/Bertrand JOLIOT

La justice helvète doit prochainement statuer sur la demande de mandat d'extradition présentée par l'État français. Les rouages de la procédure pourraient se traduire par une attente de plusieurs semaines, avant que Lola Montemaggi ne soit transférée en France, où elle sera entendue par le juge d'instruction en charge de l'affaire. « Près de deux semaines sans doute », a estimé François Pérain. La maman de

Mia et le ressortissant français Roméo peuvent s'opposer à cette extradition, ce qui aurait pour effet d'allonger les recours judiciaires et, ainsi, retarder leur transfert en France, où ils seront reçus par le juge d'instruction en charge du dossier.

Au total, cinq personnes ont été interpellées en France dans cette affaire, dont quatre ont été écrouées.

Antoine PETRY

Un gourou français en Malaisie recherché

Un mandat d'arrêt international a été lancé dimanche contre Rémy Daillet-Wiedemann, figure de la sphère complotiste et conspirationniste, réfugié en Malaisie. Le quinquagénaire, fils d'un ancien député UDF, est soupçonné d'avoir influencé les ravisseurs de la fillette. Ex-président du MoDem de Haute-Garonne exclu du parti de François Bayrou en 2010, il aurait financé l'opération via un compte offshore à l'étranger, à hauteur de 3000 euros, selon l'un des suspects actuellement en garde à vue dans l'affaire du rapt. Il aurait ensuite laissé les rênes à un homme surnommé Bouga pour monter l'opération commando pour enlever la petite Mia. Rémy Daillet-Wiedemann aurait été contacté directement via Internet par Lola Montemaggi pour lui venir en aide.

EN BREF

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Nouvelle baisse de la mortalité en mars
Le nombre de personnes tuées sur les routes de France métropolitaine en mars a connu une baisse de 28 % par rapport à mars 2019, nouvelle année de référence, avec 183 décès. Cette baisse de la mortalité s'explique en grande partie par le couvre-feu, la limitation des 10 km ainsi que l'incitation au télétravail, explique la sécurité routière.

JUSTICE

Policiers agressés : trois mineurs condamnés
Trois mineurs, qui comparaissaient dans l'affaire des policiers agressés au Nouvel an 2018 à Champigny-sur-Marne, ont été condamnés à des peines d'emprisonnement ferme. Jugés vendredi pour violences aggravées sur une fonctionnaire de police, deux d'entre eux ont été condamnés à deux ans de prison dont un an avec sursis et le troisième à 18 mois de prison dont 15 mois avec sursis. Un quatrième jeune devra effectuer 70 heures de travail d'intérêt général pour avoir diffusé la vidéo de la scène de violence sur les réseaux sociaux. Lors du Nouvel an de 2018, deux policiers, âgé de 25 et 48 ans, intervenant dans une fête de réveillon qui dégénérait à Champigny-sur-Marne avaient été frappés.

We turn data into ta-da!

Les données sont une ressource exceptionnelle et encore sous-exploitée. Nous avons la conviction que la puissance des données permet d'imaginer les innovations les plus révolutionnaires et les plus inattendues.

Vous êtes enthousiastes ? Nous aussi !

Créateurs de solutions, architectes du réseau, experts en sécurité, conseillers du digital... nous mettons le potentiel des données au service de la créativité des femmes et des hommes.

Nous sommes aux côtés des entreprises, partout dans le monde, pour transformer leurs métiers, repenser leurs services et créer un impact positif. Avec elles, nous imaginons un futur épatant.

We turn data into ta-da!

orange Business Services

orange-business.com

L'IMAGE



Photo Oli SCARFF/AFP

Le chien de berger anglais célébré par les Beatles menacé d'extinction au Royaume-Uni

Le chien de berger anglais ancestral, ou Bobtail, reconnaissable à son abondante toison blanche et grise et célébré dans une chanson des Beatles, va-t-il disparaître ? The Kennel Club, principale association cynologique britannique, a prévenu que la race était menacée d'extinction au Royaume-Uni, « en raison d'un fort déclin de popularité ». Seuls 227 petits Bobtails ont été enregistrés en 2020, au plus bas depuis soixante ans, son heure de gloire. Les Beatles lui avaient consacré une chanson en 1968, *Martha My Dear*, écrite par Paul McCartney pour sa chienne à la toison bicolore.

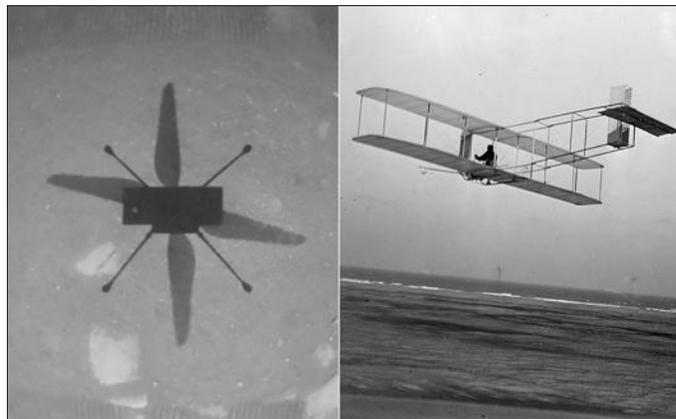
TECHNOLOGIE

Ingenuity a volé sur Mars !

C'est historique : Ingenuity, l'hélicoptère de la Nasa, a effectué un court vol sur Mars. L'engin a fait du surplace à environ trois mètres d'altitude puis s'est posé sur la surface de la planète rouge.

Mission réussie pour Ingenuity ! L'hélicoptère de la Nasa a effectué un court vol historique sur Mars. Une courte vidéo du vol, prise par le rover Perseverance à bord duquel Ingenuity est arrivé sur la planète rouge avant de se décrocher, a été diffusée dans la foulée de l'annonce. On y voit l'engin faire du surplace à environ trois mètres d'altitude pendant 39 secondes puis se poser sur la surface de Mars.

« Les données altimétriques confirment qu'Ingenuity a effectué le premier vol d'un engin motorisé sur une autre planète », a affirmé un ingénieur du Jet Propulsion Laboratory de la Nasa, sous les applaudissements et les cris de joie dans la salle de contrôle. L'hélicoptère a lui-même envoyé une photo en noir et blanc, montrant son ombre sur la planète rouge. « Nous pouvons maintenant dire que des humains ont fait voler un engin motorisé sur une autre planète ! »,



À gauche, une photo en noir et blanc, montrant son ombre sur la planète rouge, envoyée par Ingenuity. À droite, une photo du premier vol d'un engin motorisé sur Terre, en 1903. Photo AFP

s'est enthousiasmée MiMi Aung, cheffe de projet de l'hélicoptère.

Un véritable défi

Mardi, au lendemain du vol, une fois ses batteries rechargées, l'hélicoptère doit transmettre une photo en couleur de l'horizon, prise par son autre appareil photo.

L'opération était un véritable défi, car l'air martien est d'une densité équivalente à seulement 1 % de celle de l'atmosphère terrestre. Or, c'est en poussant l'air en tournant que les hélices peuvent soulever du poids. Même si la gravité y est

moins que sur Terre, les équipes de la Nasa ont dû développer un engin ultraléger dont les pales tournent bien plus vite qu'un hélicoptère standard, pour réussir. Avec ses quatre pieds et deux pales superposées (1,2 m de long), il ressemble davantage à un gros drone.

L'opération est l'équivalent sur Mars du premier vol d'un engin motorisé sur Terre, en 1903, par les frères Wright. Un morceau de tissu de cet aéronef ayant décollé il y a plus d'un siècle en Caroline du Nord aux États-Unis a même été placé à bord d'Ingenuity.

MÉDIAS

Darius Rochebin de retour sur LCI lundi

Le journaliste helvétique Darius Rochebin, mis hors de cause vendredi dans une enquête sur un scandale de harcèlement en Suisse, va reprendre son émission sur LCI lundi prochain. Le présentateur retrouvera donc dans une semaine « Le 20 h de Darius Rochebin », rendez-vous lancé à la rentrée, dans lequel il interviewe chaque jour une grande personnalité. Il s'en était retiré fin octobre après avoir été mis en cause dans une enquête du quotidien helvète *Le Temps*. Le quotidien de référence en Suisse avait décrit par le menu des faits supposés de harcèlement et des « comportements déplacés » au sein de la RTS commis par plusieurs hauts responsables.

CINÉMA

Festival de Cannes : le film *Annette* sera diffusé en ouverture

Le Festival de Cannes, dont la cérémonie d'ouverture est prévue le 6 juillet, a annoncé lundi qu'*Annette*, de Leos Carax avec Marion Cotillard et Adam Driver, sera le film d'ouverture de la 74^e édition du plus célèbre des festivals. « Chaque film de Leos Carax est un événement. Et celui-ci tient toutes ses promesses », a expliqué le président de l'événement, Thierry Frémaux. En 2012, le réalisateur Leos Carax avait présenté son film, *Holy Motors*, sur la Croisette.

ESPACE

Thomas Pesquet s'attend à un séjour « plus difficile » dans l'ISS

L'astronaute français Thomas Pesquet, qui décollera jeudi (à 12 h 11 heure française) de Floride pour rejoindre la Station spatiale internationale, a expliqué lundi s'attendre à un séjour « plus difficile » que le premier, il y a cinq ans. « Je pense que le deuxième séjour est plus difficile. Physiquement peut-être pas, parce que j'ai l'impression d'être dans la meilleure forme de ma vie en ce moment [...], par contre mentalement, c'est plus difficile », a-t-il expliqué à l'occasion d'une conférence de presse. Le Toulousain de 43 ans a précisé que « tout l'équipage est vacciné contre le Covid-19 » pour éviter « une catastrophe ».

BASKET/COUPE DE FRANCE

« Un vrai engouement »



Après 17 ans de présidence, Michel Renault (à d.) a passé la main à Thierry Degorce (à g.) en 2015 Photo archives LBP/Philippe BRUCHOT

Sous la présidence de Michel Renault, entre 1998 et 2015, la JDA a remporté ses premiers trophées, dont la Coupe de France 2006. À quelques jours d'une nouvelle finale, samedi contre l'Asvel, l'ancien dirigeant emblématique du club dijonnais se souvient.

S'il a passé la main à Thierry Degorce à la tête du club, fin mai 2015, Michel Renault continue de travailler « encore un peu » au sein de son cabinet d'architecture. « J'étais sur un chantier à Chalon », glisse le septuagénaire au bout du téléphone. Et d'annoncer dans la foulée : « Et je prends toujours des nouvelles de la JDA qui a encore une belle équipe cette année. »

Sous sa présidence, la Jeanne a remporté la Semaine des As en 2004, puis la Coupe de France en 2006. Il y a quinze ans. « C'était quand même une épopée extraordinaire », se souvient-il. « En quarts de finale, on avait affronté Gravelines, une très forte équipe à l'époque. À la sortie du vestiaire, Hervé Beddeleem (*alors président du BCM*) m'avait dit : "Michel, tu ne vas pas pleurer

si tu es éliminé ?" et à la fin, c'est lui qui pleurait (*rires*). Ensuite, on a battu Pau et il y a eu cette finale contre Orléans. Il y avait un vrai engouement. »

Une petite fête dès le retour à Dijon

Les deux équipes avaient ainsi mobilisé leurs supporters, près de 1 200 Dijonnais ralliant la capitale. « On avait réservé un TGV, il était plein. Il aurait presque fallu en réserver deux ! », se rappelle Michel Renault. « Mais on avait de vrais purs et durs qui nous suivaient, et beaucoup sont également montés en voiture à Pa-

“ On avait réservé un TGV, il était plein. Mais il aurait presque fallu en réserver deux ! ”

Michel Renault

ris. » Bien que tendue, la finale a souri aux Dijonnais face à Orléans, pensionnaire de Pro B (66-58). « On était favori, on n'a pas très très bien joué, mais on était quand même assez sérieux. On avait de bons joueurs comme Sciarra, Vato... et un bon entraîneur (*Jacques Monclar*). À la fin, c'était l'euphorie. »

S'en est suivie une petite fête

improvisée au palais des Sports, au beau milieu de la nuit. « Des supporters avaient tout préparé. C'était normalement un lieu de sport et non de débauche, mais il y a des exceptions », plaisante-t-il.

Puis les traditionnelles réceptions par les collectivités pour mettre en valeur leur performance avaient suivi. « Ils nous avaient donné une petite prime qu'on a distribuée aux joueurs, ils le méritaient, comme en 2004. »

Un parcours dont il est fier. « Quand j'ai pris le club en 1998, il avait du mal à exister. On a fait le nécessaire pendant toutes ces années pour mettre la JDA sur les bons rails. » Et elle continue de l'être.

Samedi, Michel Renault suivra attentivement la nouvelle finale disputée par les Dijonnais, un an après avoir remporté la Leaders Cup, déjà contre Villeurbanne. « Je serai devant ma télé, bien sûr ! », conclut-il.

Aurélien MEAZZA

Pas la même chose sans public

Contrairement aux aventures qu'il a connues, il n'y aura pas de public, pour assister au match entre Dijon et l'Asvel, samedi (19 heures) à l'Accor Arena de Paris-Bercy. En raison de la crise sanitaire. « Une finale de Coupe sans spectateurs, c'est incroyable ! », lance Michel Renault. « Tu joues comme à l'entraînement... Heureusement qu'on a une belle équipe qui occupe les premiers rôles. Mais si tu es en difficulté, tu ne peux pas compter sur l'appui du public. » Il sait néanmoins l'importance qu'accorderont les joueurs à ce rendez-vous. « Même si ce sont des pros, ils ont envie de relever le challenge, de connaître l'euphorie de la victoire. Quand ils changent de club, les titres qu'ils ont gagné restent sur leur palmarès et ils se souviennent d'y avoir participé. »

BASKET/ÉLITE

Un Nanterre avant le dessert

Dans quatre jours, la JDA Dijon ira défier l'Asvel en finale de Coupe de France à l'Accor Arena de Paris. Avant cela, les Côte-d'Oriens devront déjà se défaire d'un Nanterre englué dans les profondeurs du classement.

JDA DIJON - NANTERRE 92

20 heures, palais des Sports

Les Dijonnais l'assurent en chœur : non, leurs esprits ne sont pas déjà tournés vers la finale de la Coupe de France face à l'Asvel, mais sont obnubilés par la réception de Nanterre ce mardi au palais des Sports (20 heures).

Bien sûr, leur sincérité ne fait aucun doute, même si l'échéance parisienne de samedi doit bien évidemment déjà être dans un coin de leur tête. Pour tout sportif de haut niveau, la quête d'un titre étant l'objectif ultime.

« Une finale, c'est spécial, mais on est d'abord concentré sur le championnat », promet l'intérieur de la JDA, Hans Vanwijn. « On aura le temps de penser à samedi après. On est seulement focalisé sur Nanterre et je n'ai pas de doute sur la concentration de mes joueurs », lance l'entraîneur de la Jeanne, Laurent Legname.

Le poison Marcquise Reed

Pour le technicien, pas question de galvauder la réception des hommes de Pascal Donnadiou. D'autant que les Franciliens sont de sérieux clients, malgré leur 15^e place. « Il ne faut pas se fier au classement », coupe Laurent Legname. « Ils ont gagné contre Chalons (97-84) au



Gerald Robinson (à g.) et la JDA Dijon doivent se méfier de Nanterriens qui semblent sur la pente ascendante. Photo LBP/Christophe MEYER

terme d'un bon match. Juste avant, ils auraient dû l'emporter à Strasbourg (86-81), qui est l'une des meilleures équipes du championnat. Depuis deux matches, ils vont beaucoup mieux et on connaît leurs caractéristiques », prévient le Varois.

« Ils sont performants et dangereux, avec une capacité offensive à tous les postes, capables d'amener du trois points, de la percussion, avec un très bon jeu de passe. Ça sera loin d'être un

match facile. » La JDA devra notamment tenter de contenir Marcquise Reed, auteur de 32 points contre Chalons samedi (10/19 aux tirs dont 4/6 à trois points).

L'arrière américain de Nanterre - meilleur intercepteur de l'Élite (3,1) - avait déjà martyrisé les Dijonnais avec Roanne la saison passée, avec respectivement 25 et 29 unités compilées contre les Côte-d'Oriens. Mais aussi le meneur US champion

de France avec Nanterre, Chris Warren, le All Star international tricolore Isaïa Cordinier ou encore le poste 4 Tyler Stone, passé par Cantù et Brindisi en Italie. Sans oublier le Beaunois Damien Bouquet, certes dans la rotation, mais qui peut apporter sa pierre à l'édifice. De quoi en tout cas offrir une très solide opposition à une JDA qui a encore l'occasion de poursuivre son sans-faute à la maison.

Louis QUESNOT

ÉCHO

Holston préservé lundi

Ce lundi, le meneur de jeu de la JDA Dijon, David Holston, a été préservé par le staff dijonnais. « Il a une petite gêne aux adducteurs, on n'a pas pris de risque », informe Laurent Legname, l'Américain devant pouvoir tenir sa place contre Nanterre.

Hans Vanwijn vite opérationnel

Touché au péroné au mois de mars, l'intérieur de la JDA Dijon, Hans Vanwijn, a effectué son retour à la compétition le 10 avril dernier lors de la réception de Boulazac (86-77). Si Laurent Legname avait prévu de lui accorder dix minutes de jeu, le technicien a dû se résoudre à écourter la présence du Belge sur le parquet (4), l'ancien d'Anvers ne trouvant aucun rythme (2 points). Quatre jours plus tard, à Limoges, Hans Vanwijn s'est remis d'aplomb (17 points). « C'est comme si je n'avais jamais été blessé. Pendant mes quatre semaines d'absence, j'ai bien travaillé et j'ai trouvé du rythme », se réjouit-il.



Hans Vanwijn a repris contre Boulazac. Photo LBP/Ch. MEYER

Elite

Le Portel - Boulazac.....	mar.	18h00
Le Mans - Chalons.....	mar.	18h00
Gravelines - Orléans.....	mar.	18h00
Asvel - Pau/Orthez.....	mar.	19h00
Roanne - Châlons/Reims.....	mar.	19h00
Boulogne/Levallois - Monaco.....	mar.	19h00
Bourg - Cholet.....	mar.	20h00
Limoges - Strasbourg.....	mar.	20h00
JDA Dijon - Nanterre.....	mar.	20h00

	Pet	J	G	P	p.	c.
1 Monaco.....	87,5	16	14	2	1347	1189
2 JDA Dijon.....	78,9	19	15	4	1541	1399
3 Strasbourg.....	70,6	17	12	5	1416	1359
4 Asvel.....	66,7	15	10	5	1335	1187
5 Boulogne/Levallois.....	65,0	20	13	7	1599	1478
6 Le Mans.....	64,7	17	11	6	1483	1413
7 Bourg.....	63,2	19	12	7	1643	1545
8 Limoges.....	50,0	18	9	9	1337	1421
9 Le Portel.....	42,1	19	8	11	1404	1570
10 Gravelines.....	42,1	19	8	11	1463	1538
11 Roanne.....	42,1	19	8	11	1506	1551
12 Orléans.....	41,2	17	7	10	1471	1416
13 Châlons/Reims.....	38,9	18	7	11	1466	1560
14 Chalons.....	36,8	19	7	12	1508	1586
15 Nanterre.....	35,3	17	6	11	1405	1401
16 Cholet.....	33,3	18	6	12	1403	1414
17 Pau/Orthez.....	30,0	20	6	14	1589	1725
18 Boulazac.....	17,6	17	3	14	1228	1392

Prochains matches : - vendredi 23 avril : Boulazac-Cholet, Boulogne/Levallois-Le Mans, Orléans-Nanterre, Strasbourg-Monaco.

JDA Dijon	Elite 31e journée	Nanterre 92
Ce mardi, 20 heures, palais des Sports (huis clos)		
83 Julien (1,84 m, FRA, cap.)	0 Reed (1,90 m, E-U)	11 Kaba (2,08 m, FRA)
22 Chassang (2,03 m, FRA)	69 Warren (1,78 m, E-U)	33 Stone (2,03 m, E-U)
11 Holston (1,67 m, E-U)	10 Cordinier (1,96 m, FRA, cap.)	
9 Vanwijn (2,05 m, BEL)		
3 Simon (2,01 m, E-U)		
Arbitres : MM. Difallah, Bissuel, Foucault		
Entr. : Laurent Legname		Entr. : Pascal Donnadiou
2. Johnson (1,96 m, E-U)	4. Robinson (1,85 m, E-U)	8. Hyenne (1,94 m, FRA)
6. Ducoté (1,93 m, FRA)	10. Alingué (2,01 m, FRA)	21. Loum (2,08 m, FRA)
24. Galliou (2,03 m, FRA)	1. Berhanemeskel (1,88 m, ERY)	3. Fortas (1,90 m, FRA)
7. Fevrier (2,04 m, FRA)	8. Bouquet (1,96 m, FRA)	14. Conklin (2,01 m, E-U)
32. Wembayana (2,19 m, FRA)	44. Rebic (1,88 m, SRB)	

FOOTBALL/DIVISION 1 FÉMININE

Un goût d'inachevé pour ce DFCO

Ce week-end, le DFCO a laissé échapper des points précieux à Reims (défaite 2-1) dans l'optique d'une place dans la première partie du classement. Surtout, les Dijonnaises sont reparties avec des regrets dans ce duel entre adversaires du même calibre.

Le maintien est désormais officiel. Malgré la défaite à Reims, le DFCO est assuré de vivre une quatrième saison de rang dans l'élite. Pas vraiment une surprise tant l'écart avec le bas du classement était conséquent.

Et pas de quoi redonner le sourire à Yannick Chandioix et son staff qui ont trois semaines pour ruminer cette défaite dans la Marne. La 7^e cette saison loin des Pousots.

« Notre parcours à domicile est très bon, mais notre plan comptable à l'extérieur n'est pas suffisant si on veut finir dans le top 5 », regrette l'entraîneur dijonnais, son équipe n'ayant pris que 7 unités en déplacement (victoires à Guingamp et au Havre, nul à Montpellier).

Plus d'occasions que Reims

Et malgré ces données chiffrées, les Dijonnaises restent toujours dans le coup pour basculer dans la première partie du classement. Mais n'ont plus leur destin entre leurs mains pour confirmer les progrès vus cette saison.



Desire Oparanozie aurait pu bénéficier d'un penalty à la demi-heure de jeu. Photo archives LBP/Vincent POYER

De quoi laisser apparaître quelques futurs regrets ? « Il est clair qu'il faudra absolument battre le Paris FC et Guingamp à la maison et ça ne sera peut-être pas suffisant », souligne Yannick Chandioix.

Un technicien frustré par rapport au scénario à Reims, son équipe s'étant procuré plus d'occasions que son adversaire, concurrent direct au classement. « Sur le con-

tenu, on était meilleur, mais on a eu beaucoup de déchet devant le but. En foot, le premier objectif est de se créer des occasions, ce qu'on a su faire, mais on n'a pas su les concrétiser. »

Son équipe aurait également pu bénéficier d'un penalty en première période pour une faute sur Desire Oparanozie. « Je n'ai pas l'habitude de parler sur l'arbitrage. On a tendance à dire

que les décisions s'équilibrent sur une saison, mais là, je pense qu'il y a un petit déséquilibre », regrette Yannick Chandioix, pensant notamment au déplacement à Issy où ses joueuses auraient pu bénéficier de deux fautes dans la surface. Et donc peut-être de quelques unités supplémentaires dans un classement qui reste serré dans ce sprint final désormais lancé.

Rémi CHEVROT

Division 1 féminine

	Pts	J	G	N	P	p.	c.	Dif.
1 Paris S-G.....	49	17	16	1	0	71	2	69
2 Lyon.....	45	16	15	0	1	55	5	50
3 Bordeaux.....	41	19	13	2	4	47	18	29
4 Guingamp.....	27	18	8	3	7	24	23	1
5 Montpellier.....	27	19	8	3	8	25	31	-6
6 Reims.....	26	19	8	2	9	32	37	-5
7 Paris FC.....	25	16	7	4	5	28	25	3
8 Dijon.....	23	19	7	2	10	22	32	-10
9 FC Fleury 91...	22	18	6	4	8	15	30	-15
10 Soyaux.....	11	19	3	2	14	10	44	-34
11 GPSO 92 Issy...	10	18	3	1	14	9	64	-55
12 Le Havre.....	5	18	1	2	15	12	39	-27

Prochaine journée. - Samedi 08 mai : GPSO 92 Issy - Lyon, Montpellier - Bordeaux, Guingamp - Reims, Dijon - Paris FC, Soyaux - FC Fleury 91, Le Havre - Paris S-G.

CYCLISME

Remondet en mode VTT

Après plusieurs belles sorties sur route sous le maillot de l'AC Bisontine, et notamment une 13^e place lors du relevé GP'Échappée à Martigny (Suisse) - « Cela s'est couru de façon un peu plus linéaire qu'en France, et il y avait une montée qui me convenait bien », le pilote du Team Sunn Offroad a retrouvé les joies du VTT. Après une première compétition dans la Creuse en début de saison, il participait dimanche à une Coupe de Catalogne (C1), parmi plus de 200 engagés.

Une grosse remontée

Depuis le fond de la grille - n'ayant pas de points UCI -, il a effectué une course de remontée jusqu'aux por-

tes du top 30 (10^e espoir). « C'était un circuit ludique avec des "single-tracks" et des chemins blancs. Même si ce n'était pas facile de doubler, ça montre que je suis en forme. »

Le Côte-d'Orien de 22 ans effectuera deux autres déplacements en Espagne, lors des prochains week-ends, et alors que le calendrier national français est en stand-by en raison de la crise sanitaire.

« J'espère cette fois être un peu mieux placé sur la grille. Ensuite, je repartirai peut-être sur des épreuves sur route. On verra, mais malgré les annulations et les reports, j'ai quand même pu courir, je n'ai pas à me plaindre. »

A. M.



Valentin Remondet va enchaîner les courses de VTT (cross-country) en Espagne. Photo MTB Racing Team Sunn Offroad

HOCKEY

Nicolas Ritz avec les Bleus

Vingt-six joueurs ont été retenus par Philippe Bozon pour participer au prochain rassemblement de l'équipe de France de hockey sur glace, du 26 avril au 3 mai à Megève (Haute-Savoie). Au sein de cette liste figure le Dijonnais Nicolas Ritz (attaquant d'Angers). Deux matches face à l'Italie sont prévus, les 1^{er} et 2 mai (à Aoste puis Megève). Autre Dijonnais, Anthony Guttig (récent champion de France avec Rouen), fait partie d'une liste élargie de 49 éléments susceptibles de prendre également part aux rencontres de préparation face à la Suisse (7-8 mai) puis au tournoi international "Beat Covid-19" à Ljubljana (Slovénie) du 13 au 22 mai.

FOOTBALL/LIGUE 1



Ode à la patience

Grâce à une frappe sous la barre en deuxième période contre l'OGC Nice dimanche à Gaston-Gérard, Fouad Chafik a débloqué son compteur avec le DFCO et en Ligue 1. Auparavant, il avait marqué trois buts en Ligue 2 sous les couleurs d'Istres (1 but) et de Laval (2). Photo AFP/Jean-Philippe KSIAZEK

Dimanche, le DFCO a remporté son premier succès de la saison à domicile en venant à bout, en seconde période, d'une pâle équipe niçoise (2-0). Une victoire dont Fouad Chafik a été l'un des grands artisans. Une récompense pour un historique du club, en manque de temps de jeu.

Son portable n'a pas arrêté de vibrer depuis dimanche après-midi. Sur les réseaux sociaux, Fouad Chafik a reçu des centaines de messages qu'il a ensuite partagés. D'une frappe puissante sous la barre de Walter Benitez, l'international marocain a permis au DFCO de retrouver un sourire disparu cette saison.

Surtout, l'ancien Lavallois,

au club depuis 2016, a scoté son premier but en Ligue 1. Sa première réalisation tout simplement sous la tunique dijonnaise. D'où cette affluence de félicitations.

« Ça fait maintenant cinq ans que je suis ici et j'avais touché pas mal de fois les montants, barre ou poteau. J'ai réussi à marquer, ça fait du bien au moral », décrit le natif de Pierrelatte. « Dès que le ballon est arrivé, je me suis dit que j'allais tirer. Yass' (Benzia) à côté me dit : "Tire, tire, tire", parce qu'à l'entraînement ça m'arrive souvent de faire des frappes comme celle-là et de marquer. »

À son retour aux vestiaires, Fouad Chafik est rapidement salué par ses partenaires. Chambré aussi. « Ça m'a tou-

ché », concède-t-il pudiquement. Discrètement, comme il est de nature. Depuis sa signature en Côte-d'Or, le latéral droit de 34 ans, qui est à l'aise en tant que piston dans une défense à cinq, fait l'unanimité pour son investissement.

« Il n'a jamais lâché dans le vestiaire et a été exemplaire. Il a fait un match plein. Son passé d'ancien attaquant lui a permis de se retrouver dans ces situations, d'apporter des centres et d'être à la conclusion », salue David Linarès.

En fin de contrat en juin

Même ses concurrents au poste en ont toujours dit le plus grand bien. Après Vincent Rüfli, Valentin Rosier, Mickaël Alphonse, c'est Sacha Boey qui est venu s'installer sur son côté dans la défense du DFCO. Et manque de bol pour Fouad Chafik, le joueur prêté par le Stade Rennais est l'une des rares recrues à s'être montré investi par le projet dijonnais.

Si bien que le temps de jeu de l'ex compère de Nayef Aguerd s'est fortement réduit ces dernières semaines (18 apparitions en Ligue 1 pour 13 titularisations). « C'est une période assez compliquée, mais j'ai continué à travailler sans rien dire. Ce sont les choix du coach je les respecte, j'ai fait le

dos rond, j'ai patienté et ça a tourné aujourd'hui. J'espère que ça va continuer jusqu'à la fin », concède l'intéressé, fidèle à sa réputation.

Et d'appuyer : « On a eu quelques petites discussions, mais je respecte totalement les choix du coach. Il le sait, ça fait maintenant cinq ans que je le connais et ça s'est toujours bien passé, je ne lui en veux pas du tout, c'est toujours resté amical, on a toujours gardé la même relation ».

Plus ancien du vestiaire dijonnais après Jordan Marié et Frédéric Sammaritano, Fouad Chafik arrive en fin de contrat en juin. Il y a quelques semaines - et si une aventure à l'étranger ne serait pas pour lui déplaire d'ici la fin de sa carrière - il annonçait vouloir continuer son parcours en Bourgogne.

« Il y aura une discussion en fin de saison. Si je dois aller à la guerre, je sais qu'il sera à mes côtés. Ce n'est pas le cas de beaucoup d'autres », indique Olivier Delcourt, président du DFCO, qui apprécie l'engagement de son défenseur.

Un constat qui vaut également pour Frédéric Sammaritano, autre historique en fin de contrat et ayant aussi annoncé son envie de rester.

Rémi CHEVROT

7 Le DFCO a marqué 7 buts à Gaston-Gérard par 7 joueurs différents (Dina Ebimbe, Baldé, Ecuele Manga, Konaté, Coulibaly, Chafik et Benzia).

ÉCHO

■ Programmation

Le DFCO se déplacera à Angers, pour le compte de la 36^e journée de Ligue 1 le dimanche 9 mai (15 heures).

Ligue 1

	Pts	J	G	N	P	p.	c.	Dif.
1 Lille.....	70	33	20	10	3	54	20	34
2 Paris S-G.....	69	33	22	3	8	74	25	49
3 Monaco.....	68	33	21	5	7	70	38	32
4 Lyon.....	67	33	19	10	4	65	32	33
5 Lens.....	53	33	14	11	8	52	45	7
6 Marseille.....	52	33	14	10	9	46	41	5
7 Rennes.....	51	33	14	9	10	43	35	8
8 Montpellier.....	47	33	12	11	10	53	54	-1
9 Metz.....	43	33	11	10	12	36	38	-2
10 Nice.....	43	33	12	7	14	41	44	-3
11 Reims.....	41	33	9	14	10	38	38	0
12 Angers.....	41	33	11	8	14	34	50	-16
13 Saint-Etienne..	39	33	10	9	14	38	50	-12
14 Strasbourg.....	37	33	10	7	16	42	51	-9
15 Brest.....	37	33	10	7	16	45	56	-11
16 Bordeaux.....	36	33	10	6	17	35	48	-13
17 Lorient.....	32	33	8	8	17	40	61	-21
18 Nîmes.....	31	33	8	7	18	32	60	-28
19 Nantes.....	28	33	5	13	15	33	51	-18
20 Dijon.....	18	33	3	9	21	22	56	-34

Prochaine journée. - Vendredi 23 avril : Reims - Marseille. Samedi 24 avril : Metz - Paris S-G, Saint-Etienne - Brest. Dimanche 25 avril : Lyon - Lille, Strasbourg - Nantes, Nice - Montpellier, Angers - Monaco, Rennes - Dijon, Lorient - Bordeaux, Lens - Nîmes.

NOTES - MOYENNES

■ Après 33 journées

Allagbé.....	4,7
Racioppi.....	5,1
Boey.....	4,6
Ngouyamsa*.....	3
Panzo.....	4,5
Chafik.....	4,7
Coulibaly.....	4,6
Ecuele Manga.....	4,7
Chala.....	3,9
Ngonda.....	4,2
Lautoa.....	4,3
Diop.....	4,6
Marié.....	4,3
Ndong.....	4,5
Benzia*.....	5
Sammaritano.....	4,9
Dina Ebimbe.....	4,8
Celina.....	4,3
Dobre*.....	3,7
Assalé.....	3,8
Chouiar.....	3,9
Baldé.....	4,4
Konaté.....	3,4
Kamara*.....	3,6

*Cinq notes ou moins.

FOOTBALL

Le Real Madrid et Liverpool, qui se sont affrontés cette saison en Ligue des champions, se retrouveront au sein de la Super League. Photo Paul ELLIS/AFP

La Super League, compétition privée fondée lundi par douze clubs dissidents pour supplanter la Ligue des champions, a précipité dans la discorde le foot européen, poussant les instances à promettre des représailles contre ce projet.

Cette fois, les hostilités sont ouvertes et chacun lâche ses coups. Après des décennies à agiter le spectre d'un schisme, les cadors du continent, Real Madrid, la Juventus ou Manchester United en tête, ont franchi le pas dans la nuit de dimanche à lundi en créant une Super League, et en lançant préventivement des procédures judiciaires pour garantir la naissance du projet face à l'opposition de l'UEFA, organisatrice de la Ligue des champions, la compétition phare du football européen.

« C'est une proposition honteuse » de quelques clubs « guidés par l'avidité », « un crachat au visage de tous les amoureux du football », a asséné lundi le président de l'UEFA Aleksander Ceferin, juste après l'officialisation de la nouvelle version de la C1. Le patron de l'instance eu-

ropéenne a contre-attaqué les fondateurs en promettant d'exclure les clubs et les joueurs concernés de toute compétition nationale et internationale. Une réunion extraordinaire aura lieu vendredi au sein du comité exécutif de l'UEFA.

Douze clubs frondeurs

Mais le germe de la division est là. Ébranlé par la pandémie de Covid-19, le sport roi en Europe voit remis en cause l'actuel système de redistribution des ressources télévisuelles entre la C1 et les championnats.

En lançant leur compétition « dès que possible », ils prétendent instaurer un système de ligue quasi fermée : 15 « membres fondateurs » (dont 3 restent à déterminer) et cinq équipes invitées chaque saison – les critères de sélection restant très flous –, une saison régulière de 18 matches (deux poules de 10 équipes) puis des play-offs. Les matches se tiendraient en milieu de semaine, entrant en concurrence directe avec la Ligue des champions, mais pas avec les championnats nationaux du week-end.

Parmi les mastodontes approchés, le Bayern Munich et le Paris SG ont refusé l'invitation, tout com-

me Porto ou Dortmund. La Super League souhaite toutefois que deux clubs français « au minimum » soient présents chaque année.

De nombreux opposants

La nouvelle compétition, est vouée à « générer des ressources supplémentaires pour toute la pyramide du football ». Les clubs fondateurs recevront « un versement de l'ordre de 3,5 milliards d'euros destinés uniquement à des investissements en infrastructures et compenser l'impact de la crise du Covid-19 ». Le projet, qui inclura aussi une Super Ligue féminine, a reçu le soutien financier de la banque américaine JPMorgan.

En attendant, les prises de position anti-« SL » se sont multipliées, notamment parmi les supporters des clubs concernés, qui tous ont manifesté leur mécontentement. Preuve que la situation inquiète en haut lieu, des responsables politiques ont réagi, Emmanuel Macron fustigeant un projet « menaçant le principe de solidarité et le mérite sportif » et le gouvernement britannique de Boris Johnson indiquant faire « tout son possible » pour que le projet échoue.

FOOTBALL LES CLUBS FONDATEURS DE LA SUPER LEAGUE

15 clubs fondateurs (dont 3 dont l'identité n'a pas été révélée)

- Arsenal
- Chelsea
- Tottenham
- Liverpool
- Manchester City
- Manchester United
- Juventus de Turin
- Milan AC
- Inter Milan
- FC Barcelone
- Real Madrid
- Atletico Madrid

THE SUPER LEAGUE

VISACTU

“ Le plaisir des grands matches, c'est qu'on en joue un ou deux dans l'année, pas toutes les semaines. ”
Mesut Özil (Fenerbahce), champion du monde 2014

FOOTBALL LA LIGUE DES CHAMPIONS NOUVELLE FORMULE

UEFA CHAMPIONS LEAGUE

Les nouveautés, à partir de 2024.

36 clubs au lieu de 32.

Fin des phases de poules.

Chaque équipe jouera 10 matches et non plus 6.

1 match = 1 adversaire différent (fin des matches aller-retour).

Les huitièmes de finale

Les 8 premières équipes du classement général seront qualifiées pour les 8^{èmes} de finales.

Les équipes classées entre la 9^e et la 24^e place disputeront un barrage en aller-retour pour se qualifier pour les 8^{èmes}.

Les équipes classées entre la 25^e et la 36^e place seront éliminées.

La phase finale

Sous un « format classique » avec des matches aller-retour.

Source : UEFA

VISACTU

La refonte de la C1 aura lieu en 2024

Le comité exécutif de l'UEFA a adopté la réforme de la Ligue des champions à partir de 2024, impliquant le passage de 32 à 36 clubs avec un mini-championnat en guise de phase de groupes.

Une aubaine pour les clubs français ?

« Nous sommes tous unis face à ce projet de non-sens », a détaillé le président de l'UEFA Aleksander Ceferin au sujet de la Super League, dont l'annonce a bouleversé le monde du football européen dans la nuit de dimanche à lundi.

Son secrétaire général adjoint Giorgio Marchetti a précisé les modalités de cette réforme, confirmant qu'un ticket supplémentaire serait attribué à la cinquième nation la plus en réussite sportive, en l'occurrence la France qui aura donc trois représentants minimum assurés dès 2024.

Cette réforme, à l'étude de longue date, et plusieurs fois repoussée, avait initialement été imaginée pour contenter les plus gros clubs, dont certains ont désormais rejoint le camp des dissidents.



Aleksander Ceferin, président de l'UEFA.

Photo Richard JUILLIART/AFP

FOOTBALL/COUPE DE FRANCE

Les Petits Poucets en ouverture

Rumilly Vallières (N2) et Canet-en-Roussillon (N2) lancent mardi à domicile les quarts de finale de la Coupe de France, respectivement contre Toulouse (L2) et Montpellier, avant PSG-Angers et le choc OL-Monaco mercredi.

Après avoir corrigé Le Puy (4^e division) en huitièmes de finale par 4 buts à 0, les joueurs de Rumilly Vallières s'attaquent à Toulouse en début de soirée (18 h 45).

Descendu en Ligue 2 en 2020, le TFC occupe la deuxième place du classement à cinq journées de la fin de la saison et peut espérer retrouver directement l'élite s'il conserve son rang.

Mais Toulouse est décimé par les cas de Covid-19 : aux sept cas déjà connus se sont ajoutés dimanche « quatre nouveaux joueurs et un membre du staff technique », selon un communiqué des Violettes, longtemps embêtés par Saumur (5^e div.) au tour précédent avant de se qualifier par le plus petit écart (2-1).

Des matches entre équipes de Ligue 1 mercredi

À 21 h 10, Montpellier se déplacera chez l'autre Petit Poucet, Canet-en-Roussillon, qui a déjà fait perdre son chemin à un pension-



Diadi Diarra et les joueurs de Canet-en-Roussillon ont déjà éliminé une équipe de Ligue 1 (Marseille), en seizième de finale. Photo R. ROIG/AFP

LE PROGRAMME

QUARTS DE FINALE

Mardi 20 avril	
Rumilly Vallières (N2) - Toulouse (L2).....	18h45
Canet-en-Roussillon (N2) - Montpellier (L1).....	21h
Mercredi 21 avril	
Paris Saint-Germain (L1) - Angers (L1).....	18h45
Lyon (L1) - Monaco (L1).....	21h10

naire de Ligue 1 : l'OM, battu 2-1 en seizièmes de finale. « Même pas peur... si un peu quand même », ont plaisanté les Catalans sur leur compte Twitter. Il y a de quoi, face à une équipe qui

vient de tenir en échec Lille, le leader de la Ligue 1 (1-1).

Distancé dans la course aux places européennes (8^e), le club de l'Hérault pourrait en outre faire de la Coupe son objectif de fin de saison.

FOOTBALL/ANGLETERRE

« Mou », la dure réalité

Fin de partie pour José Mourinho. Tottenham a annoncé lundi que son entraîneur portugais et tout son staff avaient été « relevés de leurs fonctions », 17 mois après leur arrivée chez les Spurs pour remplacer Mauricio Pochettino.

Leader de Premier League à la mi-décembre, Tottenham a vu ses résultats s'étioler depuis pour ne plus occuper qu'une 7^e place à 5 points des places qualificatives pour la Ligue des champions après 32 journées.

Remplacé par le coach des U19

Le technicien était critiqué pour le jeu souvent trop frileux de son équipe et les rumeurs sur des dissensions avec une partie du vestiaire se multipliaient dans la presse. « José et son staff technique ont été à



José Mourinho. Photo Peter POWELL/AFP

nos côtés dans une des périodes les plus difficiles pour le club. José est un très grand professionnel qui a fait preuve d'énormément de résistance pendant la pandémie », a commenté le président du club, Daniel Levy.

Mourinho sera remplacé pour le moment par Ryan Mason, ancien joueur de Tottenham et qui était l'entraîneur des U19.

CYCLISME/TOUR DES ALPES

Gianni Moscon en leader

L'Italien Gianni Moscon (Ineos), en résistant au retour du peloton, a enlevé lundi à Innsbruck (Autriche) la première étape du Tour des Alpes, qui a encore souligné les limites actuelles de Chris Froome, arrivé plus de cinq minutes plus tard.

Moscon, ancien champion d'Italie du contre-la-montre (2017 et 2018), sans victoire depuis plus de deux ans, portera donc le maillot de leader mardi, le jour même de ses 27 ans.

Il a faussé compagnie au peloton à 4 kilomètres de la ligne et coiffé le Norvégien Idar Andersen (Uno-X Pro), parti à sa poursuite pour lui contester cette première victoire sur la course italo-autrichienne de cinq étapes préparatoire au Tour d'Italie (8-30 mai).

« Il n'y avait pas de meilleure façon de reprendre la compéti-

tion après deux mois d'arrêt pour cause de blessure », s'est félicité Moscon, qui avait l'avantage de bien connaître l'arrivée pour vivre à Innsbruck depuis quelques années.

Le choix entre championnat et Coupe sera plus cornélien pour les équipes engagées mercredi : trois d'entre elles font partie du quatuor de tête de la Ligue 1, qui se tient en à peine trois points. L'affiche la plus prometteuse oppose l'OL (4^e) à Monaco (3^e), presque inarrêtable en 2021 - 13 victoires, une défaite et un match nul - et large vainqueur à Bordeaux dimanche (3-0). Lyon a davantage peiné contre Nantes (victoire 2-1) et pourrait être privé de Tino Kadewere, qui s'est blessé à l'entraînement début avril et n'était pas dans le groupe lyonnais dimanche. Mais en huitièmes de finale de la Coupe, Monaco a autant souffert que l'OL : les deux clubs ont dû en passer par les tirs au but pour éliminer respectivement Metz (0-0, 5-4 tab) et le Red Star (2-2, 5-4 tab).

Une débauche d'énergie que le PSG ferait mieux d'éviter en recevant Angers, puisqu'il est encore engagé en Ligue des champions, en plus du championnat et de la Coupe. Le dauphin du Losc sera vraisemblablement privé des blessés Abdou Diallo (mollet) et Marquinhos (cuisse), et peut-être de son gardien Keylor Navas (épaule), ménagé dimanche lors de la victoire in extremis contre Saint-Étienne (3-2).

RÉSULTATS

Classement de la 1^{re} étape (Bressanone - Innsbruck)

1. Gianni Moscon (ITA/IGD), les 140,6 km en 3 h 29'24" ; 2. Idar Andersen (NOR/UXT) m.t. ; 3. Alexandr Riabushenko (BLR/UAD) m.t. ; 4. Fabio Felline (ITA/APT) m.t. ; 5. Nick Schultz (AUS/BEX) m.t. ; ... ; 62. Thibaut Pinot (FRA/GFC) m.t.

Classement général

1. Gianni Moscon (ITA/IGD), 3 h 29'24" ; 2. Idar Andersen (NOR/UXT) à 4" ; 3. Alexandr Riabushenko (BLR/UAD) à 6" ; 4. Fabio Felline (ITA/APT) à 10" ; 5. Nick Schultz (AUS/BEX) m.t. ; ...

tion après deux mois d'arrêt pour cause de blessure », s'est félicité Moscon, qui avait l'avantage de bien connaître l'arrivée pour vivre à Innsbruck depuis quelques années.

Le peloton est arrivé dans le même temps, au terme d'une première étape de 140 km qui a permis aux coureurs de franchir une première fois la frontière, depuis Bressanone, en Italie.

PLANÈTE SPORT

TENNIS

Barcelone : Paire éliminé, Herbert passe

Bilan mitigé pour les Français au 1^{er} tour du tournoi de Barcelone : Jo-Wilfried Tsonga (71^e), Benoît Paire (35^e) et Gilles Simon (70^e) ont été sortis pour leur entrée en lice, tandis que Pierre-Hugues Herbert (78^e) et Jérémy Chardy (51^e) progressent eux à l'échelon suivant. Le niveau va s'élever d'un cran pour eux puisque Chardy affrontera Denis Shapovalov (14^e) et Herbert sera opposé à David Goffin (12^e).

HANDBALL

Bleues : Orlane Kanor forfait pour les JO

L'arrière gauche de l'équipe de France féminine de handball et de Metz Orlane Kanor (23 ans) s'est gravement blessée au pied gauche avec une rupture du tendon d'Achille et est forfait pour les Jeux olympiques de Tokyo cet été, a annoncé lundi la Fédération française. Il s'agit d'un nouveau coup dur pour le sélectionneur Olivier Krumbholz, qui a déjà perdu sa capitaine et ailière Siraba Dembélé la semaine passée, victime de la même blessure. Une médaille d'or aux JO est le seul titre qui manque au palmarès des handballeuses françaises.

FOOTBALL

Villes-hôtes de l'Euro : décision vendredi

L'UEFA annoncera vendredi sa décision finale sur les villes-hôtes de l'Euro de football (11 juin-11 juillet), alors que la compétition pourrait être retirée à Munich, Bilbao et Dublin si elles ne peuvent accueillir de spectateurs. « Nous avons repoussé notre décision finale », le temps d'une ultime consultation « avec les trois villes qui pourraient être exclues », a expliqué le président de l'instance européenne, Aleksander Ceferin.

Oscar Garcia sur le banc de Reims l'an prochain

L'ancien coach de Saint-Etienne (2017) va retrouver un club de Ligue 1. Selon les informations de RMC Sport, Oscar Garcia sera l'entraîneur de Reims la saison prochaine. Il va signer un contrat de deux ans, plus une année en option dans les semaines qui viennent. David Guion, actuel entraîneur du club champenois, avait officialisé son départ à l'issue de la saison, vendredi dernier en conférence de presse.

DIJON

Michel Thorigny est allé au-delà de son rêve d'enfant

L'autobiographie de Michel Thorigny, *Au-delà de mon rêve*, révèle un parcours long, né d'un rêve enfant et nourri au fil des années. Une belle histoire à découvrir et une leçon d'optimisme à partager sans modération.

Quand il a vu le jour à Roissy-en-France, « on ne savait pas à l'époque que ça deviendrait un jour l'aéroport Charles-de-Gaulle », se rappelle Michel Thorigny, aujourd'hui dans sa 73^e année. « J'étais issu d'une famille de six enfants, dont trois handicapés profonds. Mes parents n'ont jamais pu me payer de vélo, je ne suis jamais parti en colonie de vacances », se souvient-il sans amertume. Mais ce qu'il pouvait faire, c'était « rester assis dans l'herbe et regarder les avions se poser à 6 kilomètres de là, au Bourget », tout en se disant que lui aussi, un jour, serait dedans. « Je les piloterais, je créerais ma compagnie, je mettrai mon nom sur ces avions. Tout ça pour survoler mon livre de géographie qui était le bouquin qui me faisait rêver : on y voyait du ciel, les châteaux de la Loire, Paris, le Mont-Saint-Michel, le mont Blanc... »

Ce rêve d'enfant – n'en déplaise à ceux qui voudraient que les enfants ne rêvent plus de voler – l'a porté tout au long de sa vie. Michel Thorigny reconnaît que « ça n'a pas été un par-



Michel Thorigny est le dernier exploitant de l'avion supersonique Concorde. Photo DR

« Avec le rêve, tout est possible. »

cours simple », mais il a gravi toutes les étapes jusqu'à se retrouver « l'homme de confiance d'Air France pour

faire voler Concorde quand il n'allait pas à New York ».

En 1968, après les écoles de Saintes et de Rochefort, sorti « technicien de l'armée de l'air, spécialiste de la maintenance des réacteurs », il a été muté sur les chasseurs français Mirage III sur la base aérienne 102 de Dijon-Longvic, et s'est installé à Ouges. « Quand j'étais à Roissy, cela me faisait faire beaucoup de kilomètres, mais

aujourd'hui, je me loue d'habiter à côté de Dijon ! », se réjouit le chef des entreprises Thorigny Aviation et Air Loisirs Services. Quand il jette un œil dans le rétro, il constate simplement : « J'ai connu le succès, j'ai connu l'échec, j'ai été numéro 1 mondial, ce qui ne m'a pas empêché de terminer avec une liquidation. J'ai un peu bravé les éléments toute ma vie ! ».

Transmettre ses rêves

De quoi faire un beau roman, une belle histoire. « Il y a une vingtaine d'années, on a commencé à me solliciter pour écrire un livre. Mais je pensais que je n'étais pas écrivain, que ma mémoire foutait le camp et que je n'avais pas ça du tout à l'esprit. Jusqu'au jour où des jeunes, lors d'une conférence à l'université de Besançon avec un astronaute, fin 2018, m'ont dit que j'avais le devoir de transmettre, parce que eux n'avaient pas de rêves. » Et il s'est mis au boulot. Huit mois d'écriture, pour 350 pages. Mais s'il avait dû tout écrire, « j'en aurais fait 700 pages » : il a choisi de faire l'impasse sur ceux qui lui ont mis des bâtons dans les roues, sur sa vie privée ; « j'ai des retours extraordinaires, parce que les gens sont émus par mon parcours, encouragés ». « Ma plus grande fierté, c'est d'avoir écrit ce bouquin. Tout ce que j'ai fait n'est rien, point par point, je ne suis que l'assemblage de 350 pages qui sont paraît-il inspirantes. »

Quand il a commencé à écrire, en 2019, « on n'en était pas là où on en est aujourd'hui : pas de Covid, pas de crise sanitaire et économique. Aujourd'hui, quasiment 100 % des gens sont dans l'inquiétude, des burn out éclatent régulièrement... » Michel Thorigny fait partie du réseau de chefs d'entreprise Dynabuy, avec certains desquels il travaille aujourd'hui sur la thématique « rebondir et réenchanter » : son livre s'inscrit pleinement dans ce cadre, et il s'en sert dans ses conférences et visioconférences.

Mayalen GAUTHIER

Il faisait voler l'avion mythique Concorde

« Mon nom est écrit dans le final de Concorde, puisque c'est un de mes vols qui a clôturé sa carrière commerciale à Air France. Ce soir-là, le 31 mai 2003, on l'a posé sur la piste qui traversait le chemin de terre sur lequel mes parents m'avaient appris à marcher. » Et s'il n'a pas eu son nom sur l'avion, les passagers qui entraient dans le Concorde voyaient les cent sièges de la cabine décorés aux couleurs de Michel Thorigny.

L'homme a commencé à faire des vols touristiques sur de petits avions au départ de la base dijonnaise avec sa société, Thorigny Aviation, mais ça a été un échec. Dix ans



Michel Thorigny, exploitant du Concorde entre 1998 et 2003, raconte son expérience sur cet avion de ligne légendaire. Photo DR

plus tard, en 1993, il crée Air Loisirs Services, et grâce à Air France, peut proposer quelques années plus tard des vols privés sur le Concorde (une boucle d'une heure quarante depuis Roissy) :

« Les gens adorent Concorde et son histoire. C'est un défi technologique, un projet fédérateur à dimension humaine. » Une histoire qui l'a mené très haut dans le ciel et qui nous fait encore rêver.

Michel Thorigny, *Au-delà de mon rêve*, 348 pages, 20 € plus frais d'envoi. À commander sur <https://michel-thorigny.fr/boutique/>



LE GAZ,
C'EST PLUS FACILE
À COMPRENDRE
QUAND C'EST
EXPLIQUÉ PAR UN
ÉLECTRICIEN.

Vous ne comprenez rien à la fin des tarifs réglementés du gaz ? Pas de panique !
Chez EDF, 1^{er} fournisseur alternatif de gaz*, nos conseillers vous accompagnent avec
des offres adaptées à vos besoins. Devenons l'énergie qui change tout.



FOURNISSEUR OFFICIEL
D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ

3004

Service & appel
gratuits

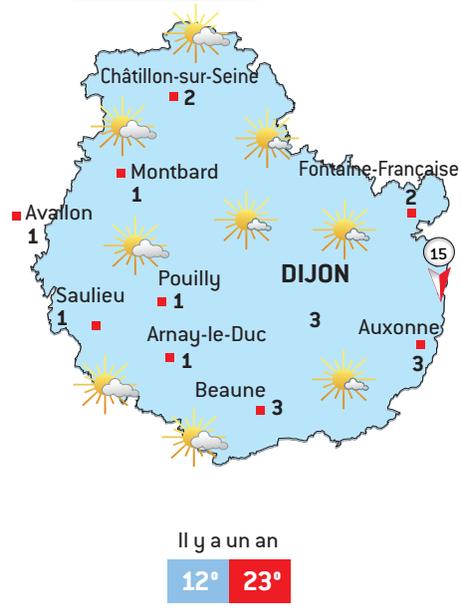
L'énergie est notre avenir, économisons-la !

* Rapport CRE marché français du gaz et de l'électricité publié le 23/11/2020

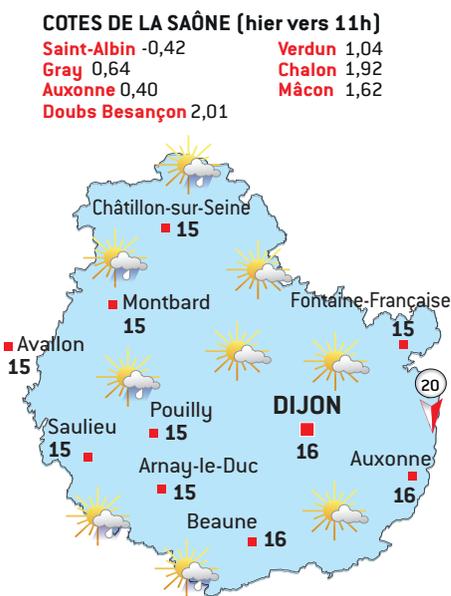
Variable

Le pays sera soumis à un marais barométrique en surface et à quelques traces d'air froid en altitude. Après de belles éclaircies matinales, les nuages deviendront à nouveau plus envahissants et joufflus en journée. Même si le temps restera souvent sec, une ou deux ondées locales ne seront pas exclues sous les plus gros nuages. Mercure tout juste de saison.

Ce matin



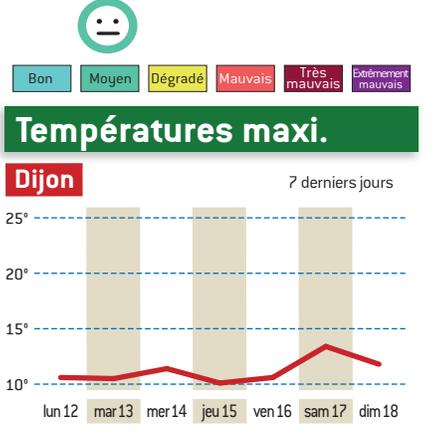
Cet après-midi



COTES DE LA SAÔNE (hier vers 11h)
 Saint-Albin -0,42 Verdun 1,04
 Gray 0,64 Chalons 1,92
 Auxonne 0,40 Mâcon 1,62
 Doubs Besançon 2,01

MAISON DANIEL
 Achète cher
 Vieux meubles - Montres - Carillons
 Manteaux fourrure - Bagagerie - Bijoux anciens
 Vieux vins - Argenterie - Pièces de monnaie...
 Estimation et déplacement gratuits
 03 80 22 96 17 - 06 86 52 10 96
 Siret 392663902

www.bienpublic.com
Qualité de l'air Atmo



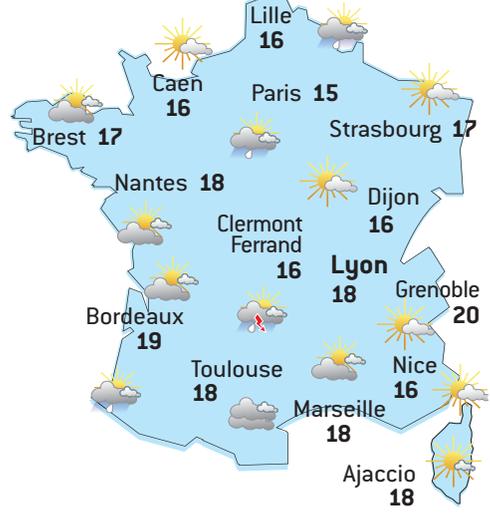
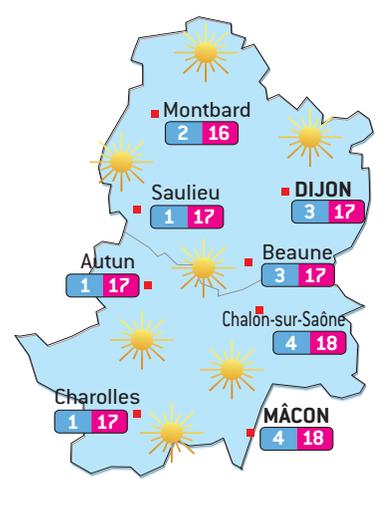
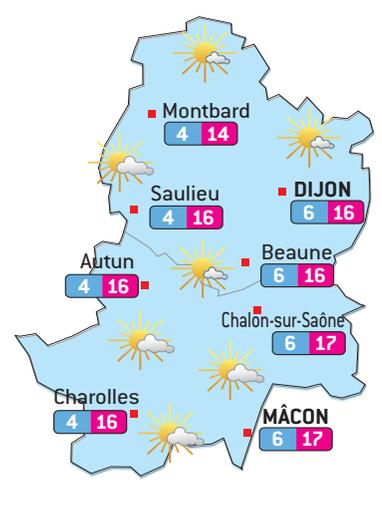
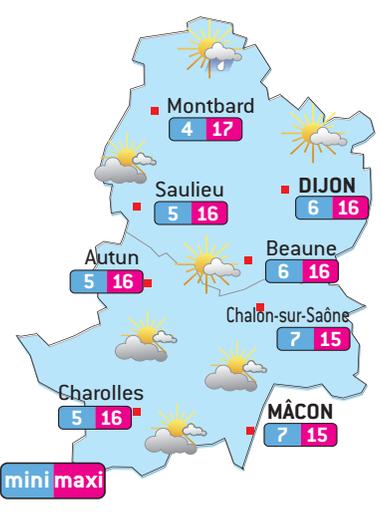
Sainte Odette
 «Il n'est si gentil mais d'avril qui n'ait son manteau de grésil.»
 meteonews www.meteonews.fr

Votre météorologie en direct au
 0 899 700 513 Service 2,50 €/appel + prix appel
 7/7 de 6h30 à 16h

Lever : 6H44
Coucher : 20H32

Lever : 12H20
Coucher : 3H37
 lune croissante

Demain Confiance 9/10 **Jeudi** Confiance 8/10 **Vendredi** Confiance 7/10 **En France** Aujourd'hui



JDA DIJON vs **NANTERRE**
 20/04 20H00
 JDA DIJON vs NANTERRE
 À SUIVRE EN DIRECT ET GRATUITEMENT SUR LNB.TV
 RENDEZ-VOUS SUR LNB.TV OU SUR L'APPLICATION LNB TV, DISPONIBLE SUR IOS ET ANDROID